



Омбудсман України
Ombudsman of Ukraine

COMMISSAIRE AUX DROITS DE L'HOMME DE LA VERKHOVNA RADA D'UKRAINE

RAPPORT SPÉCIAL
concernant la situation dans les territoires ukrainiens
temporairement occupés par la Fédération de Russie

Quels outils FR utilise pour occuper
et soumettre la population des territoires
temporairement occupés de l'Ukraine?

CONTENU

Liste des abréviations	4
Discours d'introduction du Commissaire aux droits de l'homme de la Verkhovna Rada d'Ukraine	5
Résumé	7
Méthodologie	10
CHAPITRE 1. Actions et politiques de FR précédant l'occupation temporaire d'une partie du territoire de l'Ukraine	13
1.1. Domaine d'information	15
1.2. Culture et religion	19
1.3. Politique de jeunesse et éducation	21
1.4. Mouvements et partis politiques. Associations publiques	22
CHAPITRE 2. Recours à de graves violations des droits de l'homme pour soumettre la population civile (de la prise de territoires à l'établissement du pouvoir)	25
2.1. Bombardements aveugles et ciblage de cibles civiles. Utilisation de «boucliers humains»	28
2.2. Restrictions à la sortie du territoire occupé, restrictions à l'acheminement de l'aide humanitaire	30
2.3. «Mesures de filtration»	32
2.4. Déplacements forcés et déportations	33
2.5. Détentions illégales et disparitions forcées	35
2.6. Torture ou mauvais traitements	37
2.7. Meurtres et exécutions extrajudiciaires	38
2.8. Persécution ciblée des fonctionnaires des collectivités locales	39
CHAPITRE 3. Pratiques systémiques de violations des droits de l'homme en maintenant le contrôle sur les territoires (violations flagrantes, politiques).	42
3.1. Imposition de la citoyenneté russe	44
3.2. Forcement de servir dans les forces armées d'un État ennemi / de participer aux hostilités contre son propre pays	47
3.3. Utilisation du système judiciaire et policier russe pour persécuter la population locale	49
3.4. Diffusion du système éducatif russe	53
3.5. Usurpation de l'espace informationnel	56
3.6. Expropriation de propriété	58
3.7. Destruction d'entreprise	60
3.8. Destruction des liens avec l'Ukraine	62
CHAPITRE 4. Réponse et opposition à l'agression russe (actions et pratiques illégales) aux niveaux national et international: leçons de l'Ukraine	67
Recommandations	92

Liste des abréviations

RA de Crimée	République autonome de Crimée
OAT	opération antiterroriste
PDIP	personnes déplacées à l'intérieur du pays
FMN	forces navales
AG	Assemblée générale
RPD	soi-disant République populaire de Donetsk, c'est-à-dire, le territoire de la région de Donetsk temporairement occupé par la Fédération de Russie
CEDH	Cour européenne des droits de l'homme
EES	établissement d'enseignement supérieur
PCES	point de contrôle d'entrée-sortie
RPL	soi-disant République populaire de Louhansk, c'est-à-dire le territoire de la région de Louhansk temporairement occupé par la Fédération de Russie
MAE de l'Ukraine	Ministère des Affaires étrangères de l'Ukraine
CPI	Cour pénale internationale
OTAN	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, Alliance de l'Atlantique Nord
OSCE	Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe
BPG	Bureau du procureur général
OGL	organismes gouvernementaux locaux
ONU	Organisation des Nations Unies
EOU	Église orthodoxe d'Ukraine
EO d'Ukraine du PM	Église orthodoxe ukrainienne du Patriarcat de Moscou
RB	République de Biélorussie
EOR	Église orthodoxe russe
FR	Fédération de Russie
CED	Communauté des États indépendants
TTO	territoire temporairement occupé

Discours d'introduction du Commissaire aux droits de l'homme de la Verkhovna Rada d'Ukraine



A cause de son agression armée contre l'Ukraine, la Fédération de Russie a déclenché la première guerre continentale en Europe au XXI^e siècle, tout en sapant le système de sécurité collective mondiale établi après la Seconde Guerre mondiale. **L'humanité est à nouveau en collision** avec un régime cherchant une révision forcée des frontières et se dirigeant vers le dernier totalitarisme.

Onze ans après l'invasion du territoire de l'Ukraine par la Fédération de Russie, nous pouvons parler des leçons et de l'expérience que notre pays a acquises et qu'il est important pour nous et nos partenaires d'analyser. Ainsi que la manière dont le pays agresseur prépare l'occupation des territoires en utilisant la «puissance douce» – les programmes culturels et éducatifs, les passeports simplifiés, la capture du champ de l'information **etc.** Ainsi, après la «pu-

issance douce» viennent les troupes qui, par l'instrumentalisation de violations flagrantes des droits de l'homme, de pratiques de disparitions forcées et de «filtration», soumettent la population civile des territoires occupés, puis imposent leurs politiques afin de maintenir la population et les territoires occupés sous contrôle.

Ce rapport spécial est **le résultat de l'analyse de l'expérience de l'occupation d'une partie du territoire de l'Ukraine et de la recherche de modèles communs d'actions et de politiques** de la Fédération de Russie, ayant été mises en œuvre avant et après l'occupation de la péninsule de Crimée, et comment ces pratiques ont ensuite été appliquées à d'autres territoires de l'Ukraine qui sont actuellement sous occupation de FR.

Ce rapport a pour but de systématiser et d'analyser les pratiques de violations massives des droits de l'homme par la Fédération de Russie comme l'un des principaux outils pour s'emparer et maintenir le contrôle des territoires ukrainiens, ainsi que l'introduction de politiques par le pays agresseur pour soumettre la population civile de ces territoires.

Le rapport couvre la période depuis le début de l'agression de FR contre l'Ukraine en 2014 et il analyse les événements ayant conduit à l'occupation des territoires ukrainiens, ainsi que les pratiques systématiques de violations des droits de l'homme lors de la saisie et du maintien du contrôle sur les territoires. En outre, le rapport vise à analyser l'efficacité de la réponse de l'État ukrainien aux violations massives du droit international par FR.

J'ai décidé de préparer un rapport spécial car aujourd'hui, malheureusement, il n'existe pas de rapports complets et détaillés

**RAPPORT SPÉCIAL
CONCERNANT LA SITUATION DANS LES TERRITOIRES UKRAINIENS
TEMPORAIREMENT OCCUPÉS PAR LA FÉDÉRATION DE RUSSIE**

qui décriraient les conditions de vie dans les TTO d'Ukraine, ainsi que le système d'actions des autorités de FR visant à soumettre la population des territoires occupés. Pour FR, l'occupation n'a jamais été une mesure temporaire: même avant le début de l'occupation et tout au long des années qui ont suivi, FR a fait tout son possible pour «transformer» les citoyens ukrainiens de nos territoires occupés en russes – les personnes silencieuses, faibles, soumises. Et détruire, priver de liberté ou forcer à quitter les territoires occupés les citoyens qui résistent courageusement.

Ce rapport est une tentative d'examiner les pratiques et les politiques de FR concernant l'occupation des territoires de l'Ukraine à travers le prisme des violations des droits de l'homme, qui ne sont pas des actes isolés, mais font partie intégrante de la politique d'État de FR. La communauté internationale ne sait pas exactement ce qui se passe dans les territoires ukrainiens occupés et comment agit FR. À travers ce rapport, nous voulons montrer la réalité des choses,

montrer la vie sous occupation telle qu'elle est. Et aussi – comment la puissance occupante utilise des pratiques systématiques de violations des droits de l'homme pour assurer son contrôle sur TTO de l'**Ukraine** et l'établissement et le maintien du régime d'occupation. Cela est fait non seulement pour démontrer la situation et «donner la parole» aux populations sous occupation, mais aussi pour lancer une conversation importante sur la manière dont cette terrible expérience ukrainienne de guerre au cœur de l'Europe peut et doit faire l'objet d'une enquête afin d'empêcher que des crimes similaires ne se reproduisent à l'avenir.

Je suis cordialement reconnaissant à toute l'équipe du Bureau du Commissaire aux droits de l'homme de la Verkhovna Rada d'Ukraine, aux membres du groupe de travail chargé de la préparation du rapport spécial, ainsi qu'à l'équipe d'experts pour le rapport spécial et les recommandations préparés, qui, j'en suis sûr, seront utiles tant aux représentants des organes de l'État de l'Ukraine qu'aux partenaires internationaux.

**Dmytro Lubinets,
Commissaire aux droits de l'homme
de la Verkhovna Rada d'Ukraine**

1 L'équipe d'experts comprenait: Alyona Lunyova – directrice du plaidoyer au Centre des droits de l'homme ZMINA, Darya Svyrydova – avocate, associée de SA AZONES, Onysiya Synyuk – analyste juridique au Centre des droits de l'homme ZMINA.

Résumé

1. Bien avant le début des opérations militaires actives visant à s'emparer de la péninsule de Crimée et de certaines parties des régions de Donetsk et de Louhansk en 2014, la Fédération de Russie poursuivait systématiquement depuis longtemps une politique préparatoire à une telle prise. Il s'agissait, en général, de créer un sentiment d'appartenance à la Fédération de Russie parmi les citoyens ukrainiens (histoire, culture, langue communes, etc.). L'utilisation de «puissance douce» se fait à travers le financement du travail des établissements d'enseignement russes dans certains territoires ukrainiens et la russification du système éducatif de l'Ukraine; la diffusion des produits culturels et médiatiques russes sur tout le territoire ukrainien et d'autres influences informationnelles; simplification de l'accès à l'obtention de la citoyenneté russe et à la délivrance de passeports pour les citoyens ukrainiens; infiltration d'agents russes dans les secteurs politique, sécuritaire et gouvernemental, etc. Par la suite, et après 2014, FR a utilisé cette politique pour préparer et justifier une invasion à grande échelle, notamment par la passeportisation massive de la population des territoires occupés de l'Ukraine, l'influence sur l'agenda politique ukrainien et une puissante influence informationnelle sur la population civile des territoires contrôlés par le gouvernement de l'Ukraine.
2. Au cours et dans le but de s'emparer de territoires, la Fédération de Russie utilise et instrumentalise les violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire, notamment en appliquant massivement une violence aveugle contre la population civile (attaques militaires contre des biens et infrastructures civils, bombardements aveugles et destruction complète des colonies, «mesures de filtrage» qui contiennent des violations des droits de l'homme, et détentions illégales lors des évacuations, obstruction à l'évacuation de la population, etc.). Pour l'avancement militaire, la capture de bâtiments militaires et administratifs ou la retraite, il existe de fréquents cas d'utilisation de la population locale et des infrastructures civiles comme «boucliers humains». Le niveau de violence après la prise de contrôle des territoires ukrainiens par les troupes russes ne diminue pas, mais se réoriente de la destruction complète des colonies vers des attaques ciblées contre la population civile (disparitions forcées, privation illégale de liberté, torture, exécutions extrajudiciaires, conditions de détention cruelles, etc.) pour réprimer toute résistance à l'occupation et tout soutien à l'État ukrainien de leur part.
3. Un autre but des attaques de FR lors de la saisie de territoires et de la soumission d'organismes gouvernementaux sont les individus ayant un pouvoir et une influence formels et informels sur les communautés locales (représentants des gouvernements locaux et des administrations d'État, militants, etc.). Ces attaques et ces pressions sont de nature à la fois violente et directe (privation de liberté, torture, exécution), psychologique et économique, visant à inciter à la coopération avec FR et à la création d'administrations d'occupation, à la soumission et au contrôle de la population civile des communautés capturées. L'expérience de l'invasion à grande échelle démontre que pour former des administrations d'occupation dans les territoires occupés, FR utilise (importe) des citoyens des territoires précédemment occupés de l'Ukraine ou ses propres citoyens du territoire de FR.

Cela permet à FR d'accroître le recours à la violence ou de forcer la population civile qui ne veut pas obéir à l'occupant ou coopérer à la création et au fonctionnement des structures de pouvoir d'occupation à quitter les territoires occupés.

4. L'occupation de FR des territoires ukrainiens s'accompagne de pratiques administratives systémiques et massives qui conduisent à de graves violations des droits de l'homme. Certaines de ces pratiques constituent la continuation de violations similaires contre sa propre population sur le territoire de FR. En conséquence, après la saisie, tous les territoires occupés de l'Ukraine ont été illégalement «incorporés» à FR. Ils sont soumis à la législation, aux politiques et au système de gouvernance de FR, étant notamment à l'origine de nombreuses violations du droit international humanitaire et des droits de l'homme. L'objet principal et ultime de ces violations et de cette «intégration» dans la réalité juridique de FR est de maintenir un contrôle total sur la population civile des territoires occupés, de les transformer en «nouveaux russes» et d'expulser physiquement des territoires occupés les citoyens déloyaux qui ne se sont pas soumis à FR. Voici quelques exemples de telles violations et coercitions:
- légitimation des violences de masse antérieures par leur «normalisation» et le passage des personnes persécutées à travers les procédures des systèmes d'application de la loi et judiciaires russes, utilisant des lois «anti-extrémistes», «anti-terroristes» et autres lois répressives, des pratiques de torture, de privation de liberté, du droit à la défense, du droit à un procès normal et équitable, etc.
 - création des conditions pour la population civile dans lesquelles on peut vivre dans les territoires occupés sans obtenir un passeport russe et sans s'intégrer dans la réalité juridique de FR. Les personnes sans un tel document deviennent de facto des «étrangers» sur leur propre territoire, avec une attention accrue des services spéciaux russes, des limitations au droit de séjour, aucune possibilité de bénéficier d'une protection médicale et sociale, des restrictions ou une privation des droits de propriété, des droits à l'éducation et au travail, etc.
 - en même temps, les personnes recevant un passeport d'un citoyen de FR peuvent être soumises au service militaire. Il en résulte beaucoup de cas où la population civile des territoires occupés est entraînée dans la guerre contre son propre pays. La coercition de la population locale des territoires ukrainiens pour qu'elle serve dans les forces armées russes et participe à des opérations militaires contre son propre État est effectuée à la fois pour augmenter la réserve de mobilisation et la taille des forces armées russes, et pour un contrôle et une intimidation supplémentaires. En outre, par le biais des outils de propagande utilisés dans les forces armées de FR, la population locale se fait une idée déformée des causes et du déroulement de l'agression armée russe contre l'Ukraine;
 - saisie de l'espace d'information et des ressources médiatiques comme l'une des principales étapes de l'instauration de l'occupation, remplacement des médias ukrainiens par la propagande russe, interdiction et persécution de la dissidence et du désaccord public avec les actions de FR, poursuites pénales, expulsions, intimidations, arrestations et assassinats de journalistes indépendants;
 - déploiement de politiques d'assimilation et d'effacement de l'identité, notamment par le biais de processus éducatifs (suppression de toute composante éducative ukrainienne et tatar de Crimée des programmes scolaires, intégration des enfants et des jeunes dans les programmes éducatifs et de propagande de FR, développement d'un vaste système d'éducation extrascolaire et de mouvements de jeunesse axés sur la russification et la militarisation), persécution des

militants et des personnalités publiques ukrainiens, ainsi que des représentants du peuple autochtone tatar de Crimée, y compris l'interdiction des activités de leurs organes représentatifs (par exemple, le Mejlis du peuple tatar de Crimée);

- saisie de biens – une autre méthode que FR utilise activement pour contrôler les TTO ukrainiens et la population locale depuis 2014. En plus de saisir et de nationaliser les biens de l'État ukrainien, les autorités d'occupation ont également ciblé les biens de grandes entreprises privées, ainsi que les biens privés des résidents locaux. La politique immobilière de la Fédération de Russie est un moyen supplémentaire de rendre impossible le séjour dans le territoire ukrainien sans obtenir de documents russes, **obtenir les** revenus sans travailler dans une entreprise russe, conserver la propriété du bien sans le réenregistrer selon la procédure russe. Toutes ces mesures visent à consolider la présence russe dans le territoire ukrainien;
 - la destruction systématique par FR de tous les outils et moyens permettant de maintenir les liens entre la population civile des territoires occupés et l'État ukrainien en créant l'impossibilité physique de quitter les territoires contrôlés par le gouvernement ukrainien, la menace potentielle de poursuites pénales pour tout contact avec l'Ukraine, par voie de destruction des petites et moyennes entreprises et en incitant les individus à collaborer et à travailler dans les structures «officielles» de l'occupant, en bloquant l'accès aux ressources d'information ukrainiennes, en simplifiant l'accès des jeunes à l'enseignement supérieur russe, par des programmes de réinstallation sur le territoire de FR et en remplaçant la population des territoires occupés par des citoyens russes, etc.
5. Les autorités ukrainiennes sont en général réactives dans l'élaboration de leurs politiques concernant les TTO et dans le maintien de leurs liens avec la

population civile. Il est nécessaire de renforcer considérablement le potentiel de l'État à mettre en œuvre des pratiques et des politiques systémiques capables de contrer les mesures de FR visant à soumettre la population civile dans les territoires occupés (accès aux canaux d'information pour les territoires de première ligne et occupés, programmes éducatifs pour les jeunes, accès au passeport ukrainien et à d'autres documents, approches des formes de responsabilité pour la coopération de la population civile avec l'occupant, etc.). La réponse de l'État à la population concernant les moyens d'obtenir justice est actuellement largement axée sur la garantie de la justice, ce qui est important dans la question de l'inévitabilité de la punition des crimes internationaux, ainsi que dans un défi à la capacité du système judiciaire. En parallèle, il est important que l'État développe d'autres outils pour parvenir à la justice, tels que des politiques de mémoire et de commémoration, des mesures visant à restaurer la confiance dans les autorités (lustration), la formation d'une politique prévisible pour restaurer la vie après la désoccupation, etc. En même temps, certaines mesures politiques et juridiques des autorités ukrainiennes pour contrer l'agression russe et les violations des droits de l'homme dans les territoires occupés (décisions des tribunaux internationaux, résolutions des structures internationales et interparlementaires, etc.) constituent des précédents importants pour l'enregistrement et la réponse des institutions juridiques et politiques internationales aux crimes internationaux. En outre, ils créent en réalité une base pour étudier les meilleures pratiques en utilisant l'exemple de l'agression russe contre l'Ukraine en utilisant des pratiques massives de violations des droits de la population civile comme outil pour préparer et s'emparer davantage de territoires et soumettre la population y vivant.

Méthodologie

Pour préparer un rapport spécial, le Commissaire a créé le groupe de travail en septembre 2024², qui comprenait des représentants des organes gouvernementaux ukrainiens, en particulier des forces de l'ordre, des établissements scientifiques et de recherche, des experts d'organisations publiques et de défense des droits de l'homme, de fondations caritatives, d'organisations internationales, d'agences des Nations Unies etc. Le groupe de travail a fonctionné sous forme de réunions périodiques.

Au cours de l'élaboration du rapport, des données uniques documentées par le Bureau du Commissaire, des rapports de missions internationales et d'organisations de défense des droits de l'homme, des informations provenant des autorités de l'État, des témoignages de victimes de crimes commis par FR, des informations provenant de sources ouvertes, des décisions de justice, des résolutions et des rapports d'organisations interparlementaires et internationales ont été analysés et systématisés. Parallèlement, lors de l'élaboration du rapport spécial, le groupe d'experts s'est inspiré des principes de fiabilité et d'exhaustivité, ainsi que des intérêts et de la sécurité des victimes de violations.

Le 30 octobre 2024, un atelier a été organisé, au cours duquel les participants du groupe de travail ont identifié les principaux outils d'occupation et de soumission de la population civile des territoires occupés par FR, ainsi que les formes et les méthodes de réponse de l'État ukrainien à ces actions du pays agresseur. Les hypothèses générales pour le rapport ont aussi été élaborées.

Les principaux outils d'occupation et d'assujettissement de la population civile ont été examinés dans quatre contextes:

- 1) identification et analyse des actions préparatoires de FR en vue de l'occupation et de la saisie de territoires (sans inclure la composante militaire);
- 2) recours à de graves violations des droits de l'homme pour soumettre la population civile après la prise de territoires et avant la mise en place d'administrations civiles d'occupation;
- 3) mise en place de politiques et d'institutions dans les territoires occupés après la mise en place d'administrations d'occupation et l'incorporation illégale de territoires ukrainiens en FR;
- 4) réponse des autorités ukrainiennes et de la communauté internationale à l'agression armée de FR contre l'Ukraine et aux conséquences de l'occupation d'une partie du territoire de l'Ukraine.

Les résultats des ateliers auxquels 55 membres du groupe de travail ont participé ont été exécutés à la préparation du texte du rapport spécial.

En outre, les documents fournis par les membres du groupe de travail ont été utilisés dans la préparation du rapport spécial. Il s'agit donc des réponses des organismes de l'État aux demandes du Bureau du Médiateur (30), de plus de 50 rapports et présentations d'organisations publiques et de défense des droits de l'homme; matériel photo et vidéo; environ 200 témoignages de victimes et de témoins de crimes, documentés par des représentants du Commissariat; documents et recherches fournis par la Direction principale du renseignement du Ministère de la Défense de l'Ukraine, le Service national des frontières de l'Ukraine, la Représentation du Président de l'Ukraine en République autonome

² La composition du groupe de travail a été approuvée par l'Arrêté du Commissaire aux droits de l'homme de la Verkhovna Rada d'Ukraine du 18 septembre 2024 n° 118.15/24.

de Crimée et l'Institut national des études stratégiques; autres sources.

En plus de documents soumis par les membres du groupe de travail ou recueillis par les représentants des autorités de l'État et des institutions de recherche, le rapport spécial a utilisé des rapports d'organisations internationales, en particulier la Mission de surveillance des droits de l'homme des Nations Unies, la Commission d'enquête des Nations Unies sur les violations en Ukraine, les rapports du Mécanisme de Moscou de l'OSCE et les décisions individuelles de la CEDH et de la Cour internationale de justice.

Les principales hypothèses sur lesquelles l'équipe a travaillé lors de la préparation du rapport spécial étaient les suivantes:

- FR utilise une politique d'information et d'éducation d'expansion pour se préparer à l'occupation (influence médiatique, événements culturels, éducation).
- FR utilise la procédure simplifiée d'octroi de la citoyenneté russe comme un outil pour soumettre la population et justifier de futures actions agressives.
- La commission systématique de crimes internationaux par FR pendant les hostilités est une politique consciente utilisée par les dirigeants militaro-politiques de FR pour soumettre des territoires et la population civile qui s'y trouve.
- Le niveau des actions agressives et la gravité des violations commises par FR contre la population civile lors de la saisie des territoires dépendent de la loyauté (des attentes de FR quant à une telle loyauté) de la population des territoires où se déroulent les hostilités, ainsi que du niveau de soutien à la résistance par les autorités ukrainiennes, y compris les collectivités locales.
- La mise en œuvre à grande échelle par FR de la plupart des pratiques administratives conduisant à de graves violations des droits de l'homme dans les territoires occupés est une extension des pratiques et des politiques existantes

que FR met en œuvre depuis des années sur son propre territoire.

- Les autorités d'occupation russes poursuivent une politique ciblée pour inciter la population locale à coopérer (collaborationnisme) afin de rompre tout lien futur avec l'État ukrainien, notamment par la destruction des petites et moyennes entreprises et des conditions de leur développement, et par la création de conditions de «survie économique» par le travail pour l'occupant.
- Les autorités ukrainiennes doivent renforcer considérablement leur capacité à mettre en œuvre des politiques capables de contrer les actions russes pour capturer et à soumettre la population civile dans les territoires occupés.
- Certaines mesures politiques et juridiques prises par les autorités ukrainiennes pour contrer l'agression russe et les violations des droits de l'homme dans l'intégrité territoriale de l'Ukraine créent des précédents importants pour l'enregistrement et la réponse aux crimes internationaux, ainsi qu'un champ d'étude des meilleures pratiques.

Les hypothèses de travail ont été formulées en se basant sur l'analyse des documents disponibles à partir de sources ouvertes concernant les politiques de FR sur l'intégrité territoriale de l'Ukraine et les violations flagrantes et systématiques des droits de l'homme. Ces points ont été discutés et précisés lors de l'atelier et des réunions du groupe de travail chargé de préparer le Rapport spécial du Commissaire.

Aucun matériel restreint n'a pas été utilisé pour préparer le document. En outre, l'accès à une certaine quantité de sources en ligne contenant des informations sur les données des territoires actuellement occupés a été restreint ou supprimé (par exemple, les données du site officiel du Ministère de la Réintégration des territoires temporairement occupés d'Ukraine, ou certaines données du site Internet de la Commission électorale centrale sur les

**RAPPORT SPÉCIAL
CONCERNANT LA SITUATION DANS LES TERRITOIRES UKRAINIENS
TEMPORAIREMENT OCCUPÉS PAR LA FÉDÉRATION DE RUSSIE**

résultats des élections en République autonome de Crimée, etc.), ce qui a aussi limité l'accès aux sources primaires et aux informations pertinentes pour ce rapport. Le rapport n'a pas pour but de fournir une couverture détaillée de toutes les violations des droits de l'homme qui ont eu lieu dans la TTO de l'Ukraine depuis le début de l'agression russe en 2014, cependant, le texte contient un aperçu et des références à un volume important de rapports, de rapports et d'autres documents préparés par des organisations de défense des droits de l'homme et d'autres organisations sur divers aspects des violations résultant de l'occupation depuis 2014.

CHAPITRE 1

**Actions et politiques de
FR précédant l'occupation
temporaire d'une partie
du territoire de l'Ukraine**

Actions et politiques de FR précédant l'occupation temporaire d'une partie du territoire de l'Ukraine

Le 20 février 2014, la guerre moderne russo-ukrainienne a été commencée. Et en ce temps pour la première fois les **faits sur les intersections de** la frontière d'État de l'Ukraine par les forces armées de la Fédération de Russie à travers le détroit de Kertch ils ont été enregistrés. Ceci est consigné dans la résolution de la Verkhovna Rada d'Ukraine du 21 avril 2015 n° 337-VIII «Sur la déclaration de la Verkhovna Rada d'Ukraine «Sur la manière de repousser l'agression armée de la Fédération de Russie et de surmonter ses conséquences » »³.

En même temps, il faut tenir compte du fait que l'occupation est un processus complexe nécessitant des actions préparatoires qui contribueront à la soumission rapide de la population des territoires occupés après avoir traversé la frontière et établi le contrôle sur le territoire.

Ces dernières années, l'Ukraine élabore une stratégie de désoccupation cognitive, en particulier de la péninsule de Crimée⁴. Contrairement, nous avons une gamme très limitée de recherches sur la pratique de «l'occupation cognitive» – la saisie par FR des espaces d'information, culturels et éducatifs comme condition préalable, étape préparatoire à l'éventuelle occupation avec l'aide des forces armées.

Dans cette section sont **analysées les** actions de FR avant l'occupation des territoires de l'Ukraine, l'impact sur la popula-

tion locale, les organes d'autonomie locale, l'espace d'information, culturel et éducatif, la politique de FR sur la passeportisation de la population des territoires ukrainiens comme l'un des éléments de préparation de ces territoires à une éventuelle saisie. Ces derniers temps, on observe de plus en plus de recherches sur les processus de «colonisation» de l'Ukraine.⁵

En outre, les actions et l'influence de FR dans divers Domaines de la vie publique directement sur le territoire de la République autonome de Crimée et de la ville de Sébastopol avant le début de l'occupation de ces territoires en février 2014; sur le territoire des régions de Donetsk et de Louhansk (avant l'occupation d'une partie des territoires en 2014 et ensuite des territoires occupés après 2022); sur le territoire des régions de Zaporijia et de Kherson. Malheureusement, il n'existe actuellement aucune analyse ou étude complète de l'influence de FR dans la période précédant l'occupation des territoires en 2014 et 2022. Ainsi, pour la plupart, lorsque nous essayons d'évaluer les actions et l'influence de FR sur les territoires de l'Ukraine qui ont été occupés par la suite, nous le faisons dans la période antérieure à 2014 et spécifiquement en ce qui concerne la République autonome de Crimée et la ville de Sébastopol.

Cette analyse ne couvre pas directement les préparatifs militaires de FR en vue d'une

3 Sur la déclaration de la Verkhovna Rada d'Ukraine «Sur la manière de repousser l'agression armée de la Fédération de Russie et de surmonter ses conséquences»: Résolution de la Verkhovna Rada d'Ukraine du 21 avril 2015. n° 337-VIII. URL: <https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/337-19#Text>

4 Stratégie de désoccupation cognitive de la Crimée. Représentation du Président de l'Ukraine en République autonome de Crimée. 06.11.2023. URL: <https://ppu.gov.ua/documents/stratēhiia-kohnityvnoi-deokupatsii-krymu/>

5 The War in Ukraine Is a Colonial War. By Timothy Snyder. April 28, 2022. URL: <https://www.newyorker.com/news/essay/la-guerre-en-ukraine-est-une-guerre-coloniale>

invasion de l'Ukraine. Nous faisons une distinction entre les préparatifs en vue de la saisie de l'Ukraine sous une forme ou une autre (actions politiques visant à transformer l'Ukraine en un État vassal, à établir le Gouvernement fantoche contrôlé par FR) et les mesures spécifiques visant à préparer des actions militaires sur le territoire de l'Ukraine. En outre, l'objet de l'analyse n'est pas l'histoire des relations entre FR et l'Ukraine, mais des conflits antérieurs qui ont déjà surgi, notamment autour de la construction d'un barrage à travers le détroit de Kertch jusqu'à l'île ukrainienne de Touzla (2003).⁶

En même temps, il est important de déterminer dans quelles domaines de la vie publique en Ukraine, en particulier dans les territoires qui ont été occupés temporairement par la suite, l'influence de FR a été telle qu'elle peut être considérée comme faisant partie des actions préparatoires de l'État agresseur pour la saisie et l'occupation des territoires de l'Ukraine. Ces domaines comprennent :

- domaine de l'information;
- culture et religion;
- politique de l'éducation et de la jeunesse;
- mouvements et partis politiques, mouvements publics.

Les actions dans ces domaines peuvent être considérées comme de «puissance douce»⁷, que FR applique systématiquement à l'encontre de l'Ukraine. Le rôle particulier dans l'application de «puissance douce» a été attribué à l'Agence fédérale pour les affaires de la CEI, aux compatriotes vivant à l'étranger et à la coopération humanitaire internationale («Rosspivpratsya», en russe) — «Rossotrudnichestvo», une agence russe qui vise à «renforcer l'influence humanitaire de la Russie dans

le monde»⁸, ayant servi de centre principal de «puissance douce» de la Russie en Ukraine et a été le coordinateur des activités des organisations pro-russes. En outre, le Service fédéral des migrations de FR a joué un rôle important, car ses activités visent à promouvoir la réinstallation en Russie des citoyens d'autres États, notamment de l'Ukraine, qui relèvent de la catégorie des «compatriotes russes».

Pour identifier les actions spécifiques de FR dans les domaines susmentionnés, qui visent à une préparation ciblée à une occupation ultérieure, on a besoin de prendre en compte les facteurs suivants :

- systématisme;
- interconnexion;
- existence d'un lien de causalité entre les actions et établissement d'un contrôle supplémentaire sur les territoires de l'Ukraine.

Pour l'analyse plus détaillée des actions préparatoires, il faut se concentrer sur des domaines spécifiques à tour de rôle et de découvrir exactement comment la Fédération de Russie a utilisé le soi-disant «soft power» et s'est préparée à l'occupation.

1.1. Domaine d'information

Après l'indépendance de l'Ukraine, il n'y a pas eu de séparation de fait ni de formation de son propre champ d'information. Avant même le début de l'agression armée contre l'Ukraine, FR a investi des ressources importantes dans la promotion et le soutien du produit d'information russe sur le territoire ukrainien et dans la création d'un espace d'information unifié. Cela a été facilité par la diffusion de chaînes de télévision russes en Ukraine, la présence de chaînes satellite

6 Lessons from Russia's First Assault on Ukraine: 20 Years Since Tuzla. Hanna Shelest. URL: <https://cepa.org/article/les-lecons-du-premier-assaut-de-la-russie-sur-lukraine-20-ans-depuis-tuzla/>

7 Le concept de «puissance douce» est défini dans le concept de politique étrangère russe. Concept de politique étrangère de la Fédération de Russie: Instruction du Président de la Fédération de Russie du 12 février 2013. Non. Pr-251. URL: <https://www.garant.ru/products/ipo/prime/doc/70218094/>

8 Rossotrudnichestvo. URL: <https://rs.gov.ru/about-foiv/>

CHAPITRE 1

RAPPORT SPÉCIAL

CONCERNANT LA SITUATION DANS LES TERRITOIRES UKRAINIENS TEMPORAIREMENT OCCUPÉS PAR LA FÉDÉRATION DE RUSSIE

russes, de radios russes, etc. en Ukraine. Les chaînes de télévision de propagande russes ont été interdites en Ukraine en 2014 en raison de leur propagande de guerre et de violence.—NTV, «Rossia-24», «Persnyi Kanal», «Rossia-1 », «Zvezda » (en russe: Звезда)—» Rossia-24», «Persnyi Kanal», «Rossia-1 », «Zvezda»), Life News, Russia Today etc⁹.

Beaucoup de médias diffusant des récits russes ont été financés directement ou indirectement par FR. Outre les chaînes nationales, FR a encouragé la création de médias régionaux (locaux) diffusant des récits russes, en particulier dans les régions frontalières (régions de Louhansk et de Donetsk). Les médias régionaux pourraient également être affiliés et avoir des liens avec des entreprises russes (par exemple, TRK «Alex»)¹⁰ou faire partie de projets politiques (par exemple, «Parti des Régions»).

L'élément important de la création d'un espace d'information commun et de l'influence de FR sur la société ukrainienne a été la création d'un espace Internet unique grâce à la popularisation des réseaux sociaux russes («Vkontakte», «Odnoklassniki» (en russe: Одноклассники)).—»Vkontakte», «Odnoklassniki», «Telegram», influenceurs russes, blogueurs.

Les médias d'État russes, ainsi que les médias pro-gouvernementaux non étatiques, discutent des perspectives de «partition» de l'Ukraine et, en particulier, de la séparation de la Crimée du reste du pays depuis décembre 2013. Les médias russes ont activement travaillé à créer une identité «artificielle» des Criméens comme «autres», hostiles à l'Ukraine.¹¹.

Depuis la fin de février 2014, la grande majorité des médias russes se sont joints à la lutte d'information contre l'Ukraine, essayant de soutenir l'opération militaire. Des publications telles que «Visti», «Rossiyskaya Gazeta», «Moskovsky Komsomolets», «Kommersant», «Poglyad» (russe —«Izvestia», «Rossiyskaya Gazeta», «Moskovsky Komsomolets», «Kommersant», «Vzglyad»), ainsi que les agences de presse RIA «Noviny», ITAR-TASS (en russe:—RIA Novosti, ITAR-TASS), ROSBALT, AIS (russe—AIS) a pas uniquement reproduit des informations non vérifiées, mais a aussi créé de faux messages. Un exemple est la tentative des chaînes de télévision, en particulier celles par satellite «Rossia-24 » et «NTV World» (en russe:—«Rossia -24 », «NTV Mir»), pour confirmer avec une série vidéo correspondante les nouvelles sur la présence de nombreux réfugiés d'Ukraine en Russie¹².

L'élément important de la campagne d'information contre l'Ukraine était la diffusion d'informations sur l'avancée rapide des troupes russes dans les régions d'Ukraine (en particulier dans les régions de Zaporijia et de Kherson). Cette information n'a pas été confirmée par la suite, et par conséquent, elle a été manifestement faite dans le but de semer la panique et de désorganiser les efforts de défense de l'État ukrainien, créant ainsi l'impression de l'ampleur de l'invasion. Cependant, il est clair que les messages ci-dessus étaient une sorte de préparation informative pour la mise en œuvre du projet «Novorossiia » et visaient pas uniquement à désorganiser l'armée, mais aussi à préparer moralement la population locale à la pos-

9 Quelles chaînes de télévision ont été interdites en Ukraine et dans le monde: infographies des 20 dernières années. Apostrophe. 05.02.2021. URL: <https://apostrophe.ua/ua/news/politics/government/2021-02-05kaki-telekanalyi-zapreschali-v-ukraine-i-mire-infografika-za-poslednie-20-let/222247>

10 «AlexTV» était la plus ancienne chaîne de télévision commerciale de la région de Zaporijia, diffusant à Zaporijia, Berdyansk, Melitopol et Orikhiv. Traditionnellement soutenu par l'homme politique local Viatcheslav Boguslaev, proche du Parti des régions et du Bloc d'opposition. ZavodoTelebachennia. À qui appartient l'espace télévisuel de Zaporijia? Détecteur de médias. 02.01.2020. URL: <https://detector.media/rinok/article/173613/2020-01-02-zavodotelebachennya-khto-volodiie-teleprostorom-zaporizhzhya/>

11 Comment les médias russes ont encouragé le séparatisme en Crimée. Détecteur médias. 07.03.2014. URL: <https://detector.media/rosiiski-zmi/article/164470/2014-03-07-kak-rossyyskiye-smi-pooshchryaly-separatyzm-v-krymu/>

12 À titre d'exemple, les nouvelles indiquent que le flux de réfugiés d'Ukraine vers la région de Rostov a considérablement augmenté, a déclaré le gouverneur de la région. Interfax. 01.03.2014. URL: <http://www.interfax-russia.ru/South/main.asp?id=477460>

sibilité d'une invasion.¹³ Cette tactique a été à nouveau utilisée par FR lors de l'invasion à grande échelle de 2022.¹⁴

L'occupation de la République autonome de Crimée, ayant constitué la première étape de l'agression armée contre l'Ukraine, a été le résultat, en particulier, des activités d'information et de propagande ciblées et à long terme de FR. Depuis l'occupation de la République autonome de Crimée, les autorités russes ont pris des mesures actives pour établir un modèle autoritaire de l'espace d'information sur la péninsule, reflétant la politique d'information de FR sur son territoire.— L'espace d'information n'est pas perçu comme un espace de liberté d'expression, mais comme une autre source de protection pour les autorités russes contre toute critique de la part des forces d'opposition ou de protestation.¹⁵ Avant l'occupation de la Crimée, l'infrastructure d'information de la péninsule était assez étendue: sur le territoire de la République autonome de Crimée (en septembre 2013), il y avait 83 entités opérant dans le domaine des médias audiovisuels, disposant de 141 licences; Sur le territoire de la ville de Sébastopol (en décembre 2013), il y avait 19 entités opérant dans le domaine des médias audiovisuels (diffusion analogique), 32 chaînes de diffusion numérique, 7 fournisseurs de services audiovisuels et 19 radiodiffuseurs (FM)¹⁶. Après le début de l'occupation, le paysage médiatique de la péninsule a connu des changements radicaux en raison de l'ingérence illégale dans les activités des médias et des persécutions exercées par les autorités d'occupation.

La conquête de l'espace informationnel, tant en Crimée que dans les régions de Donetsk et de Louhansk, s'est faite autour de deux éléments principaux: la prise de contrôle des moyens de diffusion, des imprimeries, des télécommunications et des structures Internet, ainsi que la gestion du contenu de l'information par le biais du contrôle administratif des médias, de la pression sur les journalistes, etc.

Après le début de l'occupation de la Crimée, FR a continué d'exercer l'influence sur la population ukrainienne des territoires contrôlés par le Gouvernement ukrainien, en particulier la région de Kherson. Cette influence informationnelle s'est produite en raison de «capture» des fréquences de diffusion des stations de radio FM. Ainsi, selon les données de surveillance du Groupe des droits de l'homme de Crimée, en juillet 2021, la radiodiffusion de la radio ukrainienne dans la région de Kherson souffrait d'interférences de la part des stations russes dans des localités telles que Shchaslyvtsevo, Henicheska Hirka, Henichesk, Chonhar, Mykolaivka, Novooleksiivka, Mayachka, Novotroitske, Gromivka, Novomykolaivka, Strohanivka, Hryhorivka, Chaplynka, Myrne, Kalanchak, Oleksandrivka, Khorly, Rozdolne, Skadovsk. En outre, la situation de blocage des stations de radio ukrainiennes a été enregistrée près des points de contrôle de Chaplynka et de Chongar. Dans ces villes et villages, les autorités d'occupation russes ont saisi totalement ou partiellement au moins 34 fréquences radio. 37 stations de radio russes différentes émettent sur ces fréquences.¹⁷ De même, les autorités d'oc-

13 Donbass et Crimée: le prix du retour: monographie / par l'auteur. éd. V. P. Gorbulina, O. S. Vlasyuka, E. M. Libanova, O. M. Liashenko. Kyiv: NISD, 2015. P. 233.

14 Le SBU met en garde: des faux hostiles apparaissent chaque jour. Ukrinform. 05.03.2022. URL: <https://web.archive.org/web/20220306235740/https://www.ukrinform.ua/rubric-ato/3420585-sbu-vorozi-fejki-zavlautsa-sodna.html>

15 Donbass et Crimée: le prix du retour: monographie / par l'auteur. éd. V. P. Gorbulin, O. S. Vlasyuk, E. M. Libanova, O. M. Liashenko. Kyiv: NISD, 2015. P. 242.

16 Informations du représentant du Conseil national de l'Ukraine pour la radiodiffusion télévisuelle et radiophonique dans la République autonome de Crimée et la ville de Sébastopol, Volodymyr Ivanovich Lyashenko, pour 2023. Conseil national de l'Ukraine pour la radiodiffusion télévisuelle et radiophonique. URL: <https://webportal.nrada.gov.ua/zvity/>

17 Dans la région de Kherson, la radio des autorités d'occupation russes émet sur au moins 34 fréquences radio. Groupe des droits de l'homme de Crimée. URL: <https://crimeahrg.org/uk/na-hersonshhini-radio-rosijsko%d1%97-okupacijno%d1%97-vladi-movit-yak-minimum-na-34-h-radiochastotah/>

CHAPITRE 1

RAPPORT SPÉCIAL

CONCERNANT LA SITUATION DANS LES TERRITOIRES UKRAINIENS TEMPORAIREMENT OCCUPÉS PAR LA FÉDÉRATION DE RUSSIE

cupation ont pris des mesures pour bloquer le signal FM du territoire contrôlé par le Gouvernement ukrainien. Ainsi, en 2020, une nouvelle tour de télévision et de radio a été équipée à côté du poste de contrôle de Chaplynka dans le territoire occupé de Crimée. Il est équipé d'antennes spéciales permettant de diffuser des signaux de télévision et de radio sur le territoire de la Crimée et certaines parties de la région de Kherson. De telle façon, les autorités d'occupation ont créé un autre outil dans le nord de la Crimée pour bloquer la diffusion de la radio FM ukrainienne¹⁸.

Les médias de TTO Ukraine diffusent systématiquement des discours de haine. Ainsi, en 2014-2017, le Groupe des droits de l'homme de Crimée, dans le cadre de ses recherches sur la situation de la liberté d'expression en Crimée occupée,¹⁹ a surveillé le contenu des médias criméens et russes diffusant dans l'espace d'information de Crimée et a enregistré 718 exemples de discours de haine. Avant le début de l'invasion à grande échelle, les principales manifestations de discours de haine comprenaient des messages liés à la rhétorique anti-ukrainienne et anti-américaine. Les cibles de la négativité sont également des individus critiquant certaines manifestations de la politique étrangère et intérieure du gouvernement russe, par exemple les journalistes, les militants publics, les opposants

politiques et les citoyens d'autres pays dont les actions contredisent d'une manière ou d'une autre les intérêts de la Fédération de Russie²⁰.

Plus tard, FR a «exporté» une partie importante de ses pratiques et de son expérience de Crimée vers d'autres territoires occupés. Les journalistes et le personnel technique ont été envoyés de Crimée vers d'autres TTO en Ukraine après février 2022 pour aider les administrations d'occupation à s'emparer d'une partie de l'espace d'information ukrainien et à établir leur propre paysage médiatique²¹. La Crimée est devenue un tremplin logistique et infrastructurel important pour une invasion à plus grande échelle de l'Ukraine en 2022. Les forces d'occupation ont pu utiliser les réseaux de télécommunications de Crimée pour rediriger le trafic Internet d'autres régions d'Ukraine, en particulier des régions de Kherson et de Zaporijia.²²

Quant à l'espace d'information dans les parties des régions de Donetsk et de Louhansk contrôlées par le gouvernement ukrainien, il a continué d'être significativement influencé par les récits pro-russes. Malgré le fait que les autorités ukrainiennes ont pris des mesures pour entraver la diffusion de la langue russe dans ces territoires, notamment tout en installant des dispositifs spéciaux pour étouffer le signal²³, construction de tours de télévision à haute

18 Dans le nord de la Crimée, les autorités d'occupation ont équipé une nouvelle tour pour bloquer le signal des stations FM ukrainiennes. Groupe des droits de l'homme de Crimée. URL: <https://crimeahrg.org/uk/na-pivnochi-krimu-okupaczijna-vlada-obladnala-novu-vezhu-dlya-blokuvannya-signalu-ukra%20%D1%97nskih-fm-stanczij-2/>

19 Le langage de la haine dans l'espace informationnel de Crimée (recherche). Groupe des droits de l'homme de Crimée. 29.03.2018. URL: <https://crimeahrg.org/ru/yazyik-vrazhdyi-vinformatsionnom-prostranstve-kryima/>

20 Discours de haine dans les médias en ligne couvrant les événements en Crimée: Rapport d'information et d'analyse sur la propagation des discours de haine dans les médias en ligne de langue russe couvrant régulièrement le conflit armé entre l'Ukraine et la Fédération de Russie et les événements connexes en Crimée (décembre 2020 - mai 2021) / par l'auteur. éd. I. Sedova et Y. Krylov-Grek. Kyiv, 2022. 68 p. URL: https://crimeahrg.org/wp-content/uploads/2022/06/mova-vorozhnechi_fin_ua.pdf

21 Maire de Melitopol: À Zaporijia, les occupants russes installent une chaîne de télévision de propagande et un «opérateur mobile». Détecteur de médias. 16.07.2023. URL: <https://detector.media/infospace/article/214293/2023-07-16-mermelitopolya-na-zaporizhzi-rosiyski-okupanty-nalagodzhu-yut-robotu-propagandystskogo-telebachennya-i-mobilnogo-operatora/>

22 Blocage et contrôle d'Internet: ce qui se passe dans les territoires temporairement occupés. CriméeSOS. 31.05.2022. URL: <https://krymsos.com/blokada-ta-kontrol-internetu-shho-vidbuvayetsya-na-tymchasovo-okupovanyh-terytoriyah/>

23 Dans la zone OAT, ils ont commencé à bloquer le signal de la télévision russe. Détecteur de médias. 19.04.2018. URL: <https://detector.media/infospace/article/136792/2018-04-19-u-zoni-ato-pochaly-blokuvat-rosiysky-telesygnal/>

fréquence²⁴ Les chaînes de télévision russes étaient encore disponibles dans la plupart des régions de Donetsk et de Louhansk, notamment via des antennes paraboliques. Peu à peu, Telegram est devenu l'un des principaux outils de propagande russe, ayant déjà acquis le statut de réseau social le plus populaire en Ukraine et de source d'influence russe la plus dangereuse.²⁵

1.2. Culture et religion

L'influence de la culture russe sur les citoyens ukrainiens a été très active et ne s'est pas arrêtée lorsque l'Ukraine a obtenu son indépendance. Les idées centrales de la politique humanitaire de FR étaient l'idée d'un «seul peuple», c'est-à-dire l'unité des peuples ukrainien et russe, mais à partir de la position d'infériorité du peuple ukrainien. FR a aussi assuré activement sa présence sur le territoire de l'Ukraine, notamment en Crimée.

FR a financé activement les activités des centres culturels et des «maisons» russes en Crimée. Ainsi, en 2010, le maire de Moscou, Iouri Loujkov, a approuvé le plan de dépenses ciblées du gouvernement de Moscou pour la mise en œuvre de projets internationaux en 2010. Selon ce plan pour l'entretien et l'exploitation du Centre culturel et d'affaires international «Maison de Moscou à Sébastopol» (en russe: «Maison de Moscou à Sébastopol»), il était prévu d'allouer 4,5 millions de roubles. (155 000

); pour l'organisation d'événements dédiés au 65e anniversaire de la Victoire dans la Grande Guerre patriotique—3,8 millions de roubles. (131 000 \$); en soutien aux organisations d'anciens combattants à l'étranger — 1 million de roubles. (34 000 \$); en soutien aux monuments historiques dédiés aux soldats russes et soviétiques à l'étranger — 700 mille frotter. (24 000 \$)²⁶. Divers événements culturels et conférences ont été organisés sur la base de «Maison de Moscou à Sébastopol» visant à renforcer les positions de FR en Crimée (comme la conférence scientifique et pratique «Langue russe»).— langue de communication internationale», qui a eu lieu en 2012)²⁷.

FR a organisé de nombreux événements culturels et festivals sur le territoire de l'Ukraine, en particulier sur la péninsule de Crimée, bien avant le début de l'occupation. Ainsi, depuis 2007, le Festival international de la culture russe et slave «Le Grand Mot Russe» (en russe: Великие русские слова) se tient chaque année en Crimée.— «Le Grand Mot Russe»), dont le but était de «développer la culture russe, de renforcer la position de la langue russe et de développer la coopération internationale dans le domaine humanitaire»²⁸.

La politique culturelle russe à l'égard de l'Ukraine a été pleinement intégrée dans la stratégie globale visant à éliminer l'État ukrainien. Pas uniquement les médias, mais aussi l'industrie culturelle et du divertissement sont largement utilisés

24 Une tour de télévision de 134 mètres a été construite dans la région de Louhansk. Correspondant.net. 04.08.2017. URL: <https://korrespondent.net/ukraine/4000993-na-donetchyne-stroiat-televyshku-dlia-transliatsyi-v-dnr>; Une tour de télévision est en cours de construction dans la région de Donetsk pour diffuser vers la RPD. Correspondant.net. 15.08.2018. URL: <https://korrespondent.net/ukraine/4000993-na-donetchyne-stroiat-televyshku-dlia-transliatsyi-v-dnr>

25 Occupation du télégramme. Comment la Russie a construit un réseau médiatique, et il s'est avéré être un village Potemkine. Textes.org.ua. 29.10.2022. URL: <https://texty.org.ua/projects/108016/telegram-okupaciya-yak-rosiya-vybudovuvala-mediarezhu-vyjslo-potomkinske-selo/>

26 Sur le plan des projets internationaux ciblés en 2010 avec la participation du gouvernement de Moscou: Résolution du Gouvernement de Moscou du 16 février 2010. N° 141-PP. URL: https://base.garant.ru/5713197/#block_1000

27 La conférence « La langue russe – la langue de la communication interethnique » a débuté à Sébastopol. Service d'information ForPost. 23.03.2012. URL: <https://sevastopol.su/news/v-sevastopole-nachala-rabotu-konferenciya-russkiy-yazyk-yazyk-mezhnacionalnogo-obshcheniya>

28 Festival international «Le Grand Mot Russe» (Velikoe russoe slovo). URL: <https://artvision-center.ru/%D0%BC%D0%B5%D0%B6%D0%B4%D1%83%D0%BD%D0%B0%D1%80%D0%BE%D0%B4%D0%BD%D1%8B%D0%B9-%D1%84%D0%B5%D1%81%D1%82%D0%B8%D0%B2%D0%B0%D0%BB%D1%8C-%D0%B2%D0%B5%D0%BB%D0%B8%D0%BA%D0%BE%D0%B5-%D1%80%D1%83%D1%81/>

CHAPITRE 1

RAPPORT SPÉCIAL CONCERNANT LA SITUATION DANS LES TERRITOIRES UKRAINIENS TEMPORAIREMENT OCCUPÉS PAR LA FÉDÉRATION DE RUSSIE

pour mener la propagande russe: cinéma, show-business, programmes de télévision et de radio soi-disant apolitiques et «culturels», etc. L'expansion culturelle russe contre l'Ukraine a été menée délibérément et avec persistance tout au long des années d'indépendance, ce qui a été facilité par l'inefficacité des politiques humanitaires et culturelles de l'État.²⁹

L'industrie cinématographique russe se développait activement, diffusant des stéréotypes offensants sur les Ukrainiens et montrant les Ukrainiens comme des criminels, des travailleurs migrants, des gens à courte vue qui parlent mal, etc. La diffusion des produits cinématographiques et télévisuels russes en Ukraine est due à l'environnement linguistique commun. Il faut dire qu'une partie importante des films dits documentaires produits par FR accomplissaient ouvertement des tâches de propagande. Par exemple, le film «Trois sœurs», en tant qu'allégorie des Ukrainiens, des Russes et des Biélorusses en 2010, a diffusé le récit de propagande russe sur la triunité des peuples d'Ukraine, de Russie et de Biélorussie afin de renforcer les ambitions régionales de FR par la manipulation de l'histoire.³⁰

EO d'Ukraine du PM était un canal distinct pour diffuser l'influence russe sur le territoire de l'Ukraine, en particulier dans les territoires actuellement occupés. Les prêtres d'EO d'Ukraine du PM n'ont pas condamné l'occupation de la Crimée, mais ont plutôt consacré l'équipement militaire de

FR.³¹Dans la région de Donetsk, l'un des centres de diffusion des récits russes est considéré comme la Laure de la Sainte Assomption de Sviatogorsk (un monastère d'EO d'Ukraine du PM à Sviatogorsk, région de Donetsk). Selon divers rapports, le monastère a activement soutenu l'invasion russe de la région de Donetsk en 2014: en plus d'organiser des prières de masse en soutien aux représentants des groupes armés de la RPD, les hiéromoines du monastère ont pris part directement aux hostilités aux côtés des groupes paramilitaires pro-russes.³²

Malgré la libération de la région où se trouve la Laure par les forces de défense ukrainiennes au printemps 2014, les prêtres du monastère de Sviatogorsk ont poursuivi leurs activités pro-russes. L'abbé du monastère, le métropolite Arseny, a activement soutenu le patriarche de Moscou Kirill, a qualifié la guerre en Ukraine de guerre civile et a accusé les troupes ukrainiennes d'avoir bombardé Sloviansk en 2014 et d'avoir mené OAT dans le Donbass en général. Le monastère a organisé des défilés du «Régiment Immortel» lors des célébrations du Jour de la Victoire le 9 mai, où les participants ont honoré la mémoire des victimes de la «guerre fratricide» en Ukraine et «prié pour la paix»³³.

Les activités d'EOR sont «fusionnées» avec l'État russe et constituent un pivot du régime d'occupation³⁴. Même avant le début de l'occupation en 2014, les dirigeants de l'Église orthodoxe russe ont activement

29 «Crimée. «La guerre: conditions préalables à l'agression russe.» Le directeur de l'Institut national d'études stratégiques, académicien de l'Académie nationale des sciences d'Ukraine, Volodymyr Horbulin, a présenté des documents analytiques. Conseil national de sécurité et de défense, 18.02.2016. URL: <https://www.rnbo.gov.ua/ua/Dialnist/2399.html>

30 Propagande de la «LPR»: demi-carcasses, biens immobiliers en Europe et Plotnitsky en Antarctique. Journal Realnaya. 06.06.2017. URL: <https://realgazeta.com.ua/matveev-pt1/>

31 «L'annexion de l'Église.» Comment les diocèses de Crimée d'EO d'Ukraine du PM sont-ils passés à la ROC, et est-ce la dernière perte pour l'Église? Crimée. Réalités. 09.06.2022. URL: <https://ua.krymr.com/a/krym-tserkva-perepidporiadkuvannia-moskovskomu-patriarkhatu/31890688.html>

32 SBU enquête sur les activités des représentants d'EO d'Ukraine du PM dans le Donbass en soutien à l'agression russe. Avec le temps. 28.03.2018. URL: <https://vchasnoua.com/news/sbu-rozslidue-diyalnist-predstavnikiv-upts-mp-na-donbasi-v-pidtrimtsi-rosijskoi-agresiji>

33 «Nous ne nous battons pas, nous prions.» La Laure de Sviatogorsk a effectué une procession. 6262. Site Web de la ville de Sloviansk. 09.05.2017. URL: <https://www.6262.com.ua/news/1646745/my-ne-boremsa-my-molimsa-svatogorskaa-lavra-vyslana-krestnyj-hod>

34 Quel est le rôle de l'Église orthodoxe russe dans la guerre contre l'Ukraine? BBC Ukraine. 24.11.2024. URL: <https://www.bbc.com/ukrainian/articles/c7519y16d13o>

condamné Euromaidan lors de leurs sermons. Ce sont également les églises de l'Église orthodoxe russe qui ont été utilisées directement pour lancer l'occupation dans les régions de Donetsk et de Louhansk (par exemple, dans la ville de Sloviansk, dans la région de Donetsk).

1.3. Politique de jeunesse et éducation

Dans le cadre de la mise en œuvre des objectifs stratégiques visant à restaurer le contrôle de la Fédération de Russie sur l'espace post-soviétique, ses dirigeants ont mis en œuvre un ensemble de mesures ciblées pour renforcer l'influence russe sur l'Ukraine bien avant le début de l'agression armée en 2014. En même temps, la partie russe a accordé une attention particulière à la jeunesse ukrainienne, considérée comme la partie la plus active de la population. L'implication des jeunes s'est faite par la stimulation des études sur le territoire de FR, la participation à des événements internationaux, sociopolitiques, socio-économiques, scientifiques, éducatifs et culturels russes, des festivals, des conférences, des forums, des séminaires, des conférences, des événements sportifs, des concours créatifs et des expositions (par exemple, le Forum éducatif annuel de la jeunesse panrusse «Seliger» ; le forum international annuel de la jeunesse «MolGorod» ; le festival des sports pour les jeunes; les concours «Chanson russe», «Compatriote de l'année» (en russe: Посийская Посийская Рок) (en russe: Посийская Посийская Рок) – «Chanson russe», «Compatriote de l'année», etc.

L'éducation est un facteur crucial dans la formation d'une nation politique, assurant la continuité des connaissances et transmettant les récits historiques et culturels. L'édu-

cation dans les territoires de la péninsule de Crimée, des régions de Donetsk et de Louhansk, occupés en 2014, a été caractérisée par l'influence systémique de la Fédération de Russie et l'utilisation prédominante de la langue russe dans l'éducation à tous les niveaux (des écoles maternelles aux établissements d'enseignement supérieur).

Ainsi, une politique active de russification a été menée en Crimée tout au long des années d'indépendance, notamment par le biais de restrictions sur l'enseignement dans la langue d'État (ukrainienne), d'une diminution du nombre d'établissements d'enseignement ukrainiens et d'établissements enseignant en ukrainien. En 2013, il y avait 7 écoles avec l'ukrainien comme langue d'enseignement, 76 écoles avec l'ukrainien et le russe comme langues d'enseignement et 829 classes avec l'ukrainien comme langue d'enseignement, avec un total de 12 694 élèves étudiant dans la péninsule de Crimée.³⁵ À titre de comparaison: dans la région de Donetsk, au cours de l'année scolaire 2013/2014, 50,5 % des écoliers étaient déjà capables d'étudier en ukrainien, et 49,5 % – en russe. À Donetsk même, il y avait 20 écoles de langue ukrainienne, 74 écoles de langue russe et 56 écoles de langue russe – bilingue, dans lequel 29 % des étudiants ont étudié en ukrainien et 71 % en russe³⁶.

Sur le territoire de l'Ukraine, en particulier sur la péninsule de Crimée, avant l'occupation du territoire en 2014, fonctionnaient plusieurs branches d'établissements d'enseignement russes, à savoir: l'Université d'État de Moscou du nom de M. V. Lomonosov, Université humanitaire des syndicats de Saint-Petersbourg, Université industrielle d'État de Moscou, Académie technologique d'État des matériaux de construction de Belgorod, Académie humanitaire moderne et autres. En Crimée, fonctionnaient égale-

35 «Scénario Crimée 2.0»: comment la Fédération de Russie détruit l'identité ukrainienne des enfants dans les territoires occupés. Rapport analytique / M. Sulyalina, O. Shapoval. Kyiv: Maison d'édition centrale « Almenda», 2024. P. 9. URL: <https://almenda.org/wp-content/uploads/2025/01/Crimean-Scenario-web-1.pdf>

36 Entraînement sous le feu. Comment Donetsk est en train d'être «russifiée» de force. Radio Liberté. 17.12.2014. URL: <https://www.radiosvoboda.org/a/26749027.html>

CHAPITRE 1

RAPPORT SPÉCIAL

CONCERNANT LA SITUATION DANS LES TERRITOIRES UKRAINIENS TEMPORAIREMENT OCCUPÉS PAR LA FÉDÉRATION DE RUSSIE

ment le Centre de Crimée pour l'enseignement à distance de l'Université industrielle d'État de Moscou, ainsi que l'établissement d'enseignement privé «Corps de cadets cosaques de Crimée»³⁷.

En outre, depuis 1998, l'école n° 8 du ministère de la Défense de la Fédération de Russie, baptisée du nom du 850e anniversaire de Moscou, fonctionne à Sébastopol, où étudient principalement les enfants du personnel militaire et du personnel civil de la marine russe. La formation a été menée selon le programme éducatif russe.³⁸

En fait, des discours pro-russes ont été intégrés dans les programmes des établissements d'enseignement ukrainiens et des stages ont été organisés pour les étudiants, les enseignants et les scientifiques ukrainiens en FR.

FR a utilisé divers moyens pour influencer la jeunesse ukrainienne: en l'impliquant dans ses études en FR, en diffusant son influence sur la jeunesse à travers les réseaux sociaux russes, en organisant des jeux militaires et sportifs et en créant des jeux informatiques, notamment sur des thèmes historiques, impliquant de diverses formes de confrontation entre l'Ukraine et la Russie³⁹ etc.

Le financement de cette activité s'effectue à la fois régulièrement et par voie de primes pour la participation à des événements culturels et sportifs de masse, d'octroi de subventions, de versement de droits d'auteur pour les publications et de parrainage d'entreprises privées. Ainsi, les allocations budgétaires pour les activités de Rosspivpratsa, qui étaient prévues pour travailler avec les jeunes dans les pays de la CEI pour 2014, par rapport à 2013, ont été augmentées de 413 millions de roubles. (13,8 millions de dollars). Sur ce montant, plus de

250 millions de roubles ont été alloués au travail avec les représentants de l'Ukraine. (8,3 millions de dollars). Le financement a été planifié en tenant compte du nombre de jeunes invités. Particulièrement, en 2013, 650 personnes (d'Ukraine) ont participé à des événements individuels de Rosspivpratsa.—250 à 300 personnes), pour 2014, il était prévu d'inviter jusqu'à 1 000 personnes (d'Ukraine — 450—500 personnes), en 2015—1 500 personnes (d'Ukraine)—jusqu'à 950—1000 personnes).

Ainsi, avant le début de l'agression armée, FR a renforcé son influence sur l'Ukraine afin de former une attitude positive de la population ukrainienne envers la Russie. Pour y parvenir, la partie russe a utilisé diverses formes et méthodes d'influence, en accordant l'attention particulière à la jeunesse ukrainienne — comme la partie la plus active et la plus productive de la population.

1.4. Mouvements et partis politiques. Associations publiques

La Fédération de Russie a aussi eu une influence significative sur la vie politique et sociale en Ukraine. Les discours pro-russes, la position sur l'absence d'alternative à la voie de développement de l'Ukraine avec FR et le renforcement des processus d'intégration entre les pays ont été diffusés par le biais des partis politiques contrôlés.

Concernant les associations publiques, il est important de noter une tendance notable à créer et/ou à soutenir les **diverses organisations de chasse, les organisations cosaques (cosaques du Kouban, cosaques de la cathédrale, etc.), les organisations publiques d'anciens combattants des forces de l'ordre, les services spéciaux et de l'armée, interagissant activement avec**

37 Gai-Nyzhnyk P. P. Russie contre Ukraine (1990-2016): de la politique de chantage et de coercition à une guerre d'absorption et de tentatives de destruction. Kyiv: «MP Lesya», 2017. P. 293.

38 Russe, Moscou! L'école n° 8 du Ministère de la Défense de la Fédération de Russie célèbre son anniversaire. PourPost. 21.09.2013. URL: <https://archive.ph/Y8f1P#selection-361.0-361.92>

39 Call of Duty dans le Donbass: comment la guerre en Ukraine est représentée dans les jeux informatiques. Crimée. Réalités. 30.10.2019. URL: <https://ua.krymr.com/a/viy-na-v-ukraini-v-kompyuternykh-ih-rakh/30244615.html>

des structures similaires dans les pays de l'ex-URSS et leurs membres ce qui est devenu plus tard la base du personnel des bureaux du commandant pendant l'occupation.

Depuis beaucoup d'années, FR a formé et soutenu financièrement, notamment par l'intermédiaire de l'agence «Rospirovnitstvo», des organisations et mouvements publics pro-russes en Ukraine, notamment le «Conseil pan-ukrainien de coordination des compatriotes russes», «Congrès de l'initiative civile», «Unité russe», «Communauté russe de Crimée», «Garde slave», «Choix ukrainien», «Sud-Est» (en russe: «Conseil de coordination pan-ukrainien des compatriotes russes», «Congrès de l'initiative civile», «Unité russe», «Communauté russe de Crimée», «Garde slave», «Choix ukrainien», «Sud-Est»), etc. Ces mouvements ont joué un rôle important dans l'occupation et la tentative d'annexion d'une partie du territoire de l'Ukraine.

En même temps, la présence de forces ouvertement pro-russes parmi les autorités locales n'était pas élevée. Par exemple, au début de l'occupation, le Conseil suprême de la République autonome de Crimée, avec un nombre total de députés de cent sièges, ne comptait que trois députés de «l'Unité russe» (en russe: «Русское Единство»)⁴⁰ – le seul parti ouvertement pro-russe (son chef, Sergueï Aksyonov, a été nommé «chef de la république» par FR immédiatement après l'occupation de la péninsule)⁴¹). Par conséquent, le recours aux forces armées russes a été crucial pour l'occupation des territoires, malgré l'influence significative de «puissance douce».

FR a également soutenu des organisations telles que le club de motards Night Wolves avec des fonds budgétaires. Ses membres faisaient partie des unités dites

d'autodéfense de Crimée, ayant joué un rôle actif dans les événements de Crimée en février 2014. Pendant l'occupation de Crimée, ils sont apparus sur la péninsule avec des drapeaux russes, intimidant les personnes qui s'opposaient à l'invasion russe⁴².

Avant le début de l'agression armée de FR, on a constaté une augmentation notable des activités des organisations russes (tant étatiques que non gouvernementales) en Ukraine (en général dans la République autonome de Crimée) s'occupant des questions de promotion de l'idéologie russe dans l'espace post-soviétique. En particulier, les principales organisations de ce type sont l'Agence fédérale «Rospirovnitstvo» et la Fondation «Monde russe» (en russe: Российский мир). – «Le monde russe»). En outre, de nouvelles institutions idéologiques ont été créées sur le territoire de l'Ukraine, dont un exemple est le «Centre russe» (en russe: Русский центр). – «Centre russe») basé sur la bibliothèque maritime nommée d'après Lazarev à Sébastopol, que son chef appelle directement «Représentation du monde russe dans la ville de la gloire navale russe, Sébastopol»⁴³. En même temps, le principal coordinateur des mesures visant à améliorer le système de «puissance douce» de FR en Ukraine était l'Institut de la CEI, qui est devenu particulièrement actif en 2013.

Le but principal de ces événements est de former une attitude positive parmi la population ukrainienne envers l'approfondissement des relations avec FR et la participation aux projets d'intégration russe dans l'espace post-soviétique.

La liste ci-dessus des domaines dans lesquels FR a exercé une influence sur l'Ukraine avant le début de l'agression armée n'est pas exhaustive. Une attention

40 Liste des députés de la Verkhovna Rada de la République autonome de Crimée de la VI^e convocation (2010-2014). URL: http://crimea.gov.ru/o_gossovete/sozyvy/6_sozyv

41 Aksyonov a été élu «chef» de la Crimée. Radio Liberté. 09.10.2014. URL: <https://www.radiosvoboda.org/a/26628614.html>

42 Donbass et Crimée: le prix du retour: monographie / par l'auteur. éd. V. P. Horbulin, O. S. Vlasjuk, E. M. Libanova, O. M. Lyashenko. Kyiv: NISD, 2015. pp. 92, 233.

43 «...représentation du monde russe dans la ville de la gloire navale russe, Sébastopol. «Centre russe» à Sébastopol: 86e au monde, 9e en Ukraine et spécial dans sa finalité. Écho de Crimée. 01.09.2012. URL: <https://kr-eho.livejournal.com/136347.html>

CHAPITRE 1

RAPPORT SPÉCIAL CONCERNANT LA SITUATION DANS LES TERRITOIRES UKRAINIENS TEMPORAIREMENT OCCUPÉS PAR LA FÉDÉRATION DE RUSSIE

particulière doit également être accordée aux questions de politique démographique (la réinstallation des citoyens russes, principalement des militaires retraités de la flotte russe de la mer Noire, sur le territoire de l'Ukraine), à la passeportisation avec des documents russes, dont le processus

recte d'une partie du territoire de l'Ukraine. Toutefois, tous ces facteurs nécessitent une étude et une analyse supplémentaires afin de tirer des leçons pour notre pays et les pays voisins, dans lesquels FR met déjà en œuvre certaines mesures, qui seront discutées ci-dessous.

a commencé bien avant l'occupation di-

CHAPITRE 2

Recours à de graves violations des droits de l'homme pour soumettre la population civile (de la prise de territoires à l'établissement du pouvoir)

Recours à de graves violations des droits de l'homme pour soumettre la population civile (de la prise de territoires à l'établissement du pouvoir)

La saisie des territoires ukrainiens par FR en 2014 et en 2022 s'est déroulée selon différents scénarios, et cela s'explique par un certain nombre de raisons: de la crise politique en Ukraine à la suite de la fuite de l'ancien président à la capacité de FR à mener sans entrave une politique active de «puissance douce» en Ukraine, tout en élargissant pendant des années son influence dans les domaines de l'information, de la politique, de la culture, de l'éducation, etc. Tout en profitant de la vulnérabilité de l'Ukraine face à ces influences et dissimulant délibérément le début de l'agression armée sous des récits d'«autodétermination de la population», utilisant sa propre armée sans insignes ou même sous le couvert de civils, FR a occupé la péninsule de Crimée. En même temps, un scénario différent a été utilisé dans les territoires de l'Est de l'Ukraine. Malgré la participation effective des forces armées russes aux hostilités et le contrôle exercé sur des individus qui ont occupé plus tard des postes de direction au sein des autorités d'occupation, FR a tenté de démontrer son «soutien» plutôt que son contrôle direct sur ces territoires, en reconnaissant les entités «indépendantes» et leur «indépendance».

En 2022, FR a choisi un scénario différent, ne cachant pas directement l'agression armée.

La résistance de la population locale dans les territoires occupés par FR a eu lieu à la fois en 2014 et en 2022. La plus grande différence résidait dans le sentiment de sou-

tien et la possibilité de s'appuyer sur les structures étatiques en cas de décision de résistance. Avec la position d'État claire et sans ambiguïté sur le fait de l'agression FR et la nécessité de résister à l'offensive russe, la population locale se sentait plus confiante dans la possibilité et le succès de sa propre résistance locale.

Probablement le niveau accru de violence de l'armée russe pour soumettre rapidement la population était dû à ces considérations: en présence de la résistance de l'État et en raison de la résistance locale, qui avait le potentiel de se transformer en une résistance à long terme, FR a choisi des méthodes de répression brutale de toute manifestation de déloyauté. Pour ce faire, FR a commis de graves violations du droit international humanitaire et du droit relatif aux droits de l'homme.

«... [les manifestations] ont eu lieu tous les jours, au cours de deux semaines, probablement, voire plus, ils se rassemblaient sur la place centrale à midi, chantaient l'hymne et lisaient les rapports du front. Puis une colonne s'est formée et a marché à travers la ville avec des slogans comme «Occupants, partez» etc. Et après l'arrestation du maire, alors qu'il y avait un rassemblement près de l'ancien bâtiment administratif du district, ils ont emmené l'organisatrice, eh bien, ils l'ont détenue pendant environ trois jours, l'ont libérée et ont emmené plusieurs militants. Après

cela, ils ont commencé à patrouiller dans les lieux de rassemblement, et plusieurs activistes ont attrapé leurs garçons et leurs filles, ont pris leurs téléphones portables, les ont mis dans des voitures, les ont emmenés hors de la ville, à 10-15 kilomètres de là, dans un champ, les ont jetés hors des voitures, c'est de la prévention, ils ont fait une telle prévention. Et c'est tout, et puis ils ont arrêté, parce qu'ils ont commencé à poster des patrouilles, et nous avons averti des patrouilles, puis des patrouilles, et il y avait ces voitures de la Garde russe, enfin, quelque chose comme un fourgon de police, cachées dans les cours, et il y avait aussi ces spécialistes du FSB et des spécialistes de la Garde russe cachés là, alors ils ont dit, oui, nous arrêtons toutes ces actions.⁴⁴

Dès les premiers jours de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par FR, de nombreuses violations du droit international humanitaire et des droits de l'homme ont été enregistrées. Les bombardements aveugles, les attaques délibérées contre des civils et des biens civils, les détentions illégales, la torture et les exécutions extrajudiciaires sont devenus des événements quotidiens dans les territoires où les troupes russes avançaient et dans les territoires précédemment conquis après le 24 février 2022. Les violations commises par les représentants de la Fédération de Russie à cette étape ne sont pas le fruit d'un accident, d'une négligence ou d'un excès de la part de l'auteur. Elles ont eu lieu dans plusieurs localités, dans différentes régions d'Ukraine – aussi bien dans les régions de Kyïv ou de Tchernihiv que dans celles de Kherson, Kharkiv et Donetsk. Dans tous ces endroits, il y avait diverses unités russes, qui, cependant, étaient guidées par un seul objectif et une seule méthode pour l'atteindre. Les violations visaient à placer les territoires sous contrôle russe le plus

rapidement possible, à tout prix, et à intimider la population locale, à réprimer toute manifestation de déloyauté et toute tentative de résistance à une nouvelle occupation russe. La violence était aveugle mais systématique, conçue pour créer une telle atmosphère de peur pour sa propre vie et sa sécurité dans ces territoires qu'il n'y aurait aucune possibilité de se soucier des besoins moins fondamentaux.

Avec l'établissement de certain niveau de contrôle sur les territoires occupés, le niveau de violence n'a pas diminué dans l'ensemble, seule sa nature a changé. Après avoir atteint le premier but – la prise physique effective du territoire – les représentants de FR se sont mis à le soumettre et à établir un contrôle sur la population. La violence a été réorientée des bombardements et de la destruction complète des colonies et des infrastructures vers des attaques ciblées contre la population civile pour réprimer toute résistance à l'occupation de leur part. Dans ces actions, les groupes de population spécifiques ciblés par la violence ont été beaucoup plus clairement identifiés, parce que ce sont les représentants de ces groupes, selon les représentants russes, qui pouvaient avoir la plus grande influence sur l'humeur des civils dans les territoires qu'ils ont conquis. Des détentions illégales, des disparitions forcées, des actes de torture, des exécutions extrajudiciaires et d'autres violations ont visé d'anciens militaires, notamment des participants à OAT, des responsables de l'application des lois, des militants et des volontaires, des personnalités publiques, des journalistes et des représentants des gouvernements locaux. Le cercle des civils entrant dans la catégorie de personnes qui représentaient un danger est resté aussi large que possible: les représentants de FR ont perçu toute manifestation de patriotisme ou de soutien à l'Ukraine,

⁴⁴ Ci-dessous dans le texte se trouvent des extraits d'entretiens menés par des experts du Secrétariat du Commissaire aux droits de l'homme de la Verkhovna Rada d'Ukraine. La langue du répondant est préservée autant que possible. Entretien avec un habitant de la région de Zaporijia.

CHAPITRE 2

RAPPORT SPÉCIAL

CONCERNANT LA SITUATION DANS LES TERRITOIRES UKRAINIENS TEMPORAIREMENT OCCUPÉS PAR LA FÉDÉRATION DE RUSSIE

même mineure, comme une résistance à l'occupation et ont utilisé la violence pour réprimer ces manifestations. Ils ont aussi servi d'avertissement et d'une sorte d' «effet paralysant» pour les autres: tout ce qui pourrait être perçu comme un non-soutien ou une désobéissance aux autorités russes aurait des conséquences.

La question de la définition de la ligne de démarcation entre l'établissement du pouvoir sur le territoire occupé (régime d'occupation) et l'extension par FR de son régime juridique et de ses politiques à ce territoire (tentatives d'annexion et d'inclusion illégale de territoires dans sa propre Constitution) est complexe. Sans fixer l'objectif de cette étude d'établir un moment spécifique pour chacun des TTO, la section 2 (sur la saisie territoriale) et la section 3 (sur la mise en œuvre des politiques) sont guidées par la logique suivante. Décision de la CEDH dans l'affaire «Ukraine c. Russie (concernant la Crimée)» (n° 20958/14 et n° 38334/18)⁴⁵ Il a été établi que le territoire de la péninsule de Crimée était sous le contrôle de la Fédération de Russie depuis au moins le 27 février 2014 (c'est-à-dire, avant le soi-disant «référendum»). Nouvelle décision dans l'affaire Ukraine et Pays-Bas c. Russie (n° 8019/16, n° 43800/14 et n° 28525/20)⁴⁶ Il a été établi que les territoires concernés dans l'Est de l'Ukraine étaient sous le contrôle de la Fédération de Russie depuis le 11 mai 2014. Aux fins de cette étude: la période d'établissement du contrôle sur le territoire de l'Ukraine orientale des régions de Crimée, de Donetsk et de Louhansk, et la reconnaissance par FR des territoires de l'Ukraine orientale comme «indépendants» sont considérées comme la période où ces territoires étaient sous occupation russe. En même temps, le régime juridique russe a été étendu illégalement au territoire de Crimée

presque immédiatement et, de 2014 - 2022, les autorités d'occupation ont copié les pratiques et la législation russes dans les territoires de Crimée des régions de Donetsk et de Louhansk, sans inclure officiellement ces territoires et systèmes de gestion dans le territoire russe.

La tenue de référendums illégaux dans la République autonome de Crimée (2014), dans les régions de Donetsk, Louhansk, Zaporijia et Kherson (2022), leur inclusion illégale dans FR et l'extension du régime juridique russe à ces territoires, l'inclusion des autorités d'occupation dans la structure russe du pouvoir d'État sont considérées dans le cadre de cette étude comme le début de la mise en œuvre de la politique russe dans ces territoires. En conséquence, les territoires sur lesquels le contrôle russe a été établi, mais auxquels le système juridique et politique russe n'a pas été étendu (région de Kharkiv, région de Kyiv, etc.), ne sont considérés que dans le cadre de la section 2.

2.1. Bombardements aveugles et ciblage de cibles civiles.

Utilisation de «boucliers humains»

Les attaques contre les civils, les infrastructures civiles et les attaques aveugles qui ne tenaient pas compte des dommages qu'elles pouvaient causer aux civils sont devenues l'un des premiers instruments de l'invasion russe, car elles ne nécessitaient pas l'établissement préalable d'un contrôle sur le territoire. Les attaques contre des bâtiments administratifs impliquant du personnel militaire russe sans insignes, la pratique répandue consiste à utiliser des civils lors de la capture d'installations militaires, ont commencé à être largement utilisées par la Russie lors de l'occupation de la pén-

45 Case of Ukraine v. Russia (Re Crimea) (Applications nos. 20958/14 and 38334/18). Base de données HUDOC de la jurisprudence de la CEDH. 25.06.2024. URL: <https://hudoc.echr.coe.int/fra?i=001-235139>; Affaire «Ukraine c. Russie (concernant la Crimée)» n° 20958/14 et n° 38334/18. Site Internet du Musée virtuel de l'agression russe. URL: <https://rusaggression.gov.ua/ua/sprava-ukraina-proty-rosii-shchodo-krymu-za--2095814-ta--3833418-0cff9808a21c12019f8f5c3357383f40.html>

46 Case of Ukraine and the Netherlands v. Russia (Applications nos. 8019/16, 43800/14 and 28525/20). Base de données HUDOC de la jurisprudence de la CEDH. 30.11.2022. URL: <https://hudoc.echr.coe.int/fre?i=001-222889>

insule de Crimée en 2014⁴⁷. Bombardement de la maternité n° 3 et de l'hôpital de Marioupol⁴⁸, frappe aérienne sur le bâtiment du Théâtre dramatique de Marioupol⁴⁹, bombardements répétés de zones résidentielles de Tchernihiv⁵⁰, point de distribution d'aide humanitaire à Kharkiv⁵¹ après le début de l'invasion à grande échelle, les décisions n'étaient pas dictées par des objectifs militaires. Le caractère civil de ces installations, ainsi que le fait qu'un grand nombre de civils y étaient présents, n'ont pas été dissimulés. Les attaques contre ces installations et les victimes civiles étaient un résultat attendu et souhaité pour les représentants russes, une «punition» pour la désobéissance et en même temps un avertissement – des attaques similaires continueront si le territoire n'est pas capturé.

En outre, ces bombardements ont été le premier moyen de s'emparer des colonies, par l'intimidation et en privant la population locale de l'accès aux besoins fondamentaux. Par exemple, à la suite des bombardements russes sur Marioupol en février-mars 2022, la population locale a perdu l'accès aux besoins de base: l'électricité, le chauffage, les communications et, plus tard, l'approvisionnement en gaz ont disparu. Une situation similaire avec la perte d'accès à l'approvisionnement en gaz, à l'eau potable et à l'électricité

à la suite des actions de FR s'est produite dans la région de Kherson en mars 2022⁵². À Marioupol, les gens sont sortis de leurs abris à la recherche de nourriture et d'eau et sont morts sous les bombardements⁵³.

«Mais vous savez, eh bien, nous avons eu de la lumière et de l'électricité pendant les deux premiers jours. Le deuxième jour, c'est tout. Il n'y avait ni de gaz, ni d'eau. Rien. Il n'y avait pas de connexion mobile, rien. L'un d'eux est mort de faim, assis là, sur le banc, et il est mort. Parce que nous n'avons rien non plus. Oh, il y avait de la nourriture. Dans les premiers jours, imaginez que nous avions des fenêtres et des portes soufflées, tout le monde avait des provisions à la maison. En plus, les pommes de terre étaient à la maison, et c'est tout. Tout est en gel. Il gèle la nuit, et puis, comme par hasard, mars est un mois où, jour après jour, il fait 7-8 degrés en dessous de zéro, 7-8 la nuit, pas de neige, le vent emporte tout, il n'y a rien à manger. Eh bien, pendant la première moitié du mois, si quelqu'un disait qu'il n'y avait pas assez d'eau dans les réfrigérateurs, et qu'il n'y avait plus rien, de l'eau» Et il n'y avait pas de pain, je ne dis pas qu'il y avait des produits carnés là-bas, mais ils les ont même apportés là-bas, nous avons rêvé.»⁵⁴

47 Recherche «Occupation de la Crimée. Sans signes, sans noms, se cachant derrière le dos des civils. UHHRU, EOR. 2019. URL: https://www.helsinki.org.ua/wp-content/uploads/2020/01/Web_Okupation_Crimea_ukr_A4.pdf

48 Trois personnes tuées dans une frappe aérienne contre un hôpital pour enfants à Marioupol – conseil municipal. Radio Liberté. 10.03.2022. URL: <https://www.radiosvoboda.org/a/news-mariupol-zahybli/31746083.html>

49 Attaque contre le théâtre dramatique de Marioupol: comment cela s'est produit. Ceux qui ont survécu parlent. MIPL. 16/03/2023. URL: <https://mipl.org.ua/ataka-na-mariupolskyj-dramteatr-yak-cze-bulo-govoryat-ti-hto-vyzhyv/>

50 Ukraine: des frappes russes tuent des dizaines de civils à Tchernihiv. Observatoire des Droits de l'Homme. 10.06.2022. URL: <https://www.hrw.org/uk/news/2022/06/10/ukraine-russian-strikes-killed-scores-civilians-chernihiv>; Chronologie des événements à Tchernihiv et dans la région de Tchernihiv pendant la guerre russo-ukrainienne du 24 février – 24 juin 2022. Maison éducative des droits de l'homme de Tchernihiv. 24.06.2022. URL: <https://ehrh.org/hronologiya-podij-u-chernigovi-ta-chernigivskij-oblasti-pid-chas-rosijsko-ukrayinskoyi-vijny-24-lyutogo-24-cheravnja-2022-roku/>

51 A Kharkiv, FR a bombardé un poste de secours: 6 morts, 15 blessés. Kharkiv publique. 24.03.2022. URL: <https://suspilne.media/kharkiv/221135-u-harkovi-rf-obstrilala-punkt-gumdopomogi-6-zagiblih-15-poranenih/>

52 Plus de 70 localités sans électricité, à court de médicaments: quelle est la situation dans les districts de la région de Kherson ? Kherson publique. 19.03.2022. URL: <https://suspilne.media/kherson/219360-ponad-70-naselenah-punktiv-bez-elektroenergii-zakincuutsa-lik-i-aka-situacia-v-rajonah-hersonsini/>

53 Expulsion de citoyens ukrainiens vers le territoire de la Fédération de Russie: signes et contexte. ZMINA. Avril 2023. P. 8, 19-20. URL: https://zmina.ua/wp-content/uploads/sites/2/2023/05/deport_people_web.pdf; Rapport de la Commission d'enquête internationale indépendante sur les violations en Ukraine, 27 février – 31 mars 2023, p. 27. URL: https://www.ohchr.org/sites/default/files/documents/hrbodies/hrcouncil/coiukraine/A_HRC_52_62_UA.pdf

54 Entretien avec un habitant de la région de Donetsk.

CHAPITRE 2

RAPPORT SPÉCIAL

CONCERNANT LA SITUATION DANS LES TERRITOIRES UKRAINIENS TEMPORAIREMENT OCCUPÉS PAR LA FÉDÉRATION DE RUSSIE

Pour sécuriser leurs forces armées et empêcher une résistance efficace du côté ukrainien, les représentants russes ont eu recours à la pratique des «boucliers humains»⁵⁵. Des militaires russes, ainsi que du matériel militaire, ont été déployés dans des zones résidentielles, à proximité d'objets civils, afin de réduire la possibilité d'une attaque contre eux. Dans le même temps, ils ont également restreint la capacité des civils à quitter ces zones, les forçant à rester chez eux, les exposant ainsi au danger⁵⁶. FR a activement utilisé cette pratique depuis le début de l'agression armée: la saisie d'installations militaires en Crimée en 2014 a eu lieu en utilisant la population civile comme «boucliers humains». En outre, une agitation active a eu lieu visant à inciter les civils à participer activement aux événements, en particulier à la saisie de la base navale sud de la marine ukrainienne, à la saisie du quartier général naval des forces armées ukrainiennes à Sébastopol, à la saisie de la 204e brigade d'aviation tactique de Sébastopol nommée d'après Oleksandr Pokryshkin, etc. En tous cas, des civils, y compris des enfants, étaient présents lors de la saisie des objets, et dans de nombreux cas, ce sont des civils qui ont principalement procédé à la saisie, tandis que les «Cosaques», les représentants de «l'autodéfense de Crimée», ainsi que les militaires russes, sont restés sur place⁵⁷. FR a utilisé cette tactique même après le début d'une agression armée à grande échelle en 2022.

«C'était très effrayant, en face de chez moi, plus précisément en face de chez moi, j'avais un parking pour ma voiture, ils ont arrêté la grêle là-bas et ont bombardé Kharkiv directement depuis ma maison.»⁵⁸

2.2. Restrictions à la sortie du territoire occupé, restrictions à l'acheminement de l'aide humanitaire

L'un des instruments de contrôler la population locale et de maintenir le contrôle sur le territoire nouvellement conquis était de restreindre la possibilité de quitter ce territoire. Cette pratique était déjà répandue en 2014. La première étape a été la restriction arbitraire de l'entrée et de la sortie du territoire de Crimée. En particulier, cette fonction a commencé à être exercée par d'anciens employés des forces de l'ordre ukrainiennes, à savoir l'unité Berkut, qui ont prêté allégeance à FR. Sans autorisation, ils ont organisé des contrôles aux «barrages routiers», inspectant les transports, vérifiant les documents et empêchant les observateurs internationaux, les journalistes, les forces de l'ordre et le personnel militaire d'entrer dans la péninsule⁵⁹. En plus de cela, des militants et des journalistes de Maydan ont été illégalement détenus à ces points de contrôle et, après avoir été torturés pour leurs opinions et croyances patriotiques, ont été remis à l'armée russe⁶⁰.

55 Voir les dispositions de l'art. 8 (b) xxiii «Utilisation de la présence d'un civil ou d'une autre personne protégée pour protéger certains points, zones ou forces armées contre des opérations militaires» Statut de Rome de la CPIC du 21 août 2002 URL: https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/995_588#Text

56 Rapport de la Commission d'enquête internationale indépendante sur les violations en Ukraine. 18.10.2022. URL: <https://www.ohchr.org/sites/default/files/2022-10/A-77-533-AUV-UA.pdf>

57 Occupation de la Crimée: «Sans signes, sans nom, se cachant derrière le dos des civils» UHHRU. 2019. URL: https://www.helsinki.org.ua/wp-content/uploads/2020/01/Web_Okupation_Crimea_ukr_A4.pdf

58 Entretien avec un habitant de la région de Kharkiv.

59 Ivanova K. Affaires de Maydan. Des officiers du Berkut qui se moquaient des militants étaient soupçonnés. Commandant. 23.05.2024. URL: <https://glavcom.ua/country/criminal/spravi-majdanu-spivrobotniki-berkutu-jaki-znushchalisja-z-aktivistiv-otrimali-pidozri-1001976.html>

60 L'affaire des officiers du «Berkut» qui ont aidé à occuper la Crimée a été transférée au tribunal - au Bureau d'enquête d'État. Hromadske. 28.06.2024. URL: <https://hromadske.ua/suspilstvo/226829-spravu-berkutivtsiv-iaki-dopomahaly-okupuvaty-krym-peredaly-do-sudu-dbr>

CHAPITRE 2

RAPPORT SPÉCIAL

CONCERNANT LA SITUATION DANS LES TERRITOIRES UKRAINIENS TEMPORAIREMENT OCCUPÉS PAR LA FÉDÉRATION DE RUSSIE

local en faveur de FR⁷⁰. FR vraiment «militarise» (utilise comme arme) l'aide humanitaire et les mouvements de volontaires pour renforcer le contrôle sur les territoires occupés et sur la population, conformément aux intérêts de l'État russe.

La décision de rester a été influencée par les vols ouverts de la population locale, y compris le vol de biens dans des maisons abandonnées – des plus petits objets de valeur à divers équipements et véhicules, ainsi que l'occupation réelle de locaux résidentiels par l'armée russe. En craignant de perdre leurs maisons et leurs moyens de subsistance, les gens ont décidé de rester et d'essayer de sauver leurs biens⁷¹.

L'accès à l'information est aussi devenu un moyen de manipulation dans le contexte de restriction des déplacements de la population locale. Ayant perdu l'accès aux informations en raison des pannes de courant et du manque de connexions mobiles et réseau, les gens ont été contraints de se fier aux informations qui leur étaient fournies par les représentants de FR. En même temps, l'armée russe a activement utilisé la diffusion de fausses informations pour contrôler les mouvements de la population civile, en affirmant notamment que les forces d'occupation avaient capturé une partie beaucoup plus grande du territoire de l'Ukraine qu'en réalité, et en essayant de convaincre la population locale qu'il n'y avait nulle part où partir.⁷²

Toutes ces mesures visaient à renforcer le contrôle et à garantir la dépendance de la population locale envers les représentants de la Fédération de Russie. Les re-

strictions de mouvement ont accru l'isolement des territoires conquis, l'accès de la population locale à l'information et les ont également privées du choix des actions à entreprendre - les seuls scénarios autorisés étaient de rester sur le territoire conquis ou d'«évacuer» vers le territoire de FR. Le contrôle de l'accès aux produits de première nécessité, à la nourriture et aux médicaments, permettait aux représentants russes à la fois de contrôler, selon eux, le niveau de résistance de la population locale et d'exercer une pression en donnant la priorité à la survie.

2.3. «Mesures de filtration»

Certaines limitations et contrôles à des fins de sécurité sont autorisés par le droit international humanitaire⁷³. Cependant, le système de «filtrage» déployé par la Fédération de Russie dès le début de l'invasion à grande échelle contient un certain nombre de violations dans sa mise en œuvre, et s'accompagne aussi d'autres violations.

Il convient de noter que FR a une pratique de longue date consistant à introduire des camps de filtration dans les zones d'opérations de combat, en particulier en République tchétchène⁷⁴.

La «filtration», telle qu'elle a été initiée par les représentants de FR dans les territoires occupés de l'Ukraine, est un kit de mesures visant à restreindre les déplacements de la population locale et les inspections, les inspections et les perquisitions dans les colonies, aux points de contrôle entre les colonies, ainsi que la détention il-

70 Basé sur une étude non publique de ZMINA.

71 La situation des droits de l'homme pendant l'occupation russe du territoire de l'Ukraine et ses conséquences 24 février 2022 - 31 décembre 2023. HCDH. 20.03.2024. P. 70. URL: <https://ukraine.un.org/sites/default/files/2024-04/2024-03-20-OHCHR-Report-Occupation-Aftermath-UKR.pdf>

72 Expulsion de citoyens ukrainiens vers le territoire de la Fédération de Russie: signes et contexte. ZMINA. Avril 2023. P. 24. URL: https://zmina.ua/wp-content/uploads/sites/2/2023/05/deport_people_web.pdf

73 Voir. Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre du 12 août 1949, article 27. URL: https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/995_154#Text

74 Des centaines de Tchétchènes détenus dans des «camps de filtration». Observatoire des Droits de l'Homme. 17.02.2000. URL: <https://www.ohchr.org/fr/fr/doc/docId/38227.htm>

légale dans des «camps de filtration» . Les «camps de filtrage » sont des lieux qui ne sont pas conçus pour la détention à long terme d'individus, mais qui sont utilisés pour de longues procédures de contrôle, notamment l'examen des appareils de communication personnels et de leur contenu, des effets personnels et des interrogatoires par des représentants de FR⁷⁵.

En conséquence, le «filtrage» s'accompagne d'une violation du droit à la vie privée par le biais d'une collecte excessive et inappropriée de données personnelles⁷⁶, durée injustifiée de la procédure et pression psychologique⁷⁷, détentions illégales et disparitions forcées⁷⁸, mauvais traitements et torture⁷⁹, et la violence sexuelle⁸⁰.

Tous les types de «filtrage» mis en œuvre par les représentants de FR visent à restreindre les déplacements et à identifier les individus qui, à leur avis, en entravent ou peuvent entraver l'établissement du contrôle russe sur le territoire en raison de leur position. C'est pourquoi, dans le cadre des «mesures de filtrage», les instruments de communication sont vérifiés: si une personne est abonnée à des pages et des chaînes sur les réseaux sociaux qui publient du contenu pro-ukrainien, quel est le contenu de sa correspondance personnelle, si elle a des tatouages et des vêtements patriotiques, et quelles sont ses réponses aux questions visant à établir la

loyauté envers FR. En conséquence, ceux qui ne passaient pas ce contrôle étaient limités dans leur capacité de mouvement et étaient illégalement détenus.

2.4. Déplacements forcés et déportations

Un autre type de contrôle sur les mouvements et les actions de la population locale dans les territoires occupés était la réinstallation forcée des Ukrainiens à l'intérieur du territoire occupé, la déportation vers FR et la République de Biélorussie. La quantité exacte de personnes déplacées de force et déportées avant et depuis le début de l'invasion à grande échelle est inconnu en raison de l'accès limité aux territoires occupés et au territoire de FR, et les chiffres communiqués par des sources officielles russes sont de 5,4 millions de «réfugiés», dont 744 000 enfants⁸¹, ne peut être confirmé. Selon les données de Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, 2 852 395 personnes ont traversé la frontière vers FR depuis le 24 février 2022⁸², cependant, ce chiffre n'a pas changé depuis le 31 décembre 2022.

Malgré les justifications publiques de ce mouvement comme «évacuation», les mouvements n'étaient pas conformes aux exigences du droit international humani-

75 L'opération «filtration». Que vivent les Ukrainiens qui se trouvent sous occupation russe? MIPL. 23.05.2022. URL: <https://mipl.org.ua/operacziya-filtracziya-cherez-shho-prohodyat-ukrayinczi-yaki-opynylsya-pid-rosijskoyu-okupacziyeyu/>

76 La situation des droits de l'homme pendant l'occupation russe du territoire de l'Ukraine et ses conséquences 24 février 2022 - 31 décembre 2023. HCDH. 20/03/2024. P. 66. URL: <https://ukraine.un.org/sites/default/files/2024-04/2024-03-20-OHCHR-Report-Occupation-Aftermath-UKR.pdf>

77 Expulsion de citoyens ukrainiens vers le territoire de la Fédération de Russie: signes et contexte. ZMINA. Avril 2023. P. 12. URL: https://zmina.ua/wp-content/uploads/sites/2/2023/05/deport_people_web.pdf

78 Rapport sur la situation des droits de l'homme en Ukraine, 1er août 2022. – 31 janvier 2023 HCDH. Octobre 2023. P. 53. URL: https://ukraine.un.org/sites/default/files/2023-10/23-10-04%20OHCHR%2036th%20periodic%20report%20UKR_0.pdf

79 Rapport analytique « Déportation de citoyens ukrainiens du territoire des hostilités actives ou du territoire temporairement occupé de l'Ukraine vers le territoire de la Fédération de Russie et de la République de Biélorussie » / Onisiya Synyuk, Alena Lunyova, Kateryna Rashevskya, Roman Martynovsky, Alina Pavlyuk, Darya Svyrydova, Tetyana Doroshenko, Tetyana Katrychenko. Octobre 2022. P. 8. URL: https://zmina.ua/wp-content/uploads/sites/2/2023/01/deportation_ukr.pdf

80 La situation des droits de l'homme pendant l'occupation russe du territoire de l'Ukraine et ses conséquences 24 février 2022 - 31 décembre 2023. HCDH. 20/03/2024. P. 44. URL: <https://ukraine.un.org/sites/default/files/2024-04/2024-03-20-OHCHR-Report-Occupation-Aftermath-UKR.pdf>

81 La quantité de réfugiés arrivés en FR en provenance du territoire de l'Ukraine et du Donbass depuis février de l'année dernière a dépassé 5,4 millions de personnes. TASS. 13.03.2023. URL: <https://tass.ru/obschestvo/17248303>

82 Ukraine Refugee Situation. UNHCR. URL: <https://data.unhcr.org/en/situations/ukraine>

CHAPITRE 2

RAPPORT SPÉCIAL

CONCERNANT LA SITUATION DANS LES TERRITOIRES UKRAINIENS TEMPORAIREMENT OCCUPÉS PAR LA FÉDÉRATION DE RUSSIE

taire et ont été effectués sans les seuls motifs autorisés pour cela⁸³.

Le déplacement de la population locale de FR a probablement été effectué pour une certaine quantité de raisons: le contrôle du territoire par la réduction de la population dans le territoire occupé et son exécution par le biais de «mesures de filtrage» lors de déplacements forcés et de déportations; contrôle sur la population des territoires occupés par l'exploitation de la position vulnérable des individus – tout en créant des conditions dans lesquelles il est impossible de rester et en déplaçant les individus du territoire dans lequel ils vivent, en restreignant l'accès à la propriété, aux moyens de subsistance, aux conditions habituelles et aux liens sociaux.

Par ailleurs, FR s'est concentrée sur le déplacement forcé et la déportation des enfants ukrainiens.

Il faut noter que le déplacement forcé et la déportation d'enfants ukrainiens vers FR ont commencé lors de l'agression armée contre l'Ukraine en 2014. En particulier, en 2014, 12 cas de ce type ont été enregistrés dans le cadre de la mise en œuvre du projet social de Radio Russie – «Train de l'espoir» (un projet dans lequel des orphelins ont été emmenés en FR et placés dans des familles russes), et en 2015, des citoyens russes ont adopté 43 orphelins de la péninsule de Crimée occupée.

Six jours avant l'invasion à grande échelle, le 18 février 2022, FR a commencé la déportation massive d'enfants ukrainiens. Au matin du 19 février, plus de 2 700 enfants, provenant pour la plupart d'orphelins et d'internats, avaient été emmenés en FR. Leurs noms, ainsi que leur date et

lieu de naissance, ont été modifiés et des passeports russes leur ont été délivrés. Certains enfants ont été placés en famille d'accueil ou donnés à l'adoption. La Russie justifie ces actions en disant qu'elle «veut sauver du danger», mais c'est elle qui a créé ce danger⁸⁴.

Selon les données ukrainiennes, 19 546 enfants sont considérés comme déportés et/ou déplacés forcement⁸⁵, mais les chiffres réels sont probablement beaucoup plus élevés. **En particulier, selon les informations du rapport sur les activités du Commissaire présidentiel aux droits de l'enfant de FR en 2022, plus de 700 000 enfants ukrainiens ont commencé à bénéficier d'une aide sociale en FR.⁸⁶**

En 2022, la pratique consistant à placer des enfants ukrainiens dans des familles russes a commencé, en changeant leur nationalité selon une procédure simplifiée – pour les enfants ukrainiens, la période d'attente obligatoire et la vérification avant d'être placés dans une famille ont été annulées⁸⁷.

Les déportations et les déplacements forcés d'enfants ont été effectués sous divers prétextes: «évacuation», «traitement» et envoi dans des camps. La relocalisation et la déportation des enfants sont menées dans le but principal de détruire leur identité ukrainienne et de les transformer en russes. À cette fin, on utilise toute une série de mesures visant à l'endoctrinement et à la militarisation, mais l'une des méthodes est également le déplacement forcé et la déportation, qui permettent d'arracher les enfants à leur environnement habituel et de les placer dans un environnement russifié, tout en limitant l'accès à tout ce qui est ukrainien. En outre, après leur expulsion, les

83 Expulsion de citoyens ukrainiens vers le territoire de FR: signes et contexte. ZMINA. Avril 2023. URL: https://zmina.ua/wp-content/uploads/sites/2/2023/05/deport_people_web.pdf

84 18 février 2022 – jour du début de la déportation massive d'enfants ukrainiens / Chaîne Telegram d'Andriy Yermak, 18.02.2025: <https://t.me/ermaka2022/5878>

85 La plateforme officielle «Enfants de la Guerre». URL: <https://childrenofwar.gov.ua>

86 Rapport sur les activités du Commissaire auprès du Président de FR pour les droits de l'enfant en 2022: <https://web.archive.org/web/20230730154402/http://www.deti.gov.ru/detigray/upload/documents/July2023/7JkHUTqLisZL45Jdp4Xl.pdf>

87 Décrets du Président de FR du 25.05.2022 n° 304, du 30.05.2022 n° 330, du 11.07.2022 n° 440

enfants ukrainiens sont également soumis à une passeportisation forcée et transférés dans des familles russes.⁸⁸

2.5. Détentions illégales et disparitions forcées

Après la prise du territoire, les détentions illégales et les disparitions forcées sont devenues l'une des premières méthodes de contrôle de la population locale. Le premier cas connu dans le cadre de l'agression armée de la Fédération de Russie contre l'Ukraine a été l'enlèvement d'un citoyen civil ukrainien, Reshat Ametov, le 3 mars 2014 à Simferopol lors d'un piquet de grève solitaire⁸⁹. Ils ont aussi activement détenu des individus qui participaient et préparaient des manifestations pacifiques dans différentes villes de la péninsule.⁹⁰, afin de prévenir et de réprimer la résistance à l'occupation en général et au référendum illégal en particulier, qui était déjà en préparation sous le contrôle de l'armée russe⁹¹. Les représentants de la soi-disant «autodéfense de Crimée» et d'autres groupes paramilitaires ont eu recours à la violence contre eux et ont pris part aux arrestations⁹².

Au cours du temps, cette pratique n'a fait que s'étendre: en 2020, au moins 44 personnes, en général, des défenseurs des droits humains et des militants, avaient été victimes de disparitions forcées rien qu'en Crimée⁹³.

La situation était similaire dans l'est de l'Ukraine, où dans les territoires occupés des régions de Donetsk et de Louhansk, des résidents locaux ont été illégalement détenus, soupçonnés d'«espionnage», d'assistance à l'armée ukrainienne, etc. – à la fois sur le territoire où vivaient les individus et aux points de contrôle⁹⁴.

Au cours de la première période de rapport, de février à juillet 2022, HCDH a signalé l'augmentation significative du nombre de détentions liées au conflit, enregistrant 407 cas de ce type⁹⁵. C'est déjà à cette étape, des groupes spécifiques d'individus sont surveillés, sur lesquels l'attention des représentants russes s'est concentrée: les anciens militaires, en particulier les participants à OAT, les représentants des autorités locales, les défenseurs des droits de l'homme et les militants, ainsi que les individus que les représentants russes percevaient comme exprimant leur soutien à l'Ukraine d'une manière ou d'une autre. Cette tendance ne se limitait pas à une région

88 Re-pollinisé: la politique systémique russe visant à détruire l'identité ukrainienne des enfants. Rapport spécial du Commissaire aux droits de l'homme de la Verkhovna Rada d'Ukraine sur la situation en matière de garantie des droits de l'enfant dans les conditions d'agression armée contre l'Ukraine. Juillet 2024. URL: https://www.ombudsman.gov.ua/storage/app/media/uploaded-files/Special_Report__REPORTED_.pdf

89 La première victime de l'occupation de la Crimée et du crime de guerre de Poutine. Radio Liberté. 02.09.2019. URL: <https://www.radiosvoboda.org/a/reshat-ametov-rozsliduvannya/30137885.html>

90 Ukraine: des militants arrêtés et battus, l'un d'eux torturé. Human Rights Watch. 28.03.2014. URL: <https://www.hrw.org/uk/news/2014/03/28/253187>

91 «La torture n'a pas de limites»: l'activiste de Maïdan Mykola Shiptur a parlé de ses 9 années d'emprisonnement en Crimée occupée. Radio Liberté. 08.06.2023. URL: <https://www.radiosvoboda.org/a/krym-aneksiya-aresht-maydan/32450388.html>

92 «Péninsule de la peur»: cinq années de manque de liberté en Crimée / édité par O. Skrypnyk. Troisième édition, revue et complétée. Kyiv: Paperovy Zmiy-OPT, 2019. P. 93-94. URL: https://crimeahrg.org/wp-content/uploads/2019/06/Peninsula-Fear_2019-RU.pdf

93 Disparitions forcées en Crimée pendant la période d'occupation par la Fédération de Russie en 2014-2020. SOS Crimée. 2020. P. 72. URL: <https://krymsos.com/wp-content/uploads/2021/07/nasylnycki-znyknennya-v-krymu-za-period-okupacziyi-rf-veb-versiya-ukr.pdf>

94 Rapport sur la situation des droits de l'homme en Ukraine, 16 août – 15 novembre 2016 / HCDH, par. 30-57: https://www.ohchr.org/sites/default/files/Documents/Countries/UA/UAReport16th_UKR.pdf

95 Rapport sur la situation des droits de l'homme en Ukraine, du 1er février au 31 juillet 2023. HCDH. 04.10.2023. P. 41. URL: https://ukraine.un.org/sites/default/files/2023-10/23-10-04%20OCHR%2036th%20periodic%20report%20UKR_0.pdf

CHAPITRE 2

RAPPORT SPÉCIAL

CONCERNANT LA SITUATION DANS LES TERRITOIRES UKRAINIENS TEMPORAIREMENT OCCUPÉS PAR LA FÉDÉRATION DE RUSSIE

ou à l'unité distincte des forces armées russes; ces groupes étaient ciblés dans les régions de Kyiv, Tchernihiv, Soumy, Kharkiv, Donetsk, Louhansk, Kherson, Mykolaïv et Zaporijia⁹⁶.

Les personnes civiles ont été arrêtés à des points de contrôle, dans les rues, sur leurs lieux de travail et à leur domicile. Comme l'absence de contrôle à long terme sur le territoire à cette époque, ces individus étaient détenus dans des «places de détention improvisés», tels que des sous-sols de maisons privées ou de bâtiments administratifs, ou dans des locaux saisis des services de police, dans des centres de détention temporaire⁹⁷. Les conditions de détention dans tous ces lieux étaient inadéquates⁹⁸ et constituaient en soi un traitement inhumain.

«Ils gardaient mon ex-femme dans des garages en béton, ils gardaient les hommes dans un garage voisin, et de temps en temps, lorsque les enseignants étaient détenus, ils y mettaient les femmes pendant 2-3 jours, puis les relâchaient. Nous sommes en mars-avril 22. Premièrement, ils ont gardé une chaise, un seau et un matelas dans un bloc de béton rempli de meubles avec des chiffons. Sol en béton, murs en béton. C'est tout ce qu'elle avait là. Ils l'ont nourrie, eh bien, je ne sais pas, elle a perdu 15 kilos, c'est sûr»⁹⁹.

Les telles détentions illégales constituent très souvent aussi des disparitions forcées, car après la détention, contraire-

ment à la procédure légale, ni les personnes elles-mêmes ni leurs familles n'ont été informées du lieu où elles étaient emmenées et détenues. Les représentants de FR n'ont pas reconnu le fait de la détention et n'ont ensuite fourni aucune information sur l'état de santé des personnes détenues¹⁰⁰.

«S'ils savaient exactement qui étaient les déloyaux, ils travailleraient activement avec eux. » Cela consistait à les jeter dans le sous-sol et ensuite à faire partir les gens. C'est le cas dans 90% des cas. Concernant l'autre population qui restait assise tranquillement et était intimidée. À l'époque, les personnes me disaient qu'ils restaient simplement assis à la maison. Ils sortent au minimum. Ils communiquent au minimum. Comme tout ce que vous dites peut être rapporté quelque part. Comme il n'y avait confiance en personne. Les personnes avaient peur. Et elles ont dit que nous étions ici comme en prison¹⁰¹.

Les détentions illégales et les disparitions forcées de la population locale sont une politique consciente de FR, visant à atteindre plusieurs objectifs: le contrôle des groupes de population qui pourraient stimuler la résistance à l'occupation, et la pression et l'intimidation de la population locale démontrant ce qui peut arriver aux individus perçus comme des opposants aux autorités russes sur le territoire.

96 Rapport sur la situation des droits de l'homme en Ukraine, du 1er février au 31 juillet 2023. HCDH. 04.10.2023. P. 41. URL: https://ukraine.un.org/sites/default/files/2023-10/23-10-04%20OHCHR%2036th%20periodic%20report%20UKR_0.pdf; Détention illégale, torture et mauvais traitements de la population civile d'Ukraine: similitudes dans les pratiques de commission de crimes dans les régions occupées par la Russie en 2022 / B. Pétrounyok. Centre des droits de l'homme ZMINA. 2024. URL: https://zmina.ua/wp-content/uploads/sites/2/2024/01/briefff_ukr_web.pdf

97 Petrunyok B. Détention illégale, torture et mauvais traitements de la population civile ukrainienne: similitudes dans les pratiques de commission de crimes dans les régions occupées par la Russie en 2022. Centre des droits de l'homme ZMINA. 2024. P. 10. URL: https://zmina.ua/wp-content/uploads/sites/2/2024/01/briefff_ukr_web.pdf

98 La commission internationale indépendante enquêtera sur les violations en Ukraine le 27 février – 31 mars 2023. P. 64. URL: https://www.ohchr.org/sites/default/files/documents/hrbodies/hrcouncil/coiukraine/A_HRC_52_62_UA.pdf

99 Entretien avec un habitant de la région de Zaporijia.

100 Rapport sur la situation des droits de l'homme en Ukraine, 1er février – 31 juillet 2023 P. 44. URL: https://ukraine.un.org/sites/default/files/2023-10/23-10-04%20OHCHR%2036th%20periodic%20report%20UKR_0.pdf

101 Entretien avec un habitant de la région de Kherson.

2.6. Torture ou mauvais traitements

Les détentions illégales étaient en général accompagnées de torture ou de mauvais traitements¹⁰². En 2022 ces pratiques n'étaient pas non plus nouvelles: de nombreux cas de torture pendant et après des détentions illégales et des disparitions forcées ont été enregistrés au sein de la police nationale ukrainienne depuis 2014. Particulièrement, après les enlèvements de militants en Crimée, les représentants de FR les ont détenus dans des sous-sols, les ont soumis à des coups et à d'autres méthodes de torture – ces faits n'ont pas fait l'objet d'une enquête du tout de la part des autorités russes, ou ont été étudiés de manière inefficace¹⁰³. Les détentions illégales et des actes de torture à l'encontre de résidents locaux et de citoyens ukrainiens détenus aux points de contrôle à l'entrée du territoire occupé ont aussi eu lieu dans les territoires de l'Est¹⁰⁴. «Isolement» à Donetsk¹⁰⁵ – est l'un des lieux de détention illégale les plus notoires, connu pour

ses conditions épouvantables et ses tortures brutales.

Les conditions générales de détention ne répondaient aux exigences minimales: par exemple, les personnes étaient placées dans des pièces qui n'étaient conçues pour un tel nombre de personnes¹⁰⁶; les centres de détention présentaient des conditions insalubres, avec un accès limité ou inexistant aux douches et à l'air frais¹⁰⁷; dans tous les cas, la malnutrition était aussi caractéristique: il n'y avait pas assez de nourriture et elle était souvent avariée¹⁰⁸.

La pratique répétée dans différentes régions était la maltraitance psychologique des détenus – les obligeant à chanter l'hymne et des chansons russes (par exemple, «Katyusha»), l'intimidation, ainsi que l'influence par la souffrance d'autrui – la torture était pratiquée de telle manière que les autres prisonniers dans les cellules pouvaient entendre les cris¹⁰⁹.

Les responsables russes ont aussi utilisé délibérément des méthodes de torture spécifiques, qui ont été répétées dans dif-

102 La commission internationale indépendante enquêtera sur les violations en Ukraine le 27 février – 31 mars 2023. P. 71. URL: https://www.ohchr.org/sites/default/files/documents/hrbodies/hrcouncil/coiukraine/A_HRC_52_62_UA.pdf

103 «Péninsule de la peur»: cinq années de manque de liberté en Crimée / édité par O. Skrypnyk. Troisième édition, revue et complétée. Kyiv: Paperovy Zmiy-OPT, 2019. P. 40–41.

104 Rapport sur la situation des droits de l'homme en Ukraine, 16 août – 15 novembre 2016 HCDH. P. 30–57. URL: https://www.ohchr.org/sites/default/files/Documents/Countries/UA/UAReport16th_UKR.pdf

105 Comment ils torturent dans la prison «Isolement»: un étudiant de Donetsk a parlé de ses expériences dans les prisons de la soi-disant «RPD». MIPL. 06.09.2024. URL: <https://mipl.org.ua/sprava-izolyaciyi-prokuror-taras-semkiv-pro-nedovichnyj-vyrok-kulykovskomu-robotu-z-poterpilymy-ta-nedoskonalosti-zakoniv/>

106 Torture à l'école: analyse des témoignages de détenus du village de Bilyaivka, région de Kherson / O. Synyuk, E. Sokurenko; Centre des droits de l'homme ZMINA. Kyiv, 2023. P. 11. URL: <https://zmina.ua/wp-content/uploads/sites/2/2023/08/kativnya-ushkoli-fin-1.pdf>; 85% des hommes passeront par ce centre de détention: analyse des témoignages de détenus du département de police régional pendant l'occupation de Kupyansk / O. Synyuk, E. Sokurenko, S. Kochmarsky; Centre des droits de l'homme ZMINA. Kyiv, 2024. P. 1. URL: https://zmina.ua/wp-content/uploads/sites/2/2024/01/kupyansk_ukr_web.pdf

107 Torture à l'école: analyse des témoignages de détenus du village de Bilyaivka, région de Kherson / O. Synyuk, E. Sokurenko; Centre des droits de l'homme ZMINA. Kyiv, 2023, p.13: <https://zmina.ua/wp-content/uploads/sites/2/2023/08/kativnya-ushkoli-fin-1.pdf>; 85% des hommes passeront par ce centre de détention: analyse des témoignages de détenus du département de police régional pendant l'occupation de Kupyansk / O. Synyuk, E. Sokurenko, S. Kochmarsky; Centre des droits de l'homme ZMINA. Kyiv, 2024. P. 21. URL: https://zmina.ua/wp-content/uploads/sites/2/2024/01/kupyansk_ukr_web.pdf

108 Torture à l'école: analyse des témoignages de détenus du village de Bilyaivka, région de Kherson / O. Synyuk, E. Sokurenko; Centre des droits de l'homme ZMINA. Kyiv, 2023. P. 12. URL: <https://zmina.ua/wp-content/uploads/sites/2/2023/08/kativnya-ushkoli-fin-1.pdf>; 85% des hommes passeront par ce centre de détention: analyse des témoignages de détenus du département de police régional pendant l'occupation de Kupyansk / O. Synyuk, E. Sokurenko, S. Kochmarsky; Centre des droits de l'homme ZMINA. Kyiv, 2024. P. 21. URL: https://zmina.ua/wp-content/uploads/sites/2/2024/01/kupyansk_ukr_web.pdf

109 85% des hommes passeront par ce centre de détention: analyse des témoignages de détenus du département de police régional pendant l'occupation de Kupyansk / O. Synyuk, E. Sokurenko, S. Kochmarsky; Centre des droits de l'homme ZMINA. Kyiv, 2024. P. 22. URL: https://zmina.ua/wp-content/uploads/sites/2/2024/01/kupyansk_ukr_web.pdf; «Cellules de femmes» du centre de torture de Kherson: rapport analytique basé sur les témoignages de détenues / O. Synyuk, E. Sokurenko, N. Okhotnikova; Centre des droits de l'homme ZMINA. Kyiv, 2023. P. 25. URL: https://zmina.ua/wp-content/uploads/sites/2/2023/07/women_kherson_ukr_web.pdf

CHAPITRE 2

RAPPORT SPÉCIAL

CONCERNANT LA SITUATION DANS LES TERRITOIRES UKRAINIENS TEMPORAIREMENT OCCUPÉS PAR LA FÉDÉRATION DE RUSSIE

férentes régions et, par conséquent, sous différents commandements¹¹⁰, particulièrement dans la région de Kherson¹¹¹, région de Kharkiv¹¹², région de Kyiv¹¹³ – coups, utilisation de tasers et de décharges électriques, y compris sur les parties génitales, et simulations d'exécutions. La violence sexuelle a été utilisée comme méthode de torture.

Dans toutes les régions, la torture était toujours accompagnée d'interrogatoires et avait des buts précis: obtenir des informations sur les forces armées ukrainiennes, sur les individus de la population locale qui soutiennent ou pourraient soutenir les forces armées ukrainiennes, persuader les détenus, y compris les représentants des autorités locales, de coopérer, intimider et empêcher toute nouvelle résistance, ainsi que comme méthode de punition pour un soutien réel ou perçu à l'Ukraine ou la résistance à l'occupation¹¹⁴.

La torture est donc devenue l'étape suivante après la détention des individus. Leur tâche générale était d'isoler des individus

spécifiques de la communauté, de répandre la terreur parmi la population locale et d'intimider des individus spécifiques. La torture devait forcer les individus auxquels elle était appliquée à entreprendre des actions spécifiques: fournir des informations, mettre fin à la résistance, accepter de coopérer. Toutefois, la torture peut être pratiquée par des représentants de FR comme une pratique sadique, sans but précis, comme le prouvent de nombreux entretiens avec des militaires ukrainiens libérés qui étaient détenus par FR¹¹⁵.

2.7. Meurtres et exécutions extrajudiciaires

Les meurtres et les exécutions extrajudiciaires faisaient aussi partie de la consolidation du contrôle sur les territoires conquis et étaient de nature systématique¹¹⁶. Elles ont eu lieu aussi bien dans des lieux de détention, après des détentions illégales et des tortures, que sur place, dans la rue ou

110 Détention illégale, torture et mauvais traitements de la population civile d'Ukraine: similitudes dans les pratiques de commission de crimes dans les régions occupées par la Russie en 2022 / B. Pétrounyok; Centre des droits de l'homme ZMINA. 2024. P. 16. URL: https://zmina.ua/wp-content/uploads/sites/2/2024/01/briefff_ukr_web.pdf

111 «Cellules de femmes» du centre de torture de Kherson: rapport analytique basé sur les témoignages de détenues / O. Synyuk, E. Sokurenko, N. Okhotnikova; Centre des droits de l'homme ZMINA. Kyiv, 2023. URL: https://zmina.ua/wp-content/uploads/sites/2/2023/07/women_kherson_ukr_web.pdf; Torture à l'école: analyse des témoignages de détenus du village de Bilyaivka, région de Kherson / O. Synyuk, E. Sokurenko; Centre des droits de l'homme ZMINA. Kyiv, 2023. URL: <https://zmina.ua/wp-content/uploads/sites/2/2023/08/kativnya-u-shkoli-fin-1.pdf>

112 85% des hommes passeront par ce centre de détention: analyse des témoignages de détenus du département de police régional pendant l'occupation de Koupyansk / O. Synyuk, E. Sokurenko, S. Kochmarsky; Centre des droits de l'homme ZMINA. Kyiv, 2024. URL: https://zmina.ua/wp-content/uploads/sites/2/2024/01/kupyansk_ukr_web.pdf

113 Anatomie d'un crime systématique: comment la Russie persécute les civils. MIPL. 2024. URL: <https://mipl.org.ua/wp-content/uploads/2024/12/anatomiya-systematychnogo-zlochynu.pdf>

114 La commission internationale indépendante enquêtera sur les violations en Ukraine le 27 février – 31 mars 2023. P. 73. URL: https://www.ohchr.org/sites/default/files/documents/hrbodies/hrcouncil/coiukraine/A_HRC_52_62_UA.pdf; Rapport sur la situation des droits de l'homme en Ukraine, 1er août 2022.–31 janvier 2023 HCDH. Octobre 2023. P. 50. URL: https://ukraine.un.org/sites/default/files/2023-10/23-10-04%20OHC%20HCHR%2036th%20periodic%20report%20UKR_0.pdf; 85% des hommes passeront par ce centre de détention: analyse des témoignages de détenus du département de police régional pendant l'occupation de Koupyansk / O. Synyuk, E. Sokurenko, S. Kochmarsky; Centre des droits de l'homme ZMINA. Kyiv, 2024. URL: https://zmina.ua/wp-content/uploads/sites/2/2024/01/kupyansk_ukr_web.pdf; Anatomie d'un crime systématique: comment la Russie persécute les civils. MIPL, 2024. URL: <https://mipl.org.ua/wp-content/uploads/2024/12/anatomiya-systematychnogo-zlochynu.pdf>

115 Les témoignages d'anciens prisonniers de guerre ont été cités dans de nombreuses enquêtes de la Media Initiative for Human Rights. Gravés de «Z» sur les joues, affamés et torturés à mort: comment les prisonniers ukrainiens sont détruits dans la colonie de Toula. MIPL. 08.02.2024. URL: <https://mipl.org.ua/vyryzaly-z-na-shhokah-moryly-golodom-i-katuvaty-dosmert-yak-polonenyh-ukrayincziv-znyshhuyut-u-tulskij-koloniyi/>

116 La commission internationale indépendante enquêtera sur les violations en Ukraine le 27 février–31 mars 2023. P. 48. URL: https://www.ohchr.org/sites/default/files/documents/hrbodies/hrcouncil/coiukraine/A_HRC_52_62_UA.pdf

au domicile privé de particuliers¹¹⁷. L'un des exemples les plus frappants est celui des meurtres et des exécutions extrajudiciaires commis à Bucha par des représentants de FR, qui ont ensuite été récompensés par le Président de FR pour leur «ténacité et leur courage», attribuant à la brigade le grade de «Gardes»¹¹⁸. Mais ce n'est pas uniquement une brigade distincte ayant eu recours à ce crime pour contrôler et intimider la population locale. Les faits de meurtres et d'exécutions extrajudiciaires dans diverses circonstances ont été enregistrés dans toutes les régions d'Ukraine où des militaires russes étaient stationnés - dans les régions de Tchernihiv, Kyiv, Kharkiv, Soumy et Kherson¹¹⁹. De tels cas ont été enregistrés au début de l'agression armée en Crimée en 2014¹²⁰ et dans les territoires occupés des régions de Donetsk et de Louhansk¹²¹.

Il est probable que les meurtres et les exécutions extrajudiciaires aient été commis par des représentants de FR pour empêcher toute menace réelle ou imaginaire que les représentants de la population locale pourraient représenter pour l'exercice du pouvoir dans le territoire occupé. Les exécutions extrajudiciaires ont également servi d'avertissement aux autres individus sur le territoire contrôlé par FR quant aux conséquences d'une éventuelle résistance. Les exécutions extrajudiciaires de personnes qui avaient été auparavant illégalement détenues et torturées auraient pu notamment être une punition pour refus de coopérer, l'élimination de ces personnes et la dissimulation d'autres crimes commis par des représentants de FR.

2.8. Persécution ciblée des fonctionnaires des collectivités locales

L'autre but des attaques de FR lors de la saisie de territoires depuis le 24 février 2022 était les attaques contre des individus qui ont un pouvoir et une influence formels et informels sur les communautés locales (représentants des gouvernements locaux, administrations d'État, militants, etc.). Contrairement aux années précédentes, FR n'a eu recours à cette pratique à grande échelle en 2014-2015. L'explication réside probablement dans l'hypothèse déjà présentée ci-dessus, selon laquelle en 2014, en s'appuyant sur la crise politique en Ukraine, l'absence d'une position ferme du gouvernement central à l'égard de la résistance, qui aurait pu influencer les décisions au niveau local, ainsi que l'utilisation à long terme de «puissance douce» avant même le début de l'agression, FR a établi son pouvoir dans les territoires occupés sans recourir à la pratique systématique de persécution des représentants de l'autonomie locale. Mais en 2022, disposant de moins de moyens d'influence dans le cadre de l'utilisation de «puissance douce», et ayant rencontré une résistance au niveau local, qui reposait sur la position claire du gouvernement central sur la nécessité de contrer l'agression armée, FR s'est concentrée sur la pression et la persécution des autorités locales par tous les moyens - persuasion à coopérer, coercition à une telle coopération, ou déplacement ou renvoi complet des représentants qui refusaient de coopérer.

117 Meurtres de civils: exécutions arbitraires et attaques contre des civils dans les régions de Kyiv, Tchernihiv et Soumy dans le contexte de l'attaque armée de la Fédération de Russie contre l'Ukraine, le 24 février – 31 octobre 2022. HCDH. Décembre 2022. P. 64-68. URL: <https://www.ohchr.org/sites/default/files/documents/countries/ukraine/2022/2022-12-07-OHCHR-Thematic-Report-Killings-UKR.pdf>

118 Poutine a donné un titre honorifique à la brigade militaire qui a commis des crimes de guerre à Bucha. Actualités sociales. 18.04.2022. URL: <https://suspilne.media/230069-putin-dav-pocesne-zvanna-vijskovij-brigadi-aka-skoila-voenni-zlocini-v-buci/>

119 L'armée russe: condamnée à la cruauté. Exécutions extrajudiciaires. Association des droits libres. 18/05/2024. URL: <https://umdpl.info/news/pozasudovi-straty/>

120 Rapport sur les violations et abus du droit international humanitaire et des droits de l'homme, les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité, liés à la privation arbitraire de liberté de civils ukrainiens par la Fédération de Russie. OSCE. 25.04.2024. R. 51. URL: https://www.osce.org/files/f/documents/f/4/567367_0.pdf

121 Rapport sur la situation des droits de l'homme en Ukraine, 16 mai – 15 août 2017. HCDH de l'ONU. P. 40-42. URL: https://www.ohchr.org/sites/default/files/Documents/Countries/UA/UAReport19th_UKR.pdf

CHAPITRE 2

RAPPORT SPÉCIAL

CONCERNANT LA SITUATION DANS LES TERRITOIRES UKRAINIENS TEMPORAIREMENT OCCUPÉS PAR LA FÉDÉRATION DE RUSSIE

Ces personnes ont déjà été désignées comme une catégorie à part, étant devenues la cible de détentions illégales, ainsi que de tortures et d'exécutions extrajudiciaires. En outre, en raison du statut particulier de ces individus et de leur influence sur l'humeur des communautés, une pression psychologique a également été exercée sur eux pour les persuader de coopérer avec FR. Les représentants russes ont principalement tenté d'obtenir le soutien des représentants des gouvernements locaux par le biais d'encouragements ou d'intimidations, dans le but de soumettre la population locale le plus rapidement possible. Ainsi, en cas de refus de coopérer, les représentants du gouvernement étaient illégalement détenus ou on tentait de les forcer à coopérer¹²², tout en utilisant des membres de la famille comme otages. La détention de fonctionnaires du gouvernement a également été utilisée pour les isoler de la communauté, créant un sentiment d'insécurité au sein de la population locale et l'absence de tout contrôle sur les affaires de la communauté autre que celui des Russes.

«Tout a commencé par des conversations tolérantes sur ce qu'ils observaient depuis longtemps. J'ai déjà exprimé mon soutien à l'OPZH (note de l'éditeur: Plateforme d'opposition – pour la vie)¹²³, donc je dois être tolérant et ils peuvent me proposer différents postes, allant du chef de département au ministre des Affaires étrangères de la LPR. Les affaires étrangères de RPD se présentent sous de très bonnes perspectives. Puis il a commencé à parler du fait que j'avais une bonne note et que les gens me faisaient confiance, et à quel point ils essayaient de détruire cette confiance. Cependant,

les dernières élections ont montré que j'ai une cote de confiance incontestée parmi la population, donc je peux essayer de me présenter au Conseil de RPD. Je me demande si la question sera: «Qui est-ce que je veux être? Est-ce que je veux être une personne?» Non, absolument pas, car à ce moment-là, des pro-ukrainiens avaient déjà été arrêtés après le rassemblement. Et j'en ai eu, c'était presque à la mi-mars, et je n'ai pas beaucoup dormi pendant cette période, peut-être un jour ou deux, parce que je ne pouvais pas dormir. Émotionnellement, c'était très difficile. Et puis il a commencé à courir après d'autres balles. On parle ici de la menace pesant sur ma vie, de toutes sortes de choses pouvant arriver aux gens qui travaillent au conseil municipal, dont ils savent beaucoup de choses là-bas»¹²⁴.

Dans certains cas, la torture a été utilisée contre ces personnes comme moyen de les contraindre à coopérer ou des exécutions extrajudiciaires ont été utilisées pour éliminer ces individus et transférer le pouvoir dans la communauté à une autre personne plus fidèle à FR. **Au 5 décembre 2024, au moins six représentants du Gouvernement local étaient détenus illégalement par des responsables russes.**

Les violations contre les fonctionnaires du gouvernement étaient motivées par la position que ces individus occupaient au sein de la communauté. Si les représentants russes ne parvenaient pas à persuader ces individus de coopérer, ils étaient destitués du pouvoir et souvent remplacés, y compris par des représentants des territoires précédemment occupés, pour créer l'illusion de «leur» leader dans la communauté, qui n'était pas simplement un représentant de FR. Ces actions visaient à

¹²² La situation des droits de l'homme pendant l'occupation russe du territoire de l'Ukraine et ses conséquences 24 février 2022 – 31 décembre 2023. HCDH. 20/03/2024. P. 83–86. URL: <https://ukraine.un.org/sites/default/files/2024-04/2024-03-20-OHCHR-Report-Occupation-Aftermath-UKR.pdf>

¹²³ Un parti politique pro-russe est interdit en Ukraine depuis septembre 2022.

¹²⁴ Entretien avec un habitant de la région de Louhansk.



**QUELS OUTILS FR UTILISE POUR OCCUPER ET SOUMETTRE
LA POPULATION DES TERRITOIRES TEMPORAIREMENT OCCUPÉS DE L'UKRAINE?**

passer à l'étape suivante de la soumission de la population locale: établir un gouvernement, une administration civile, qui deviendrait un moyen de mettre en œuvre la politique russe au niveau local en TTO.

CHAPITRE 3

Pratiques systémiques de violations des droits de l'homme tout en maintenant le contrôle sur des territoires (violations flagrantes, politiques)

Pratiques systémiques de violations des droits de l'homme tout en maintenant le contrôle sur des territoires (violations flagrantes, politiques)

FR n'a pas considéré l'occupation des territoires ukrainiens en 2014 ou en 2022 comme temporaire. Contrairement aux normes du droit international humanitaire, qui visent à garantir le caractère temporaire du régime d'occupation, comme l'interdiction d'étendre sa propre législation¹²⁵, interférer inutilement dans la gestion du territoire¹²⁶ etc., FR a déployé tous ses efforts non seulement pour conquérir, mais aussi pour conserver ces territoires.

La tenue de soi-disant référendums illégaux sur le statut des territoires occupés (la République autonome de Crimée, Sébastopol, ainsi que les territoires occupés de certaines parties des régions de Donetsk, Louhansk, Kherson et Zaporijia), qui contredisent à la fois les principes fondamentaux du droit international et la législation ukrainienne, est un exemple frappant de l'utilisation par FR des organisations démocratiques pour légitimer ses propres actions illégales. Outre l'inclusion

illégal de ces territoires dans sa composition¹²⁷, FR a étendu à TTO de l'Ukraine l'effet de sa législation, de ses politiques et de ses systèmes de gestion dans tous les domaines de la vie, ses propres systèmes de justice, de fiscalité, de protection sociale et de fourniture de services sociaux, de réglementation de la propriété privée, d'éducation, d'emploi, de monnaie et de réglementation douanière, jusqu'au changement de fuseau horaire¹²⁸.

Les actions s'accompagnent de pratiques administratives systémiques et généralisées qui conduisent à de graves violations des droits de l'homme¹²⁹, dont certaines constituent une continuation de telles violations contre sa propre population sur le territoire de FR, telles que l'emprisonnement illégal, la torture, les persécutions judiciaires à motivation politique, la privation des droits de propriété, les restrictions à la liberté d'expression, à la liberté de réunion pacifique, etc.

125 Ite Convention relative aux lois et coutumes de la guerre sur terre et son annexe: Règlement relatif aux lois et coutumes de la guerre sur terre du 18 octobre 1907, article 43. URL: https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/995_222#Text

126 Par exemple, Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre du 12 août 1949, article 54. URL: https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/995_154#Text

127 Sur l'admission de la République populaire de Donetsk à FR et la formation d'un nouveau sujet au sein de FR – la République populaire de Donetsk: loi constitutionnelle fédérale du 4 octobre 2022. N° 5-FKZ. URL: <https://docs.cntd.ru/document/351923141>; Sur l'admission de la République populaire de Louhansk à FR et la formation d'un nouveau sujet au sein de FR – la République populaire de Louhansk: loi constitutionnelle fédérale du 4 octobre 2022. N° 6-FKZ. URL: <https://docs.cntd.ru/document/351923142>; Sur l'admission de la région de Zaporijia à FR et la formation d'un nouveau sujet au sein de FR – la région de Zaporijia: loi constitutionnelle fédérale du 4 octobre 2022. N° 7-FKZ. URL: <https://docs.cntd.ru/document/351923140>; Sur l'admission de la région de Kherson à FR et la formation d'un nouveau sujet au sein de FR – la région de Kherson: loi constitutionnelle fédérale du 4 octobre 2022. N° 8-FKZ. URL: <https://docs.cntd.ru/document/351923135>

128 Modification de l'article 5 de la loi fédérale «sur le calcul des délais»: loi fédérale du 14 avril 2023 N° 130-FZ: https://www.consultant.ru/document/cons_doc_LAW_444714/#dst100008

129 Affaire Ukraine c. Russie (Re Crimée) (Requêtes no 20958/14et38334/18). Base de données HUDOC de la jurisprudence de la CEDH. 25.06.2024. P. 947-949. URL: <https://hudoc.echr.coe.int/fra?i=001-235139>

CHAPITRE 3

RAPPORT SPÉCIAL

CONCERNANT LA SITUATION DANS LES TERRITOIRES UKRAINIENS TEMPORAIREMENT OCCUPÉS PAR LA FÉDÉRATION DE RUSSIE

Un autre domaine d'influence est le contrôle de l'identité des résidents locaux. Certaines violations liées à la liberté d'expression, à l'accès à l'information et à la possibilité d'utiliser sa propre langue et sa propre culture, particulièrement parmi les enfants et les jeunes, visent à interdire les manifestations de l'identité ukrainienne et, à long terme, à détruire l'identité ukrainienne dans le territoire occupé.

En même but, FR poursuit une politique ciblée de destruction de la Domaine culturelle ukrainienne dans le territoire ukrainien, en accordant une attention particulière aux sites du patrimoine culturel qui sont importants pour l'histoire ukrainienne, témoignant de son indépendance et qui contredisent le récit russe d'un «peuple unique» et d'une «histoire commune». Par exemple, les représentants de FR nettoient activement les mémoriaux de l'Holodomor et restituent les monuments aux personnalités soviétiques. Outre le transfert de bâtiments et d'institutions culturelles sous contrôle russe, les représentants de FR saisissent des objets culturels dans les territoires occupés et les déplacent vers le territoire de FR, et procèdent à une «restauration» illégale d'objets du patrimoine culturel, ce qui conduit notamment à leur destruction¹³⁰.

FR fait l'attention particulière à la restriction de la liberté religieuse, soulignant qu'il s'agit d'un aspect de l'identité ukrainienne. Outre la destruction des édifices religieux, FR poursuit une politique de persécution des confessions et des personnalités religieuses individuelles dans le territoire de l'Ukraine – des «raids» sont effectués dans les édifices religieux, la présence des croyants aux services est enregistrée et les bâtiments appartenant aux communautés sont confisqués et transférés à d'autres organisations ou institutions russes. FR déclare

certaines communautés religieuses «extrémistes», comme les Témoins de Jéhovah et le Hizb-ut-Tahrir al-Islami. L'autre cause de la persécution de certaines confessions, comme l'Église orthodoxe d'Ukraine et l'Église gréco-catholique ukrainienne, était leur utilisation de la langue ukrainienne dans les services religieux¹³¹.

Le but principal et ultime de ces violations est d'«intégrer» la population du territoire occupé d'Ukraine dans la réalité juridique de FR, d'assurer un contrôle total sur la population civile des territoires occupés, de les transformer en «nouveaux Russes», de rompre leur lien avec l'État ukrainien et d'expulser physiquement des territoires occupés ceux qui sont déloyaux et ne se sont pas soumis à FR.

3.1. Imposition de la citoyenneté russe

FR, se fixant pour objectif d'intégrer irrévocablement les territoires autonomes d'Ukraine dans sa composition et de rendre impossible leur retour sous contrôle ukrainien, s'attache à transformer l'ensemble de la population de ces territoires en citoyens de FR. L'acquisition de la citoyenneté d'un pays implique un lien avec celui-ci, ainsi que l'émergence d'un certain nombre d'obligations envers le pays de citoyenneté. Cela crée à la fois des conditions pour un contrôle supplémentaire sur la population par le biais de l'enregistrement, de la fiscalité et de la liaison des services à la citoyenneté, ainsi que des conditions préalables à la responsabilité pour les violations de la législation concernant la «loyauté» envers son pays – permettant d'être reconnu coupable de haute trahison et d'autres crimes dont les sujets ne peuvent être que des citoyens de FR.

130 La situation des droits de l'homme pendant l'occupation russe du territoire de l'Ukraine et ses conséquences 24 février 2022 – 31 décembre 2023. HCDH. 20.03.2024. P. 137–139. URL: <https://ukraine.un.org/sites/default/files/2024-04/2024-03-20-OHCHR-Report-Occupation-Aftermath-UKR.pdf>

131 Brytsyn M., Vasin M. La foi sous le feu des critiques: explorer la liberté religieuse dans le contexte de la guerre en Ukraine / Franklin, Tennessee, États-Unis: Mission Eurasia, 2023. P. 16. URL: <https://sofiyske-bratstvo.org/wp-content/uploads/2024/12/vira-pid-vognem.pdf>

QUELS OUTILS FR UTILISE POUR OCCUPER ET SOUMETTRE LA POPULATION DES TERRITOIRES TEMPORAIREMENT OCCUPÉS DE L'UKRAINE?

FR utilise essentiellement trois approches pour imposer sa citoyenneté aux résidents du territoire ukrainien. Après l'occupation de la Crimée en 2014 est arrivée l'acquisition forcée entièrement automatique de la citoyenneté russe¹³²— la loi pertinente prévoyait que les citoyens ukrainiens et les apatrides qui avaient un lieu de résidence enregistré sur le territoire de la péninsule de Crimée au 18 mars 2014, au moment de «l'admission de la Crimée à FR», recevaient en mode automatique la citoyenneté russe¹³³. Le dépôt d'une demande de refus selon la procédure prévue par la loi russe était presque impossible en raison de restrictions constantes – délai de dépôt, lieux où une telle demande pouvait être déposée, etc.¹³⁴.

L'approche différente a été utilisée par la suite pour d'autres territoires occupés. Au début, après l'occupation de certaines zones des régions de Donetsk et de Louhansk, FR a progressivement simplifié l'obtention d'un passeport russe. Cependant, le passeport a été délivré en dehors du territoire ukrainien, sur le territoire de FR. Avec l'invasion à grande échelle, l'occupation de nouveaux territoires de l'Ukraine et le début d'une nouvelle phase d'occupation de certaines zones des régions de Donetsk et de Louhansk, qui ont aussi été illégalement incorporées à FR, l'approche de la délivrance de passeports à la population locale a changé.

FR tente de créer l'illusion d'une acquisition volontaire de sa citoyenneté et de renforcer le récit du «serment d'allégeance» par l'obtention d'un passeport. C'est pourquoi, bien que les lois fédérales sur l'intégration des territoires ukrainiens occupés à la Fédération de Russie prévoyaient également l'acquisition de la citoyenneté par les habitants de ces territoires, son «automaticité» se limitait à l'exigence de «prêter serment de citoyen de FR»¹³⁵. Les mineurs ont été absolument privés du droit de choisir: si leurs parents acquièrent la nationalité russe, ils l'acquièrent automatiquement, tandis que les enfants qui sont dans des institutions de garde d'enfants russes¹³⁶, ou sous la garde de familles russes, la citoyenneté russe peut être accordée par le Président de FR à la demande des parents russes ou même des chefs d'institutions¹³⁷.

En même temps, la propagation illégale de la législation russe dans les territoires occupés d'Ukraine a créé des conditions dans lesquelles le séjour dans les territoires occupés sans obtenir un passeport de FR, ainsi que le départ de ces territoires, sont considérablement compliqués, voire impossibles. Les personnes qui n'ont pas reçu de passeport russe deviennent de facto des «étrangers» et doivent légaliser leur séjour sur leur propre territoire, avec une attention accrue des services spéciaux russes, des re-

132 «Les droits de l'homme dans le contexte de la naturalisation automatique en Crimée.» Initiative juridique de la société ouverte. 2018. URL: <https://drive.google.com/file/d/109ZY5INs8PB8VFFvPlecnwL4N8SabsT3/view>

133 Sur l'admission de la République de Crimée à FR et la formation de nouveaux sujets de la République de Crimée et de la ville d'importance fédérale de Sébastopol au sein de FR: Loi fédérale n° 6-FKZ, article 2. URL: <https://rg.ru/documents/2014/03/22/krym-dok.html>

134 Rapport analytique «Imposition de la citoyenneté russe aux citoyens ukrainiens dans le territoire occupé de l'Ukraine et dans FR» / Yuriy Mykytyn, Oleg Kolesnichenko, Olga Lototska-Kolesnichenko, Nadiya Vaskivska, Lyubov Smachylo, Kateryna Rashevskaya, éd. Alena Lunyova, Onisia Sinyuk. 2024. P. 24. URL: https://zmina.ua/wp-content/uploads/sites/2/2024/03/passport_web.pdf

135 Sur l'admission de la République populaire de Donetsk à FR et la formation d'un nouveau sujet au sein de FR – la République populaire de Donetsk: loi constitutionnelle fédérale du 4 octobre 2022. N° 5-FKZ. URL: <https://docs.cntd.ru/document/351923141>; Sur l'admission de la République populaire de Louhansk à FR et la formation d'un nouveau sujet au sein de FR – la République populaire de Louhansk: loi constitutionnelle fédérale du 4 octobre 2022. N° 6-FKZ. URL: <https://docs.cntd.ru/document/351923142>

136 Ces institutions font référence aux institutions définies dans le décret du Président de FR n° 11: organisations pour les orphelins et les enfants privés de soins parentaux, dans lesquelles un enfant est placé sous surveillance, organisations éducatives et médicales, organisations fournissant des services sociaux.

137 Sur la détermination de certaines catégories de citoyens étrangers et d'apatrides qui ont le droit de demander la citoyenneté de la Fédération de Russie: Décret du Président de FR du 4 janvier 2024. N° 11. URL: http://publication.pravo.gov.ru/document/0001202401040003?index=3&fbclid=IwAR08rRV9qWHw1_pQ3TovbT4IbkNnf0XOn1fDXvKpvPaXynL5ffUCHsNeKU

CHAPITRE 3

RAPPORT SPÉCIAL

CONCERNANT LA SITUATION DANS LES TERRITOIRES UKRAINIENS TEMPORAIREMENT OCCUPÉS PAR LA FÉDÉRATION DE RUSSIE

strictions au droit de séjour¹³⁸. De nos jours, les citoyens étrangers qui se trouvent sur le territoire de FR sans motif juridique valable ont jusqu'au 30 avril 2025 pour quitter le territoire ou régulariser leur statut juridique¹³⁹.

De plus, sans la citoyenneté de FR, les personnes se trouvant sur le territoire ukrainien sont privées de l'accès à la réception et à la fourniture de services médicaux¹⁴⁰, protection sociale¹⁴¹, limité dans le droit à l'éducation¹⁴² et les droits du travail¹⁴³ etc.

«Eh bien, au début, avant qu'ils ne pillent tout.» Toute l'administration est à Oleshki, donc nos Ukrainiens auraient pu y travailler un certain temps. Et puis, quand ils sont arrivés là-bas, ils ont commencé à montrer leurs droits, ils ont mis leurs dirigeants là-bas et... alors c'était déjà oui. C'était déjà dur à ce temps. À ce temps, sans passeport, on ne pouvait rien faire, il fallait juste obtenir un passeport russe pour pouvoir aller à l'hôpital, pour pouvoir faire quelque

chose comme ça, il fallait juste obtenir un passeport russe¹⁴⁴.

La pression visant à forcer quelqu'un à obtenir un passeport russe s'exerce également par la manipulation des droits de propriété. Par exemple, il est envisagé de confisquer les logements «non utilisés» – pour lesquels les services publics ne sont pas payés ou pour lesquels il n'y a pas d'enregistrement dans le registre immobilier russe, pour lesquels il est également nécessaire d'obtenir un passeport russe. En même temps, il n'est possible de confirmer l'utilisation du bien qu'en personne¹⁴⁵.

Le refus d'obtenir un passeport de FR a entraîné une menace pour la sécurité personnelle – l'absence d'un document russe suscite la curiosité des forces de l'ordre et des forces armées russes¹⁴⁶, allant jusqu'à menacer de priver les parents de leurs droits parentaux si l'enfant n'obtient pas la nationalité russe¹⁴⁷.

138 Sur les particularités du statut juridique de certaines catégories de citoyens étrangers et d'apatrides dans FR: Décret du Président de FR du 27 octobre 2023. N° 307. URL: <http://publication.pravo.gov.ru/Document/View/0001202304270013?index=1>

139 Sur les mesures temporaires visant à réglementer le statut juridique de certaines catégories de citoyens étrangers et d'apatrides dans FR dans le cadre de l'application du régime d'expulsion: Décret du Président de FR du 30 décembre 2024. N° 1126. URL: <http://publication.pravo.gov.ru/document/0001202412300002>

140 Rapport sur la situation des droits de l'homme en Ukraine, 1er mars–31 mai 2024 HCDH. 03.07.2024. P. 44. URL: https://ukraine.un.org/sites/default/files/2024-07/24-07-03%20OHCHR%2039th%20periodic%20report%20on%20Ukraine_UKR.pdf; Rapport analytique «Imposition de la citoyenneté russe aux citoyens ukrainiens dans le territoire occupé de l'Ukraine et dans FR» / Yuriy Mykytyn, Oleg Kolesnichenko, Olga Lototska-Kolesnichenko, Nadiya Vaskivska, Lyubov Smachylo, Kateryna Rashevskva, éd. Alena Lunyova, Onisia Sinyuk. 2024. P. 35. URL: https://zmina.ua/wp-content/uploads/sites/2/2024/03/passport_web.pdf

141 Rapport sur la situation des droits de l'homme en Ukraine, 1er février – 31 juillet 2023 HCDH. 04.10.2023. P. 102. URL: https://ukraine.un.org/sites/default/files/2023-10/23-10-04%20OHCHR%2036th%20periodic%20report%20UKR_0.pdf

142 Rapport analytique « Imposition de la citoyenneté russe aux citoyens ukrainiens dans le territoire occupé de l'Ukraine et dans FR» / Yuriy Mykytyn, Oleg Kolesnichenko, Olga Lototska-Kolesnichenko, Nadiya Vaskivska, Lyubov Smachylo, Kateryna Rashevskva, éd. Alena Lunyova, Onisia Sinyuk. 2024. P. 40. URL: https://zmina.ua/wp-content/uploads/sites/2/2024/03/passport_web.pdf

143 La situation des droits de l'homme pendant l'occupation russe du territoire de l'Ukraine et ses conséquences 24 février 2022 - 31 décembre 2023. HCDH. 20.03.2024. P. 116. URL: <https://ukraine.un.org/sites/default/files/2024-04/2024-03-20-OHCHR-Report-Occupation-Aftermath-UKR.pdf>; Rapport analytique «Imposition de la citoyenneté russe aux citoyens ukrainiens dans le territoire occupé de l'Ukraine et dans FR» / Yuriy Mykytyn, Oleg Kolesnichenko, Olga Lototska-Kolesnichenko, Nadiya Vaskivska, Lyubov Smachylo, Kateryna Rashevskva, édité par Alena Lunyova, Onisia Sinyuk. 2024. P. 40. URL: https://zmina.ua/wp-content/uploads/sites/2/2024/03/passport_web.pdf

144 Entretien avec un habitant de la région de Kherson.

145 Rapport sur la situation des droits de l'homme en Ukraine, du 1er mars au 31 mai 2024. HCDH. 03.07.2024. P. 49. URL: https://ukraine.un.org/sites/default/files/2024-07/24-07-03%20OHCHR%2039th%20periodic%20report%20on%20Ukraine_UKR.pdf; Rapport analytique «Imposition de la citoyenneté russe aux citoyens ukrainiens dans le territoire occupé de l'Ukraine et dans FR» / Yuriy Mykytyn, Oleg Kolesnichenko, Olga Lototska-Kolesnichenko, Nadiya Vaskivska, Lyubov Smachylo, Kateryna Rashevskva; édité par Alena Lunyova, Onisia Sinyuk. 2024. P. 41. URL: https://zmina.ua/wp-content/uploads/sites/2/2024/03/passport_web.pdf

146 Rapport sur la situation des droits de l'homme en Ukraine, 1er février – 31 juillet 2023 HCDH. 04.10.2023. P. 101. URL: https://ukraine.un.org/sites/default/files/2023-10/23-10-04%20OHCHR%2036th%20periodic%20report%20UKR_0.pdf

147 Rapport sur la situation des droits de l'homme en Ukraine, 1er mars – 31 mai 2024 HCDH. 03.07.2024. P. 45. URL: https://ukraine.un.org/sites/default/files/2024-07/24-07-03%20OHCHR%2039th%20periodic%20report%20on%20Ukraine_UKR.pdf

L'imposition de la citoyenneté russe est un moyen de créer un environnement entièrement russe dans le territoire occupé. Le refus d'obtenir un passeport entraîne des restrictions d'accès aux droits et services fondamentaux et rend la vie impossible dans le territoire ukrainien. De cette manière, FR modifie aussi la composition démographique de la population, en forçant ceux qui n'acceptent pas de recevoir un passeport et ne peuvent survivre sans lui à partir, et en forçant ceux qui restent à «faire preuve de loyauté». FR utilise la passeportisation comme moyen de contrôler la population des territoires occupés en lui imposant les devoirs d'un citoyen, comme le service militaire, et en lui permettant d'être tenu responsable des crimes commis uniquement par des citoyens russes.

3.2. Forcé de servir dans les forces armées d'un État ennemi / de participer aux hostilités contre son propre pays

En même temps, les personnes qui acquièrent un passeport russe deviennent soumises au service militaire. FR a largement recours à la pratique consistant à forcer la population locale à servir dans ses forces armées, ainsi qu'à participer à des opérations militaires contre son propre État. La conscription militaire dans FR a été étendue au territoire de la République autonome de Crimée et à la ville de Sébastopol depuis le début de l'occupation en 2014 et pendant cette période, 20 campagnes de conscription ont été mises en œuvre, dont

la dernière s'est terminée le 31 décembre 2024. Dans cette période, au moins 50 000 Criméens ont été enrôlés dans les forces armées russes, la plupart d'entre eux étant vraisemblablement des citoyens ukrainiens¹⁴⁸. Selon le plan, dans le cadre de la soi-disant «mobilisation partielle» annoncée le 21 septembre 2022, il était prévu de mobiliser 10 000 habitants de Crimée¹⁴⁹.

Malgré l'illusion de «l'indépendance» de la soi-disant RPL/RPD, FR a activement impliqué la population locale dans la participation à ses propres forces armées – en 2014, le 1er corps d'armée de la «République populaire de Donetsk» et le 2e corps d'armée de la «République populaire de Louhansk» ont été créés, qui étaient subordonnés à l'armée russe et comptaient environ 35 000 soldats¹⁵⁰. La simplification de la procédure d'obtention d'un passeport russe pour les résidents de ces régions, même avant l'invasion à grande échelle, a aussi été utilisée pour les recruter dans les forces armées, en tenant compte du service militaire.

Les habitants des zones occupées des régions de Donetsk et de Louhansk sont tombés sous le coup de la «mobilisation générale» annoncée par les chefs des administrations d'occupation du territoire occupé des régions de Donetsk et de Louhansk le même jour – le 19 février 2022. Selon la Direction générale du renseignement du ministère de la Défense ukrainien, depuis le début de 2022, FR a mobilisé de force entre 55 000 et 60 000 hommes dans son armée sur le territoire ukrainien¹⁵¹. Les sources de FR rapportent que 79 800 personnes ont été mobilisées sur le territoire de la soi-disant RPL/RPD pendant la

148 Selon les informations fournies par la Représentation du Président de l'Ukraine en République autonome de Crimée à la demande du Commissaire aux droits de l'homme de la Verkhovna Rada d'Ukraine.

149 Rapport analytique «Mobilisation forcée de citoyens ukrainiens par FR sur le territoire occupé de l'Ukraine: faits et qualification juridique.» Coalition «Ukraine. 5 heures du matin. Septembre 2022. URL: <https://zmina.ua/publication/prymusova-mobilizacziya-rosijskoyu-federacziyeyu-gromadyan-ukrayiny-na-okupovanij-terytoriyi-ukrayiny-fakty-ta-pravova-kvalifikacziya/>

150 Basé sur des recherches non publiées du Centre pour la résilience de l'information et des médias détecteurs.

151 Comment la Russie trompe-t-elle aujourd'hui le Donbass occupé ? Les réalités du Donbass. 30.07.2023. URL: <https://www.youtube.com/watch?v=SCKlp9-trgU>

CHAPITRE 3

RAPPORT SPÉCIAL

CONCERNANT LA SITUATION DANS LES TERRITOIRES UKRAINIENS TEMPORAIREMENT OCCUPÉS PAR LA FÉDÉRATION DE RUSSIE

mobilisation¹⁵². La mobilisation s'est aussi déroulée dans des conditions de restrictions à la libre circulation, y compris des restrictions au départ des hommes¹⁵³. Pour forcer les hommes à participer aux opérations militaires contre l'Ukraine dans ces territoires, ils étaient «attrapés» dans la rue et emmenés au bureau d'enregistrement et d'enrôlement militaire. Les détenus n'ont pas été informés de leur emplacement ni de la direction de leur déplacement, et leurs téléphones ont en outre été confisqués pour limiter leur capacité à contacter leurs familles. Tous les documents relatifs à un sursis de conscription ou de réservation dans l'entreprise étaient ignorés et détruits sur place. Les «contrôles» actifs ont été effectués dans les institutions municipales et les locaux résidentiels privés des territoires occupés pour identifier les hommes, ainsi que dans les établissements d'enseignement. Pour avoir échappé à la «mobilisation», les individus étaient menacés de «sept ans» de prison, et leurs proches qui les hébergeaient étaient menacés de plusieurs années de prison. La législation de la RPL/RPD prévoyait en général des sanctions en cas d'évasion de l'enregistrement militaire et de la mobilisation¹⁵⁴.

En même temps, le recrutement des résidents locaux dans le service s'accompagnait de la création de l'illusion du «volontariat» - les hommes étaient contraints de signer des déclarations sur leur engagement volontaire dans les forces armées dans des

conditions de pression psychologique et physique.

L'inclusion illégale de la République autonome d'Ukraine dans FR a changé la situation concernant la conscription dans ces territoires - la nouvelle législation prévoyait que la conscription pour le service militaire des citoyens russes vivant dans les territoires occupés des régions de Zaporijjia et de Kherson commencerait en 2023¹⁵⁵. Selon la Direction principale du renseignement du ministère de la Défense de l'Ukraine, lors du recrutement d'automne 2024, la Fédération de Russie a appelé environ 300 personnes au service militaire dans les régions de Zaporijjia et de Kherson¹⁵⁶. Concernant la soi-disant RPL/RPD, les militaires qui, au moment de l'incorporation de la soi-disant RPL/RPD à FR, servaient dans les «formations militaires» de ces formations, ont continué à servir conformément à la législation de FR jusqu'à ce que la question de la conclusion de contrats avec eux ou de la libération du service soit résolue par la loi. On a supposé que ces militaires auraient le statut de militaires servant sous contrat, comme l'établit la législation de FR¹⁵⁷. Les deux campagnes de conscription de 2024 ont été menées dans tous les territoires occupés de l'Ukraine.

À des fins de coercition, FR recourt aussi largement à la responsabilité administrative et pénale pour évasion de l'enregistrement et du service militaire. Par exemple, depuis 2015, devant les «tribunaux» d'occupation

152 Les organismes d'organisation et de mobilisation devront continuer à améliorer leur travail dans tous les domaines d'activité. Ministère de la Défense de FR. 27.03.2023. URL: <https://web.archive.org/web/20230525144447/https://voenkom.ric.mil.ru/Stati/item/495317/>

153 Basé sur des recherches non publiées du Centre pour la résilience de l'information et des médias détecteurs.

154 Rapport analytique «Mobilisation forcée de citoyens ukrainiens par FR sur le territoire occupé de l'Ukraine: faits et qualification juridique» / Onisiya Synyuk, Andriy Yakovlev, Mykyta Petrovets, Darya Svyrydova. Coalition «Ukraine. 5 heures du matin. Septembre 2022. URL: https://zmina.ua/wp-content/uploads/sites/2/2023/01/mobilization_ukr.pdf

155 Sur l'admission de la région de Kherson à la Fédération de Russie et la formation d'un nouveau sujet au sein de FR - la région de Kherson: loi constitutionnelle fédérale du 4 octobre 2022. N° 8-FKZ. URL: https://www.consultant.ru/document/cons_doc_LAW_428186/

156 Conscription forcée: la Russie active la mobilisation dans les zones de combat des régions de Zaporijjia et de Kherson. Chaîne Telegram officielle de la Direction générale du renseignement du ministère ukrainien de la Défense. 09.01.2025. URL: <https://t.me/DiUkraine/5184>

157 Sur l'admission de la République populaire de Donetsk à FR et la formation d'un nouveau sujet au sein de FR - la République populaire de Donetsk: loi constitutionnelle fédérale du 4 octobre 2022. N° 5-FKZ. URL: https://www.consultant.ru/document/cons_doc_LAW_428188/

de la République autonome de Crimée et de la ville de Sébastopol 553 procédures pénales ont été engagées en vertu de l'article 328 du Code pénal de FR contre des personnes se soustrayant à la conscription pour le service militaire ou le service civil alternatif. Parmi eux, 244 (44 %) – après le 24 février 2022, c'est-à-dire, après le début de l'invasion à grande échelle des troupes russes en Ukraine¹⁵⁸.

Basé sur des recherches non publiées du Centre pour la résilience de l'information (CIR) et de Detector Media, les efforts continuent de créer l'image d'une grande quantité de volontaires rejoignant les forces armées russes, en particulier, des pressions sont exercées sur les réservistes, les citoyens en réserve et les conscrits pour qu'ils signent des contrats qui les obligent à faire leur service militaire dans FR. Différentes méthodes de pression sont utilisées: des incitations, principalement des salaires élevés, à la violence, au harcèlement, aux menaces, etc. L'autre méthode est utilisée contre les personnes mobilisées dans le cadre de la campagne de mobilisation dans la soi-disant RPL/RPD: les menaces de poursuites pénales et d'inscription sur la liste des personnes recherchées pour avoir quitté l'unité sans autorisation ou pour avoir refusé de signer un contrat¹⁵⁹.

FR mène aussi une politique d'information agressive pour promouvoir l'importance et le prestige du service militaire. La propagande fait partie intégrante de la Domaine médiatique, mais aussi de la Domaine sociale et éducative: de nouvelles «fêtes militaires» et occasions de commémorer les «vétérans militaires» s'ajoutent, eux

aussi activement impliqués dans la communication avec les enfants et les jeunes.

L'implication de la population locale des territoires occupés dans le service des forces armées de FR et la participation à des opérations militaires contre leur propre État est à la fois une fin en soi – augmenter la réserve de mobilisation et la taille des forces armées russes – et un moyen supplémentaire de contrôle et d'intimidation. Par le biais d'outils de propagande, le service dans les forces armées russes crée également une vision déformée des causes et du cours de l'agression armée russe contre l'Ukraine parmi la population locale.

3.3. Utilisation du système judiciaire et policier russe pour persécuter la population locale

Le système judiciaire russe est apparu dans le territoire de Crimée en 2014 et a été étendu en 2022 à tous les autres territoires d'Ukraine occupés avant et après le 24 février 2022¹⁶⁰. À tout le moins, le système judiciaire établi par la Russie en Crimée occupée a déjà été reconnu par la CEDH comme n'étant pas «établi par la loi» au sens de l'article 6 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales¹⁶¹.

L'extension des systèmes judiciaires et répressifs russes au territoire occupé de l'Ukraine a concerné toutes les étapes – depuis l'application de la législation russe dans le territoire occupé, même rétroactivement¹⁶², au remplacement des juges locaux par des juges russes, à l'inclusion

158 Selon les informations fournies par la Représentation du Président de l'Ukraine en République autonome de Crimée à la demande du Commissaire aux droits de l'homme de la Verkhovna Rada d'Ukraine.

159 Basé sur une étude non publique de ZMINA.

160 Rapport sur la situation des droits de l'homme en Ukraine, du 1er août au 30 novembre 2023. HCDH. 12.12.2023. P. 41. URL: <https://www.ohchr.org/sites/default/files/documents/countries/ukraine/2023/23-12-12-OHCHR-37th-periodic-report-ukraine-UKR.pdf>

161 Ukraine c. Russie (concernant la Crimée) [GC] – 20958/14 et 38334/18, Arrêt 25.6.2024 [GC], juin 2024. URL: <https://hudoc.echr.coe.int/fra?i=001-207622>

162 La situation des droits de l'homme pendant l'occupation russe du territoire de l'Ukraine et ses conséquences 24 février 2022 – 31 décembre 2023. HCDH. 20.03.2024. P. 12. URL: <https://ukraine.un.org/sites/default/files/2024-04/2024-03-20-OHCHR-Report-Occupation-Aftermath-UKR.pdf>

CHAPITRE 3

RAPPORT SPÉCIAL

CONCERNANT LA SITUATION DANS LES TERRITOIRES UKRAINIENS TEMPORAIREMENT OCCUPÉS PAR LA FÉDÉRATION DE RUSSIE

des établissements pénitentiaires dans le système fédéral et au transfert complet du système judiciaire russe vers le système judiciaire ukrainien¹⁶³. La privation supplémentaire de moyens de protection a aussi été la saisie de l'institut d'avocature dans le TTO – pour exercer le droit en Crimée depuis 2014, et après l'inclusion illégale de tous les autres territoires dans la Fédération de Russie, et dans tous les TTO d'Ukraine, il est nécessaire d'avoir la citoyenneté russe et de réussir un examen de qualification sur la connaissance de la législation de FR¹⁶⁴. En plus de cela, les avocats ukrainiens indépendants de la Cour constitutionnelle ukrainienne, assurant la protection des citoyens ukrainiens contre les persécutions à motivation politique de FR, sont eux-mêmes confrontés à des pressions et à des persécutions de la part des autorités d'occupation: menaces, lancement de campagnes de discrédit contre eux dans les médias contrôlés par l'occupant, obstruction de leurs activités juridiques, perquisitions de leurs bureaux et de leurs domiciles sous divers prétextes, et des poursuites sont ouvertes contre eux conduisant à des peines d'emprisonnement et à des amendes¹⁶⁵.

L'expérience de la Crimée a aussi démontré que le système judiciaire imposé par FR n'offrait pas de protection efficace ni des

normes adéquates de justice équitable et constituait l'outil de persécution politique¹⁶⁶.

Par exemple, la pratique consistant à «expulser» la population locale vers le territoire de FR, vers des pays tiers ou vers le territoire contrôlé par le Gouvernement ukrainien, sur la base de décisions de tribunaux russes dans le cadre de la responsabilité administrative, notamment pour «violation de la législation sur les migrations», s'est généralisée. À la suite de cette expulsion, les personnes concernées n'ont pas pu obtenir de permis de séjour temporaire en FR ni de permis de séjour permanent en FR (en russe: вид на жительство) pendant une période de 5-10 ans et se sont vu interdire l'entrée en FR et, par conséquent, sur le territoire de la Crimée occupée, que FR considère illégalement comme un territoire russe¹⁶⁷.

La pratique consistant à tenir les individus responsables de «l'extrémisme intérieur» pour responsables s'est également répandue en Crimée¹⁶⁸. Au cours de la période allant du début de l'occupation jusqu'en 2024, 892 affaires de ce type ont été examinées par les cours juridiques, dont 794 ont fait l'objet de poursuites administratives. Au moins 107 cas d'«extrémisme intérieur» et leur responsabilité impliquaient des citoyens ukrainiens qui

163 «La Crimée sans règles. «Revue thématique de la situation des droits de l'homme sous occupation.» Problème. 5. Justice occupée. Partie 1 / sous la direction générale de: S. Zaets, R. Martynovsky, D. Sviridov. Kyiv, 2019. URL: https://www.helsinki.org.ua/wp-content/uploads/2020/01/TO5_fin_.pdf

164 Les avocats sous occupation: la situation du respect des droits des avocats dans le contexte du conflit armé en Ukraine. UHHRU, RCHR. 2018. P. 18. URL: https://www.helsinki.org.ua/wp-content/uploads/2019/01/1_Advocates_occupation_2018.pdf

165 Persécution et humiliation: les réalités des avocats en Crimée occupée / un groupe d'experts dans le domaine du droit international avec le soutien de l'Institut SEELI et de la Coalition «Ukraine. «Cinq heures du matin. » 2023. P. 5. URL: <https://ulag.org.ua/uk/reports-and-materials/analytical-report-attorneys-under-occupation-in-crimea/>

166 Processus de Crimée: respect des normes d'un procès équitable dans les affaires à motivation politique / éd. par Daria Svyrydova. Kyiv, 2018. R. 9. URL: https://zmina.info/upload/CrimeanProcessENG_Web.pdf

167 «La Crimée sans règles. «Revue thématique de la situation des droits de l'homme sous occupation.» – Numéro spécial – Expulsion de civils de la Crimée occupée par FR / édité par S. Zaets, R. Martynovsky, D. Sviridov. Kyiv, 2018. URL: <https://krymbezpravil.org.ua/wp-content/uploads/2023/05/KBP-Vyidvorenye.pdf>

168 Au sein de cette étude, nous entendons l'article 20.3 «Propagande ou démonstration publique d'accessoires ou de symboles nazis, ou d'accessoires ou de symboles d'organisations extrémistes, ou d'autres accessoires ou symboles dont la propagande ou la démonstration publique est interdite par les lois fédérales» et l'article 20.29 «Production et distribution de matériel extrémiste» du Code de FR sur les infractions administratives (en russe: «Кодекс Российской Федерации об административных правонарушениях »).

QUELS OUTILS FR UTILISE POUR OCCUPER ET SOUMETTRE LA POPULATION DES TERRITOIRES TEMPORAIREMENT OCCUPÉS DE L'UKRAINE?

tenaient des livres ukrainiens couvrant négativement les activités de la Russie ou démontrant leur assistance à l'Ukraine en affichant des symboles de l'Armée insurrectionnelle ukrainienne, de l'organisation Secteur droit ou du régiment Azov¹⁶⁹.

En outre, après l'invasion à grande échelle de l'Ukraine, FR a apporté des modifications à la législation pénale et administrative, prévoyant la responsabilité des actions publiques visant à discréditer l'utilisation des forces armées russes¹⁷⁰, ainsi que concernant la diffusion publique d'informations manifestement fausses sur l'utilisation des forces armées de FR, l'exercice par les organes d'État de FR de leurs pouvoirs et les actions publiques visant à discréditer l'utilisation des forces armées de FR pour protéger les intérêts de FR et de ses citoyens, et pour maintenir la paix et la sécurité internationales¹⁷¹. Mais en 2022, la question du prétendu discrédit des forces armées russes a été examinée 234 fois par les «tribunaux» de Crimée, et en 194 cas, les «tribunaux» ont adopté des résolutions imposant des sanctions administratives¹⁷². **Selon les informations de la Représentation du Président de l'Ukraine en République autonome de Crimée, au 24 février 2025, 1 242 cas qualifiés au titre de l'article 20.3.3 du Code des infractions administratives de FR ont été reçus par les tribunaux**

de la République autonome de Crimée et d'autres organes compétents (un cas aurait été examiné par la Commission pour les mineurs).¹⁷³. Parmi ces cas, dans 1 101, la décision a été prise d'imposer une sanction administrative sous forme d'amende ou celle-ci a été jointe à une autre affaire en vertu d'un autre article et une décision consolidée a été prise. Dans 40 cas, l'examen des documents s'est poursuivi. 520 (47%) décisions ont été prises contre les femmes et 580 (53%) contre les hommes. Le montant total des amendes infligées s'élève à au moins 35,5 millions roubles.

Parmi ces cas, certains concernent la publication ou l'affichage d'appels «Non à la guerre! et «Stop War» et d'autres déclarations contre la guerre, «Gloire à l'Ukraine», «Gloire aux forces armées ukrainiennes», et même des cas liés à l'écoute publique de chansons ukrainiennes à thèmes militaires¹⁷⁴.

La CEDH a estimé que la politique de FR implique des restrictions systématiques et généralisées injustifiées à l'expression d'opinions liées à la guerre en Ukraine. Les mesures s'appliquent à un spectre d'expressions bien plus large que celles qui pourraient réellement menacer la sécurité nationale ou publique¹⁷⁵. En outre, la nature et la sévérité des sanctions imposées visent non seulement à punir des individus,

169 Selon les informations fournies par la Représentation du Président de l'Ukraine en République autonome de Crimée à la demande du Commissaire aux droits de l'homme de la Verkhovna Rada d'Ukraine.

170 Sur les modifications du Code de la Fédération de Russie sur les infractions administratives: loi fédérale du 4 mars 2022. N°31-FZ. URL: <http://publication.pravo.gov.ru/Document/View/0001202203040006?index=9>

171 Sur les modifications du Code pénal de la Fédération de Russie et des articles 150 et 151 du Code de procédure pénale de la Fédération de Russie: loi fédérale du 25 mars 2022. N° 63-FZ. URL: <http://publication.pravo.gov.ru/document/0001202203250068>

172 Que vivait la Crimée en 2022. Crimée SOS. P. 11. URL: <https://krymsos.com/wp-content/uploads/2023/02/crimeasos-annual-situation-report-2022-ua.pdf>

173 Article 20.3.3. Code des infractions administratives de FR. Actions publiques visant à discréditer l'utilisation des forces armées de la Fédération de Russie pour protéger les intérêts de la Fédération de Russie et de ses citoyens, maintenir la paix et la sécurité internationales, ou l'exercice par les organes d'État de FR de leurs pouvoirs aux fins spécifiées, la fourniture par des formations de volontaires, des organisations ou des individus d'assistance dans l'exécution des tâches assignées aux forces armées de FR ou aux troupes de la Garde nationale de FR.

174 Selon les informations fournies par la Représentation du Président de l'Ukraine en République autonome de Crimée à la demande du Commissaire aux droits de l'homme de la Verkhovna Rada d'Ukraine.

175 **Judgement in the CASE OF NOVAYA GAZETA AND OTHERS v. RUSSIA, 11.02.2025: <https://hudoc.echr.coe.int/?i=001-241738> en vertu de l'article 44(2) de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, l'arrêt devient définitif si les parties déclarent qu'elles ne demanderont pas le renvoi de l'affaire devant la Grande Chambre; ou trois mois à compter de la date de l'arrêt si aucune demande de renvoi devant la Grande Chambre n'a pas été formulée; ou si un panel de la Grande Chambre rejette une demande de renvoi de l'affaire devant la Grande Chambre en vertu de l'article 43.**

CHAPITRE 3

RAPPORT SPÉCIAL

CONCERNANT LA SITUATION DANS LES TERRITOIRES UKRAINIENS TEMPORAIREMENT OCCUPÉS PAR LA FÉDÉRATION DE RUSSIE

mais également à intimider la société dans son ensemble, étouffant ainsi le débat public sur des questions d'intérêt public majeur. Cette approche crée inévitablement une atmosphère d'autocensure, empêchant les autres d'exercer leur droit à la liberté d'expression, essentielle au fonctionnement d'une société démocratique.

Les forces de l'ordre et les systèmes judiciaires sont aussi activement utilisés pour réprimer la liberté de réunion pacifique. C'est pourquoi une certaine quantité de motifs formels sont utilisés, sur la base desquels les rassemblements sont interdits au stade de l'obtention d'une autorisation préalable – depuis le fait d'une demande de tenir un rassemblement au même moment et au même endroit par d'autres organisateurs, jusqu'à «l'interdiction de la propagande de valeurs non traditionnelles» . Le stade suivant est l'intimidation réelle des conséquences – la responsabilité administrative pour la tenue des rassemblements et la dissolution forcée des rassemblements par les forces de l'ordre et la mise en cause de la responsabilité administrative des participants. En avril 2019, 373 résolutions ont été enregistrées contre 358 personnes, adoptées par les tribunaux d'occupation, imposant des sanctions pour l'organisation et la participation à des rassemblements pacifiques¹⁷⁶.

Avec l'établissement du contrôle politique sur les territoires occupés FR tente également de légitimer les violences antérieures en faisant passer les individus persécutés par les procédures des systèmes judiciaires et d'application de la loi russes, en utilisant des lois «anti-extrémistes», «antiterroristes» et d'autres lois répressives. Plusieurs

personnes détenues illégalement au cours de la première phase de saisie et de détention de territoires détenus en violation des procédures légales ont finalement été inculpées.¹⁷⁷. En outre, FR applique des poursuites rétroactivement: en janvier 2015, des accusations d' «organisation d'émeutes de masse» ont été portées contre des participants à une manifestation pacifique qui a eu lieu le 26 février 2014 dans la ville de Simferopol sous le bâtiment du Conseil suprême de la République autonome de Crimée, avant même le début de l'occupation de la péninsule de Crimée, qui, entre autres choses, avait pour but direct de punir les citoyens ukrainiens pour avoir résisté à l'occupation¹⁷⁸.

«Veuillez regarder, j'ai fait une telle action en août lorsque j'ai arraché le drapeau du bâtiment du conseil du village. Notre caméra a enregistré ce fait, et en conséquence j'ai été arrêté, gardé dans une cellule pendant deux semaines, comme on appelle CDP (ndlr: centre de détention temporaire, en russe: centre de détention provisoire), avant cette détention, et en isolement. C'est juste que lorsque cela s'est produit, ils ne faisaient plus partie du système judiciaire ni de la police. Ils étaient juste en train de l'installer. Et ils ne l'ont réparé que vers le 23 septembre. Il y avait des juges, des procureurs et tout le reste. Je ne me souviens pas de la date exacte du procès. Cela se passera vers le 17-18 novembre 2023. À la mi-septembre, une procédure pénale a été ouverte contre moi. «Il a été renouvelé à nouveau.»¹⁷⁹.

176 «Péninsule de la peur»: cinq années de manque de liberté en Crimée / édité par O. Skrypnyk. Troisième édition, revue et complétée. Kyiv: Paperovy zmiy-OPT, 2019. P. 98-99. URL: https://crimeahrg.org/wp-content/uploads/2019/06/Peninsula-Fear_2019-RU.pdf

177 Rapport sur la situation des droits de l'homme en Ukraine, 1er février – 31 juillet 2023 HCDH. 04.10.2023. P. 121. URL: https://ukraine.un.org/sites/default/files/2023-10/23-10-04%20OHCHR%2036th%20periodic%20report%20UKR_0.pdf

178 «Péninsule de la peur »: cinq années de manque de liberté en Crimée / édité par O. Skrypnyk. Troisième édition, revue et complétée. Kyiv: Paperovy zmiy-OPT, 2019. P. 102. URL: https://crimeahrg.org/wp-content/uploads/2019/06/Peninsula-Fear_2019-RU.pdf

179 Entretien avec un habitant de la région de Donetsk.

En 2022, les tribunaux de Crimée occupée et de FR ont rendu des verdicts de culpabilité contre au moins 54 victimes de persécutions à motivation politique dans la péninsule, accusées de participation à des «organisations interdites» telles que les Témoins de Jéhovah, Hizb ut-Tahrir, de production et de transfert d'explosifs et de trahison¹⁸⁰ etc.

Outre l'illégalité des accusations elles-mêmes, le système fonctionne aussi à l'encontre de la procédure légale. Dans au moins 154 cas, les tribunaux ont reconnu des citoyens ukrainiens coupables à l'issue de procédures qui ont violé le droit à un procès équitable, notamment en ignorant des allégations crédibles de violations des droits de l'homme dans les lieux de détention, notamment la torture, les mauvais traitements, les arrestations et détentions arbitraires¹⁸¹. Il y a une violation systématique du droit à un procès équitable dans les affaires impliquant des citoyens ukrainiens, ne pouvant être le résultat des excès d'un auteur individuel¹⁸².

La diffusion de la législation et des systèmes russes n'a pas réduit l'ampleur de la violence utilisée, à savoir les pratiques de maintien des personnes dans des conditions inappropriées et la torture dans les lieux de détention. 90 % des civils détenus ont été torturés ou à des mauvais traitements¹⁸³, en particulier de la part des représentants des forces de l'ordre et du système pénitentiaire de FR. Il s'agit d'un signe général du système pénitentiaire et

de maintien de l'ordre russe: la situation en matière de mauvais traitements et de torture dans les lieux de détention russes, où les citoyens ukrainiens des territoires occupés sont transférés illégalement, est parfois encore pire.¹⁸⁴

Les pratiques répressives mises en œuvre par l'application de la législation administrative et pénale de FR permettent de créer l'illusion d'un certain processus juridique, la simulation de la garantie du droit à un procès équitable. En même temps, ils poursuivent le même objectif que la violence ouverte dans les premières phases de l'occupation: soumettre la population locale, l'intimider et empêcher toute résistance par la menace de responsabilité, la restriction de la liberté personnelle et l'infliction de souffrances.

3.4. La diffusion du système éducatif russe

L'éducation, comme d'autres domaines de la vie dans le territoire occupé, a été complètement transformée par la Fédération de Russie selon ses normes et incluse dans le système national. En Crimée, le système russe d'enseignement préscolaire, secondaire, professionnel et supérieur a été légalement étendu en mai 2014, et à partir du 1er septembre 2014, la transition a eu lieu dans la pratique. Grâce à la reconversion de tous les enseignants des écoles de Crimée (environ 20 000 enseignants) et à la fourniture à chaque écolier de Crimée

180 Que vivait la Crimée en 2022. Crimée SOS. P. 6–9. URL: <https://krymsos.com/wp-content/uploads/2023/02/crimeasos-annual-situation-report-2022-ua.pdf>

181 Dix ans d'occupation par la Fédération de Russie: les droits de l'homme dans la République autonome de Crimée et la ville de Sébastopol, Ukraine. HCDH. 28.02.2024. P. 13. URL: https://ukraine.un.org/sites/default/files/2024-02/2024-02-28%20OHCHR%20Ten%20Years%20of%20Occupation%20in%20Crimea%20UKR_0.pdf

182 Refuser un procès équitable comme crime d'atrocité pendant la guerre de la Russie contre l'Ukraine: contexte, pratique, droit et perspectives / ZMINA, MIHR, décembre 2024:

183 La situation des droits de l'homme pendant l'occupation russe du territoire de l'Ukraine et ses conséquences 24 février 2022 – 31 décembre 2023. HCDH. 20/03/2024. P. 40. URL: <https://ukraine.un.org/sites/default/files/2024-04/2024-03-20-OHCHR-Report-Occupation-Aftermath-UKR.pdf>

184 Selon les informations fournies par Crimea SOS.

CHAPITRE 3

RAPPORT SPÉCIAL

CONCERNANT LA SITUATION DANS LES TERRITOIRES UKRAINIENS TEMPORAIREMENT OCCUPÉS PAR LA FÉDÉRATION DE RUSSIE

et de Sébastopol d'un ensemble de manuels russes, l'éducation a commencé selon les programmes russes.¹⁸⁵

Il a été supposé qu'à partir du début de l'année scolaire 2022/2023, toutes les écoles de l'enseignement supérieur d'Ukraine fonctionneraient selon les normes éducatives russes.¹⁸⁶

La mise en œuvre des normes russes dans la pratique signifie la destruction de la langue et de la culture ukrainiennes; remplacer les manuels scolaires ukrainiens par des manuels russes; l'interdiction d'enseigner des matières d'études ukrainiennes, en particulier l'histoire de l'Ukraine, et la déformation de l'histoire de l'Ukraine et de l'histoire des Tatars de Crimée; remplacement partiel des enseignants ayant travaillé en Crimée par des enseignants russes et «rééducation» idéologique active des enseignants¹⁸⁷.

«Le domaine éducatif n'est pas différent de la manière dont ils mettent en œuvre leur éducation sur le territoire depuis 2014 et dans d'autres régions d'Ukraine. Extrait de la littérature ukrainienne, tout ce qui s'y rapporte. Tous les jours à 9 heures, l'hymne russe. Si un enfant refuse de chanter l'hymne russe, des conversations éducatives avec les parents sont nécessaires. J'ai

une fille qui a participé à des compétitions et qui remporte actuellement des prix en taekwondo, si je ne me trompe pas. Elle est venue dans une robe brodée sur la ligne. Et quand ils ont mis l'hymne russe, elle a relevé sa veste et s'est tenue silencieusement dans sa vyshyvanka brodée, montrant son humeur pro-ukrainienne. Elle a été immédiatement déconnectée, ses parents ont été appelés et informés que si un incident aussi honteux se reproduisait, la question de la privation des droits parentaux des parents serait soulevée. Ils ont vérifié les gadgets à l'école, saisi tout ce qui avait un rapport avec l'Ukraine, fabriqué leurs manuels scolaires, fabriqué leur système éducatif. «Interdiction de communiquer en ukrainien dans certaines écoles»¹⁸⁸.

Dans le même temps, dès le début de l'occupation, FR ne s'est pas limitée à contrôler uniquement l'éducation formelle dans l'enseignement supérieur de l'Ukraine, mais a accordé une grande attention à l'éducation informelle, en particulier à l'éducation patriotique.¹⁸⁹ A cet effet, des classes de «cadets» ont été ouvertes dans les écoles.¹⁹⁰, des «Conversations sur ce qui est important» (en russe: Разговоры о важном) justifiant l'agression armée contre l'Ukraine, des réunions et des événements

185 Rapport analytique « Scénario de Crimée »: comment la Fédération de Russie détruit l'identité ukrainienne des enfants dans les territoires occupés / A. Vorobyova, M. Sulyalina. Kyiv, 2023. P. 5. URL: Anglais: https://almenda.org/wp-content/uploads/2023/02/Analytichnyy-zvit-„Kryms'skyi-stsenariy-yak-Rosiys'ka-Federatsiya-znyshchuye-ukrayins'ku-identychnist'-ditey-na-okupovanykh-terytoriyakh_ukr_Almenda_2022.pdf

186 La situation des droits de l'homme pendant l'occupation russe du territoire de l'Ukraine et ses conséquences 24 février 2022 - 31 décembre 2023. HCDH. 20/03/2024. P. 130. URL: <https://ukraine.un.org/sites/default/files/2024-04/2024-03-20-OHCHR-Report-Occupation-Aftermath-UKR.pdf>

187 Rapport analytique « Scénario de Crimée »: comment la Fédération de Russie détruit l'identité ukrainienne des enfants dans les territoires occupés / A. Vorobyova, M. Sulyalina. Kyiv, 2023. P. 13. URL: Anglais: https://almenda.org/wp-content/uploads/2023/02/Analytichnyy-zvit-„Kryms'skyi-stsenariy-yak-Rosiys'ka-Federatsiya-znyshchuye-ukrayins'ku-identychnist'-ditey-na-okupovanykh-terytoriyakh_ukr_Almenda_2022.pdf

188 Entretien avec un habitant de la région de Louhansk.

189 Rapport analytique « Scénario de Crimée »: comment la Fédération de Russie détruit l'identité ukrainienne des enfants dans les territoires occupés / A. Vorobyova, M. Sulyalina. Kyiv, 2023. P. 5. URL: Anglais: https://almenda.org/wp-content/uploads/2023/02/Analytichnyy-zvit-„Kryms'skyi-stsenariy-yak-Rosiys'ka-Federatsiya-znyshchuye-ukrayins'ku-identychnist'-ditey-na-okupovanykh-terytoriyakh_ukr_Almenda_2022.pdf

190 «Soldat universel», ou l'éducation comme outil de la Russie dans le Sud occupé de l'Ukraine. Rapport de suivi / A. Vorobyova, M. Sulyalina, O. Ohredko. Kyiv: Maison d'édition centrale «Almenda» 2023. P. 29. URL: https://almenda.org/wp-content/uploads/2023/11/Universal-Soldier_report-for-July-September-2023_CGP-Almenda.pdf; «Soldat universel», ou l'éducation comme outil de la Russie dans le sud occupé de l'Ukraine. Rapport de suivi / Vol. Litchko, O. Ohredko, O. Shapoval. Kyiv: Maison d'édition centrale «Almenda», 2024. P. 28. URL: https://almenda.org/wp-content/uploads/2024/10/universalnyy-soldat_lypen_veresen_2024_almenda.pdf

QUELS OUTILS FR UTILISE POUR OCCUPER ET SOUMETTRE LA POPULATION DES TERRITOIRES TEMPORAIREMENT OCCUPÉS DE L'UKRAINE?

en l'honneur des participants du soi-disant «SVO» sont organisés systématiquement et régulièrement¹⁹¹.

Dans les territoires occupés, FR a également déployé un système de mouvements de jeunesse militarisés visant à élever les enfants comme futurs soldats – le «Mouvement des Premiers» (en russe: «Mouvement du premier» (à la fin de 2023, les branches de cette organisation opèrent dans toutes les régions de Russie et dans TTO d'Ukraine))¹⁹², «Yunarmiya», «Yugmoldoy». En 2023, 67 milliards de roubles ont été alloués à FR, pour l'éducation patriotique, soit quatre fois le montant alloué en 2022. Une partie de ces fonds a été allouée aux mouvements d'enfants et de jeunes, notamment au plus massif des mouvements appelé «Le Mouvement des Premiers», créé fin 2022¹⁹³.

Le TTO d'Ukraine dispose aussi de branches régionales de la Communauté volontaire d'assistance à l'armée, à l'aviation et à la marine de Russie (en russe: Добровольное общество содействия армии, авиации и флоту России). Le but de cette organisation est de renforcer les capacités de défense de FR, la sécurité nationale et de résoudre les problèmes sociaux liés à l'éducation militaro-patriotique des citoyens, et à cette fin, l'organisation est engagée dans l'éducation patriotique des citoyens, la formation dans les spécialités militaro-comptables, la formation militaire, etc¹⁹⁴. Actuellement, l'adhésion à de telles organisations est prévue à partir de 18 ans. Cependant, l'éducation militaro-patriotique de la jeunesse dans FR, et

par conséquent dans l'enseignement technique de l'Ukraine, s'intensifie de plus en plus. Conformément au dernier décret du Président de FR¹⁹⁵ Les organes directeurs de la Communauté volontaire pour l'assistance à l'armée, à l'aviation et à la marine de FR devraient inclure des représentants des autorités de FR, des représentants de l'administration présidentielle de FR, du Ministère de la Défense et d'autres organes exécutifs fédéraux qui assurent le service militaire. En outre, il est supposé que le Ministère de la Défense coordonnera les activités au nom de l'État. Parmi les recommandations du décret figure celle de prévoir la possibilité d'adhérer à l'organisation dès l'âge de 14 ans.

En plus de mettre en œuvre le programme russe, de détruire les matières d'études ukrainiennes et de militariser l'éducation, FR restreint aussi l'accès à l'éducation ukrainienne de toutes les manières possibles, y compris en menaçant les enseignants qui enseignent à distance en utilisant le programme ukrainien et les parents qui envoient leurs enfants dans un tel enseignement. En certains cas, les professeurs enseignent selon le programme ukrainien sont détenus illégalement et menacés de détention supplémentaire et de torture s'ils continuent à travailler¹⁹⁶.

L'éducation est l'un des principaux outils utilisés par FR pour atteindre ses objectifs de maintien du contrôle sur le territoire occupé. Les récits selon lesquels l'Ukraine n'a jamais été et n'est pas un État indépendant, mais fait partie de FR, que les territoires que FR a occupés et illégale-

191 Rapport de suivi «Soldat universel» ou l'éducation comme outil de la Russie dans le sud occupé de l'Ukraine » / A. Vorobyova, M. Sulyalina, O. Ohredko. Kyiv: Maison d'édition centrale «Almenda» 2023. P. 24, 35. URL: https://almenda.org/wp-content/uploads/2023/08/Universal-Soldier_report-for-April-June-2023_CGP-Almenda_.pdf

192 Les mouvements de jeunesse comme outil d'endoctrinement et de militarisation dans le TOT d'Ukraine. Rapport / A. Vorobyova, V. Potapova. Kyiv: Maison d'édition centrale « Almenda », 2023. P. 11. URL: https://almenda.org/wp-content/uploads/2024/01/Les_mouvements_de_jeunesse_comme_outil_d'endoctrinement_et_de_militarisation_de_la_formation_des_formateurs_en_Ukraine_Almenda-1.pdf

193 Là, p. 5.

194 Buts, objectifs, domaines d'activité. Site Internet «DOSAAF de Russie de la République de Crimée». URL: <https://dosaaf82.ru/celi-zadachi-napraavljeniya-deyatelnosti/>

195 Questions de l'organisation publique-étatique panrusse «Société volontaire d'assistance à l'armée, à l'aviation et à la marine de Russie»: Décret du Président de la Fédération de Russie du 3 février 2025. URL: <http://static.kremlin.ru/media/events/files/ru/7mvJhZqw5wgJ0P9RjZJSRU05RaLBF1dX.pdf>

196 La situation des droits de l'homme pendant l'occupation russe du territoire de l'Ukraine et ses conséquences 24 février 2022 – 31 décembre 2023. HCDH. 20.03.2024. P. 133. URL: <https://ukraine.un.org/sites/default/files/2024-04/2024-03-20-OHCHR-Report-Occupation-Aftermath-UKR.pdf>

CHAPITRE 3

RAPPORT SPÉCIAL

CONCERNANT LA SITUATION DANS LES TERRITOIRES UKRAINIENS TEMPORAIREMENT OCCUPÉS PAR LA FÉDÉRATION DE RUSSIE

ment incorporés dans sa composition sont «historiquement» russes, et que la justice et la nécessité de l'agression russe contre l'Ukraine imprègnent l'éducation formelle et informelle. Tout cela vise à éduquer une nouvelle génération de la population des territoires occupés, à détruire leur identité ukrainienne et à la remplacer par la loyauté envers FR et la conscience d'eux-mêmes en tant que citoyens russes.

3.5. Usurpation de l'espace informationnel

FR restreint l'accès aux informations alternatives et remplit l'espace d'information uniquement avec des sources russes depuis le début de l'occupation des territoires ukrainiens, même avant les référendums illégaux. Les autorités d'occupation ont autorisé les médias des minorités nationales de Crimée à continuer de fonctionner après l'occupation du territoire uniquement s'ils n'avaient pas de contenu politique ou ne soutenaient pas la position officielle de FR sur le statut de la Crimée, et les sites Internet des organisations de défense des droits de l'homme ont été bloqués¹⁹⁷.

Les journalistes ont été pris pour cible: 85 attaques ont été enregistrées rien qu'en mars 2014.¹⁹⁸ De nombreux journalistes, militants et blogueurs de Crimée, estimés à plus de 200 personnes¹⁹⁹, ont été contraints de quitter la Crimée, certains ont arrêté

leurs activités en raison de la censure et de la peur, et ceux qui sont restés en Crimée occupée pour couvrir les événements sont devenus victimes de persécutions. Un nombre important de journalistes se sont vu interdire l'entrée en Crimée occupée. Les militants des droits de l'homme ont recensé plus de 500 violations des droits des journalistes au cours des près de dix années d'occupation, avec un pic en 2014-2015.²⁰⁰ Avant l'occupation, environ 3 000 médias étaient enregistrés en Crimée, et en 2015, même le «Roskomnadzor» de l'occupation n'en enregistrerait que 232.²⁰¹

Les journalistes des régions occupées de Donetsk et de Louhansk ont également été victimes de harcèlement, de détentions illégales et de menaces de mort en raison de leurs activités.²⁰² En général, les représentants des médias n'avaient que des options limitées: partir et/ou cesser leurs activités, ou changer de politique éditoriale et écrire des documents conformes aux récits russes.

Déjà au cours de la période 2022-2023, le Centre des droits de l'homme ZMINA a enregistré 162 cas de pression sur des journalistes en Crimée temporairement occupée, notamment des poursuites pénales, des enlèvements de journalistes, des protocoles administratifs, des perquisitions à leur domicile et des menaces sur Internet.²⁰³ Après l'invasion à grande échelle, la Fédération de Russie a commencé à appliquer les méthodes de répression contre les journalistes

197 Dix ans d'occupation par la Fédération de Russie: les droits de l'homme dans la République autonome de Crimée et la ville de Sébastopol, Ukraine. HCDH. 28.02.2024. P. 17. URL: https://ukraine.un.org/sites/default/files/2024-02/2024-02-28%20OHCHR%20Dix%20ans%20d'occupation%20en%20Crimée%20UKR_0.pdf

198 « CRIMÉE SANS RÉGLES. » « Revue thématique de la situation des droits de l'homme sous occupation. » Problème. 4. Occupation de l'information / sous la direction générale de: S. Zaets, R. Martynovsky, D. Sviridov. Kyiv, 2017. URL: https://www.helsinki.org.ua/wp-content/uploads/2016/04/4Kr_Ru_fin_18.12.2017.pdf

199 Basé sur des recherches non publiées du Centre pour la résilience de l'information et des médias détecteurs.

200 Juste là.

201 Aujourd'hui en Ukraine, nous célébrons la Journée du journaliste ! Site officiel de la Représentation du Président de l'Ukraine en République autonome de Crimée. 06.06.2023. URL: <https://ppu.gov.ua/press-center/sohodni-v-ukraini-vidznachaiut-den-zhurnalista/>

202 Les journalistes vivent dangereusement dans l'est de l'Ukraine. DW. 18.06.2014. URL: <https://www.dw.com/uk/in-east-ukraine-journalists-live-dangerously/a-17717081>

203 Au cours des deux dernières années, ZMINA a enregistré 162 cas de persécution et de pression sur des journalistes de Crimée. ZMINA. 03.05.2024. URL: <https://zmina.info/news/za-ostanni-dva-roky-zmina-zafiksuvala-162-fakty-peresliduvannya-tysku-na-krymskyh-zhurnalistiv/>

développées en Crimée en les traduisant en justice administrative et pénale dans d'autres territoires occupés de l'Ukraine.²⁰⁴

La Russie a également établi un contrôle sur la méthode même d'accès à l'information: les fournisseurs d'accès à Internet, les réseaux de télévision mobile et de radio ukrainiens ont été fermés dans les premières semaines de l'invasion à grande échelle. Au lieu de cela, des réseaux russes sont apparus dans les territoires occupés avec un accès bloqué aux réseaux sociaux, notamment Facebook et Twitter, aux sites d'information ukrainiens et au moteur de recherche Google²⁰⁵. La situation similaire s'est produite avec les chaînes de télévision: les émissions ukrainiennes ont été interrompues, remplacées par des émissions russes, et des chaînes de télévision locales pro-russes ont été créées²⁰⁶.

«Ils ont immédiatement lancé Rashka TV, 24 chaînes, dont 8 24 heures sur 24. Tout, c'est-à-dire, les opportunités, Internet est intermittent, on ne peut pas regarder YouTube ou Telegram, lire ce qui se passe dans le monde, ce qui se passe en Ukraine, mais ici c'est 24h/24 et 7j/7, ces 8 chaînes sont constamment, constamment allumées, et, bon sang, j'étais sous le choc, je ne pouvais pas le supporter, eh bien, vous regardez pendant une minute ou demie, et vous écoutez ces bêtises. Ils ont fait venir quelques vieux hommes, des érudits ukrainiens, et ils ont commencé à parler de toutes sortes de maux, et de la façon dont Lénine a créé l'Ukraine, et toute cette idée est enfoncée, enfoncée, enfon-

cée dans la tête des gens, c'est-à-dire du pompage d'informations²⁰⁷.

Outre la responsabilité administrative et pénale pour «discrédit des forces armées russes», la liberté de parole et d'expression est restreinte par des méthodes établies de longue date dans FR, notamment la restriction et la répression des manifestations et rassemblements pacifiques. Après avoir incorporé illégalement les territoires ukrainiens occupés à son territoire, FR a aussi imposé la loi martiale sur ces territoires, impliquant notamment des restrictions à la liberté de réunion et aux activités des associations publiques²⁰⁸.

La capture de l'espace d'information et des ressources médiatiques, le remplacement des médias ukrainiens par la propagande russe, l'interdiction et la persécution de la dissidence et du désaccord public avec les actions de la Fédération de Russie, le déplacement des journalistes indépendants par leur persécution, leurs expulsions, leurs arrestations et leurs meurtres visent à créer un récit unique des événements, une vision unique de l'agression russe contre l'Ukraine, de l'histoire des relations russo-ukrainiennes et de l'impossibilité d'accéder à des sources d'information alternatives. Le contrôle du champ de l'information permet à FR de manipuler l'opinion publique, de créer une image de danger, de «menace du nazisme», de position défensive de FR contre une «mesure collective» et l'Ukraine, et d'accroître le rejet et la peur des Ukrainiens sur le territoire contrôlé par l'Ukraine.

204 La liberté d'expression est torturée. Histoires de journalistes persécutés ou tués par la Russie. Les chiens de la vérité. 15.08.2023. URL: <https://truth-hounds.org/cases/zakatovana-svoboda-slova-istoriyi-zhurnalistiv-yakyh-peresliduvala-chy-vbyla-rosiya/>

205 Rapport sur la situation des droits de l'homme en Ukraine, 1er août 2022 – 31 janvier 2023 HCDH. Octobre 2023. P. 51. URL: https://ukraine.un.org/sites/default/files/2023-10/23-10-04%20OHCHR%2036th%20periodic%20report%20UKR_0.pdf; Paysage médiatique dans les territoires temporairement occupés de l'Ukraine. Détecteur de médias, Centre pour la résilience de l'information. 05.06.2024. P. 20. URL: <https://detector.media/doc/images/news/archive/2021/227543/ua-media-mapping-2-1.pdf>

206 Rapport sur la situation des droits de l'homme en Ukraine, 1er août 2022 – 31 janvier 2023 HCDH. Octobre 2023. P. 52. URL: https://ukraine.un.org/sites/default/files/2023-10/23-10-04%20OHCHR%2036th%20periodic%20report%20UKR_0.pdf

207 Entretien avec un habitant de la région de Zaporijia.

208 Rapport sur la situation des droits de l'homme en Ukraine, 1er août 2022 – 31 janvier 2023 HCDH. Octobre 2023. P. 49. URL: https://ukraine.un.org/sites/default/files/2023-10/23-10-04%20OHCHR%2036th%20periodic%20report%20UKR_0.pdf

CHAPITRE 3

RAPPORT SPÉCIAL CONCERNANT LA SITUATION DANS LES TERRITOIRES UKRAINIENS TEMPORAIREMENT OCCUPÉS PAR LA FÉDÉRATION DE RUSSIE

3.6. Expropriation de propriété

La saisie de biens est une autre méthode que FR utilise activement pour contrôler le TTO ukrainien et la population locale depuis 2014. En plus de saisir et de nationaliser les biens de l'État ukrainien, les autorités d'occupation ont aussi ciblé les biens des grandes entreprises privées – ils ont été nationalisés par décision des autorités locales, sans fournir aux propriétaires aucune garantie ni compensation. Souvent, des membres de groupes militarisés tels que les «Forces d'autodéfense de Crimée» étaient impliqués dans la saisie physique de biens²⁰⁹. Généralement, pendant l'occupation, des mesures à grande échelle ont été prises en Crimée pour «nationaliser» (en fait, exproprier illégalement) les biens publics et privés par l'administration d'occupation de FR. Par exemple, au début de l'invasion à grande échelle, selon diverses sources, entre 300 et plus de 500 organisations publiques et syndicats, ainsi qu'environ 300 entreprises privées avaient été «nationalisées» dans la péninsule²¹⁰.

L'autre méthode de saisie des biens des entreprises était le «rachat forcé», pour lequel plusieurs motifs étaient prévus, tels que la nécessité de prévenir une menace pour la vie et la santé de la population, l'évacuation, l'utilisation de l'objet comme objet ayant une valeur culturelle particulière, etc²¹¹.

Mais les autorités d'occupation se sont aussi attachées à saisir des parcelles de terre aux résidents locaux – elles ont été nationalisées par les tribunaux, justifiant la décision par l'illégalité de la privatisation des

terres, évaluant en fait rétrospectivement les décisions des autorités ukrainiennes en vertu de la loi ukrainienne. De 2014 à 2019, période la plus active d'application de cette procédure, les autorités russes ont saisi des parcelles de terrain à au moins 3 728 personnes²¹². En outre, en 2020, FR a reconnu 80 % du territoire de la République autonome de Crimée et 99,95 % du territoire de la ville de zones frontalières de Sébastopol ont été soumises à la réglementation interdisant la propriété de terres dans la zone frontalière par des citoyens étrangers, des apatrides et des personnes morales étrangères. En conséquence, les citoyens ukrainiens qui possédaient des terrains sur ce territoire et n'avaient pas acquis la citoyenneté russe sous l'occupation ont été obligés de les «aliéner volontairement».

En plus des confiscations, les autorités d'occupation ont aussi détruit des biens privés dans la République autonome de Crimée et dans la ville. Sébastopol justifie à nouveau la décision de démolir par «l'illégalité» des décisions ukrainiennes sur les permis de construire, qui ont été prises avant l'occupation de ce territoire par FR.

La «nationalisation», notamment des biens des entreprises qui se sont réenregistrées sur le territoire contrôlé par le gouvernement ukrainien et ont continué à travailler pour TTO des régions de Donetsk et de Louhansk, a également été réalisée en 2017 par les dirigeants de la soi-disant RPD / RPL. Les locaux des entreprises soumises à la «nationalisation» ont été saisis par des individus armés²¹³.

209 «La Crimée sans règles. «Revue thématique de la situation des droits de l'homme sous occupation.» Problème. 6. Propriété occupée / sous la direction générale de: R. Martynovsky. Kyiv, 2021. P. 43. URL: https://www.helsinki.org.ua/wp-content/uploads/2021/07/Vlasnist_na_sayt.pdf

210 Référence d'information et d'analyse. Pertes économiques de l'Ukraine à la suite de l'occupation temporaire de la République autonome de Crimée et de la ville de Sébastopol par FR / Site officiel de la Représentation du Président de l'Ukraine en Crimée. 10.11.2020. URL: <https://ppu.gov.ua/documents/informatsiyno-analitychna-dovidka-ekonomichni-zbytky-ukrainy-vnaslidok-tymchasovoi-okupatsii-avtonomnoirespubliki-krym-ta-m-sevastopolia-rosiyskoiu-federatsiieiu/>

211 «La Crimée sans règles. «Revue thématique de la situation des droits de l'homme sous occupation.» Problème. 6. Propriété occupée / sous la direction générale de: R. Martynovski. Kyiv, 2021. P. 45. URL: https://www.helsinki.org.ua/wp-content/uploads/2021/07/Vlasnist_na_sayt.pdf

212 Là, p. 43.

213 Nationalisation à la Donetsk. DW. 01.03.2017. URL: <https://www.dw.com/uk/nationalization-in-dpr-and-lnpr-consequences-of-the-introduction-of-external-administration/a-37770801>

QUELS OUTILS FR UTILISE POUR OCCUPER ET SOUMETTRE LA POPULATION DES TERRITOIRES TEMPORAIREMENT OCCUPÉS DE L'UKRAINE?

La pratique d'appropriation des biens «sans propriétaire» dans la région de Donetsk a été mise en œuvre en 2021 – le décret correspondant²¹⁴ a été émis par le chef de la soi-disant RPD et prévoyait que les biens qui n'ont pas de propriétaires, ou qui sont inconnus ou ont abandonné la propriété, peuvent être reconnus comme «sans propriétaire». Dans les dix jours suivant la découverte du bien, une annonce est apparue sur le site officiel à l'attention du propriétaire, lui demandant de se présenter et de confirmer la propriété. Si le propriétaire ne se présentait pas dans les 30 jours, la procédure de déclaration du bien «sans propriétaire» était engagée.

Une pratique similaire a été lancée au TTO de l'oblast de Zaporijjia en 2022. Au départ, les propriétaires n'avaient que trois jours pour soumettre les documents visant à retirer le bien du registre comme «sans propriétaire», et cela devait être fait en personne²¹⁵. Plus tard, le chef de Rosreestr (en russe: Service fédéral de l'enregistrement des États, du cadastre et de la cartographie) a aussi déclaré que le système de comptabilité immobilière dans la région de Zaporijjia sera créé à partir de zéro, rendant impos-

sible la confirmation de la propriété sans passeport russe²¹⁶.

Déjà fin mars 2024, la procédure de saisie des biens «sans propriétaire» était prévue dans le TTO de Donetsk²¹⁷, et Louhansk²¹⁸ Zaporijjia²¹⁹ et les régions de Kherson²²⁰. La nouvelle réglementation adoptée stipule que les propriétaires de logements situés sur le territoire concerné doivent enregistrer la propriété de biens immobiliers résidentiels dans le «Registre national unifié des biens immobiliers» (en russe: «Единый государственный реестр недвижимости») de FR. Si l'inscription correspondante n'est pas faite au registre, ou si le bien présente des signes de «sans propriétaire» (non-utilisation, non-paiement des factures de services publics au cours de l'année), il sera saisi (approprié).

La politique immobilière de FR est un moyen supplémentaire d'empêcher les gens de rester sur le territoire ukrainien et de ne pas recevoir de documents russes, de gagner des revenus sans travailler dans une entreprise russe et de conserver la propriété d'un bien sans le réenregistrer selon la procédure russe. Toutes ces mesures visent à consolider la présence russe dans la TTO:

214 Sur l'identification, l'enregistrement et l'acceptation en propriété municipale des biens immobiliers sans propriétaire et des biens saisis: Décret du chef de la République populaire de Donetsk du 28 avril 2021. N° 116. URL: <http://npa.dnronline.su/2021-04-28/ukaz-glavy-donetskoj-narodnoj-respubliki-116-ot-28-04-2021-goda-o-vyyavlenii-uchete-i-prinyatii-v-munitsipalnuyu-sobstvennost-beshozajnyh-nedvizhimyh-veshhej-i-vymorochnogo-imushhestva.html>

215 Objets identifiés de biens orphelins. Site officiel du gouvernement de l'oblast de Zaporijjia. 19.08.2022. URL: https://zo.gov.ru/news/show/vyyavlennye_obekty_beskozyjnogo_imushhestva

216 Rapport analytique « Imposition de la citoyenneté russe aux citoyens ukrainiens dans le territoire occupé de l'Ukraine et dans la Fédération de Russie » / Yuriy Mykytyn, Oleg Kolesnichenko, Olga Lototska-Kolesnichenko, Nadiya Vaskivska, Lyubov Smachylo, Kateryna Rashevskaja; édité par Alena Lunyova, Onisia Sinyuk. 2024. P. 41. URL: https://zmina.ua/wp-content/uploads/sites/2/2024/03/passport_web.pdf

217 Sur les particularités de l'identification, de l'utilisation et de la reconnaissance du droit de propriété municipale des entités municipales de la République populaire de Donetsk sur les locaux d'habitation présentant des signes de propriété sans propriétaire situés sur le territoire de la République populaire de Donetsk: Loi du 21 mars 2024. URL: https://glavadnr.ru/doc/zakony/66rz.pdf?fbclid=IwZXh0bG9hZWM0CMTAAAR2L0wN2TXpn1kNnNxdLWN2kj2CkCK_Oa7D2D0vtzrH3ZyrfHxijDjxgY_aem_AZBWMivEvgEO_dL07ABsU63pz-EZk1dTo3cVKd0T085R_YbIVFmDIOWQznUBFYXvxdFZ_ZSMLEfn3D5x4kIGD8P

218 Sur les particularités de l'identification, de l'utilisation et de la reconnaissance du droit de propriété municipale des entités municipales de la République populaire de Louhansk sur les locaux d'habitation présentant des signes de propriété sans propriétaire situés sur le territoire de la République populaire de Louhansk: Loi de la République populaire de Louhansk du 27 mars 2024. N° 52-I. URL: <http://publication.pravo.gov.ru/document/8100202403270001?ysclid=lvuz00e1tt466513048>

219 Sur l'approbation de la procédure temporaire de reconnaissance des biens situés sur le territoire de la région de Zaporijjia comme sans propriétaire et sur l'acquisition des droits de propriété de l'État de la région de Zaporijjia sur ces biens: Résolution gouvernementale du 13 septembre 2023. URL: <https://zo.gov.ru/docs/show/379>

220 Sur l'approbation de la procédure d'identification et d'utilisation des locaux d'habitation présentant des signes de propriété sans propriétaire sur le territoire de la région de Kherson: Résolution gouvernementale du 22 mars 2024. URL: <https://most.ks.ua/wp-content/uploads/2024/04/25-pp-24.pdf>

CHAPITRE 3

RAPPORT SPÉCIAL

CONCERNANT LA SITUATION DANS LES TERRITOIRES UKRAINIENS TEMPORAIREMENT OCCUPÉS PAR LA FÉDÉRATION DE RUSSIE

les résidents locaux sont contraints soit de s'associer à FR d'une manière ou d'une autre, pour protéger leurs droits de propriété et de préserver leurs moyens de survie, soit de quitter leurs maisons en sachant que les autorités d'occupation les leur enlèveront.

3.7. Destruction d'entreprises

L'un des instruments de l'influence à long terme de FR sur le TTO ukrainien est la destruction des liens commerciaux et économiques de l'Ukraine avec l'Ukraine.

Dans tous les territoires d'Ukraine, après la saisie des territoires, les actions de FR visant à les soumettre directement ou indirectement ont conduit au déplacement des entreprises locales, à leur remplacement par des entreprises russes, ainsi qu'à des pratiques systématiques de nationalisation ou d'expropriation des biens de l'État ukrainien ou des entités commerciales²²¹.

Par exemple, selon les données de la Représentation du Président de l'Ukraine en République autonome de Crimée, au 1er janvier 2014, sur le territoire de la République autonome de Crimée et de la ville de Sébastopol se trouvaient 1 059 personnes morales (entreprises publiques, institutions, organisations) enregistrées, 33 sociétés commerciales avec une part de l'État dans le capital autorisé²²². En un an, en 2015, selon des sources russes, le nombre d'entités commerciales en Crimée a été divisé par six²²³.

Après le début de l'invasion à grande échelle du TTO en Ukraine, une pression systémique s'est exercée sur les entreprises.

Les autorités d'occupation russes ont commencé à mener des «inspections» des entreprises ukrainiennes et à exiger que les entreprises soient réenregistrées conformément à la loi russe. En cas de refus d'enregistrement, la vente de ces produits est interdite et l'entreprise elle-même et ses biens peuvent être nationalisés. Certaines entreprises, notamment agricoles, ont été pillées²²⁴. L'administration d'occupation collecte des impôts, ainsi que diverses taxes (par exemple, la «taxe de marché»).

La coupure des communications et d'Internet en Ukraine au cours des premiers et derniers jours de mai a causé un problème supplémentaire – incapacité à effectuer des paiements sans espèces.

La politique monétaire de FR sur le TTO ukrainien, ainsi que la création de conditions pour la cessation de l'activité économique ou sa réinscription en vertu du droit russe, peuvent constituer un sujet d'étude distinct. FR a introduit brutalement les roubles dans les territoires occupés, remplaçant la monnaie hryvnia en parallèle avec une interdiction d'utiliser les UAH lors de l'achat et de la vente de nourriture et de médicaments. Les pensions, les prestations en espèces, etc. étaient payées en roubles. En plus, les petites entreprises qui utilisaient UAH pour les transactions de règlement ont reçu des menaces de la part de l'administration d'occupation.

«Durant cette période, de mars à avril et jusqu'en mai, la hryvnia était activement en circulation. En autres mots, les paiements sans espèces ne fonctionnaient pas seulement. C'est-à-dire que tous les terminaux

221 Rapport sur les résultats d'une étude de la politique de FR concernant le changement forcé de la composition démographique de la population du territoire occupé de la péninsule de Crimée. RCPL. 2021. URL: <https://krymbezpravil.org.ua/issues/otchet-o-rezultatakh-yssledovanyya-polityky-rf-po-prynudytelnomu-yzmenenyu-demohrafycheskoho-sostava-naselnyya-okkupyrovannoho-kr-mskoho-poluostrova/>

222 Pertes économiques de l'Ukraine à la suite de l'occupation temporaire de la République autonome de Crimée et de la ville de Sébastopol par FR. Rapport d'information et d'analyse de la Représentation du Président de l'Ukraine en République autonome de Crimée. URL: <https://www.ppu.gov.ua/wp-content/uploads/2020/11/Ekonomika-na-sajt.pdf>

223 «Terre brûlée» pour les entreprises: pourquoi les entreprises en Crimée ne survivent pas. Crimée. Réalités. 10.01.2019. URL: <https://ru.krymr.com/a/pochemu-v-krymu-ne-vyzhivaet-biznes/29701072.html>

224 «Des gens armés arrivent.» Qu'arrive-t-il aux entreprises sous occupation? Radio Svoboda. URL: <https://www.radiosvoboda.org/a/novyny-pryazovya-fermery-okupatsiya-biznes/32016854.html>

fonctionnaient. En mai, nous avons même une succursale bancaire ouverte. C'est-à-dire, qu'ils accumulaient périodiquement de l'argent, parce que c'était le même ATB qui remettait le produit, la même personne d'autre là-bas. Et comme il n'y avait pas de connexion, la banque a accumulé ces fonds et a ouvert la porte à ceux qui ne voulaient pas retirer d'argent de leurs cartes. Les personnes ont continué à recevoir des pensions et des salaires. Et il distribuait de l'argent. Et ce même argent liquide a été remis en circulation, dans les mêmes magasins etc.

Et quand l'administration est apparue, ils ont dit que c'était ça, nous avons le rouble, mais en parallèle avec UAH. Ils ont fixé administrativement le taux de change du rouble à un et demi pour une hryvnia. Bien que formellement, ou plutôt en fait, le marché était de un à deux. Et ils ont obligé les magasins à tout vendre pour un rouble et demi. C'est-à-dire, mais les étiquettes de prix étaient en hryvnias. Et puis ils ont forcé tout le monde à accepter ces roubles. Et pour ceux qui refusaient, des conversations préventives ont été menées en fonction du thème.

Et puis ils ont obligé tout le monde à réécrire les étiquettes de prix en roubles. Mais en même temps, ils ont continué à accepter UAH. Mais lorsque les prix étaient en roubles, la situation était différente. Et tout cela a continué jusqu'au milieu de l'été. Et en été, ils ont commencé à retirer les terminaux et à les arracher aux entrepreneurs.

Et ainsi, ils ont détruit la possibilité d'accepter des UAH sans espèces, car les gens recevaient leurs pensions et leurs salaires sur des cartes. «Eh bien, généralement, ils ont déjà dit depuis septembre que les paiements en UAH étaient interdits.»²²⁵.

Par exemple, dans la République autonome de Crimée et dans la ville de Sébastopol, avant l'occupation, il y avait 1 022 succursales de banques ukrainiennes, 11 succursales, 53 bureaux de représentation et 2 banques de Crimée en activité²²⁶. Les questions relatives aux activités des banques ukrainiennes étaient réglementées par FR au niveau législatif – à partir d'avril 2014, des réglementations étaient en vigueur qui permettaient aux banques ukrainiennes de rester et d'opérer sur le territoire de la péninsule de Crimée, à condition qu'un certain nombre d'exigences soient remplies, en particulier la fourniture de services bancaires liés à l'utilisation du rouble comme moyen de paiement²²⁷. Et déjà le 21 avril 2014, la Banque centrale de FR (Banque de Russie) a adopté une décision²²⁸ sur la cessation des activités de certaines divisions d'une certaine quantité d'établissements de crédit sur le territoire de la péninsule de Crimée, signifiant en fait une interdiction des activités de ces établissements sur le territoire de la péninsule occupée²²⁹. Certaines banques ont réussi à retirer des biens de leurs succursales, mais la plupart, principalement les biens d'Oschadbank et de Privatbank, ont été saisis avec du matériel et de l'argent liquide²³⁰.

225 Entretien avec un habitant de la région de Kherson.

226 Pertes économiques de l'Ukraine à la suite de l'occupation temporaire de la République autonome de Crimée et de la ville de Sébastopol par FR. Rapport d'information et d'analyse de la Représentation du Président de l'Ukraine en République autonome de Crimée. URL: <https://www.ppu.gov.ua/wp-content/uploads/2020/11/Ekonomika-na-sajt.pdf>

227 Sur les particularités du fonctionnement du système financier de la République de Crimée et de la ville d'importance fédérale de Sébastopol pour la période transitoire: loi fédérale du 2 avril 2014 N° 37-FZ. URL: <http://www.kremlin.ru/acts/bank/38269>

228 Sur la cessation des activités des divisions structurelles distinctes des établissements de crédit sur le territoire de la République de Crimée et sur le territoire de la ville d'importance fédérale de Sébastopol. Communiqué de presse de la Banque de Russie. URL: https://www.cbr.ru/press/pr/?file=21042014_090005krim.htm

229 Rapport sur les résultats d'une étude de la politique de FR concernant le changement forcé de la composition démographique de la population du territoire occupé de la péninsule de Crimée. RCPL. 2021. URL: <https://krymbezpravil.org.ua/issues/otchet-o-rezultatakh-yssledovannya-polityky-rf-po-prynudytelnomu-ymenenyu-demografycheskoho-sostava-naselnyya-okkupyrovannoho-kr-mskoho-poluostrova/>

230 L'économie de l'annexion: ce qui est arrivé aux entreprises ukrainiennes en Crimée. Inshe.tv. 18.03.2016. URL: <https://inshe.tv/economics/2016-03-18/100738/>

CHAPITRE 3

RAPPORT SPÉCIAL CONCERNANT LA SITUATION DANS LES TERRITOIRES UKRAINIENS TEMPORAIREMENT OCCUPÉS PAR LA FÉDÉRATION DE RUSSIE

On peut supposer qu'un coup dur porté au développement des affaires a été, entre autres, la politique illégale de FR dans le domaine de l'expropriation et de la nationalisation des biens, la promotion par FR des entreprises russes entrant dans les territoires occupés, le climat d'investissement négatif général dans FR et dans les territoires occupés d'Ukraine à la suite des sanctions, le départ des hommes d'affaires ukrainiens de l'occupation en raison de l'intimidation et de la coercition pour coopérer²³¹, ainsi que la subordination du système judiciaire, qui en fait ne remplit pas la fonction d'un procès indépendant et équitable devant la Cour constitutionnelle de l'Ukraine. En conséquence, ces facteurs et d'autres, combinés, créent des conditions qui ne contribuent pas, voire rendent impossible, le développement et la conduite des affaires, en particulier celles qui ne sont pas directement subordonnées aux occupants.

3.8. Destruction des liens avec l'Ukraine

Le but d'une certaine quantité de mesures que FR continue de mettre en œuvre dans les territoires occupés de l'Ukraine est de garantir l'inévitabilité du contrôle sur le territoire en rompant tout lien entre la population des territoires occupés et l'Ukraine. La persécution mentionnée ci-dessus pour la moindre expression d'opinions pro-ukrainiennes, le blocage de l'accès aux ressources ukrainiennes et le remplissage de l'espace d'information avec du contenu exclusivement russe, ainsi que l'introduction d'un programme d'éducation russe visent à isoler et à séparer les gens de tout ce qui est ukrainien à long terme. En particulier, selon

les informations de la Fondation caritative SOS Est, le nombre de personnes qui ont quitté le territoire occupé des régions orientales de l'Ukraine en raison de persécutions varie d'au moins 57 500 à 115 000 personnes²³².

En plus des méthodes déjà mentionnées, FR encourage également la population du TTO d'Ukraine à coopérer (collaborationnisme). Remplaçant l'administration locale par des structures d'occupation nouvellement créées, au lieu de permettre aux institutions ukrainiennes de continuer à fonctionner, FR introduit non seulement une nouvelle verticale du pouvoir, mais ne laisse également aucune alternative aux fonctionnaires locaux: ils sont obligés de quitter leurs postes ou d'accepter de travailler selon les nouvelles règles. La même politique est appliquée à travers la saisie par des entreprises publiques russes d'installations appartenant à des entreprises publiques ukrainiennes, comme la saisie de la centrale nucléaire de Zaporijia par Rosatom. À cause de ces actions de FR, les employés de la station sont devenus des otages, car ils ne peuvent pas cesser d'exercer leurs fonctions pour maintenir une situation sûre et sont en même temps obligés d'obéir aux représentants de FR dans l'exercice de leurs fonctions. Les employés de la station ont été intimidés, ont fait usage de la force physique contre eux et ont été menacés de confiscation de leurs biens. En conséquence, ils ont été contraints de signer des contrats de travail avec Rosatom ou de quitter le territoire occupé²³³. En raison de manipulations similaires concernant la mise en œuvre du droit international humanitaire concernant la poursuite du travail des institutions s'occupant et dispensent une éducation aux

231 Les affaires dans les territoires occupés: des otages aux collaborateurs. Sol, 2024. URL: <https://grnt.media/nashi-lyudy/biznes-na-okupovanyh-terytoriyah/>

232 Rapport analytique «Changements dans la composition démographique de la population du territoire occupé des régions de Donetsk et de Louhansk.» SOS Est. 04.04.2023. P. 71. URL: https://www.dropbox.com/scl/fi/muhyms47ykp3w7rs5zhrk/_web.pdf?rlkey=nqwol8yv3an8rzuehvrrgz47u&e=1&dl=0

233 La situation des droits de l'homme pendant l'occupation russe du territoire de l'Ukraine et ses conséquences 24 février 2022 - 31 décembre 2023. HCDH. 20.03.2024. P. 97. URL: <https://ukraine.un.org/sites/default/files/2024-04/2024-03-20-OHCHR-Report-Occupation-Aftermath-UKR.pdf>

enfants, les représentants de FR tentent d'attirer le personnel éducatif ukrainien, exigeant la poursuite de l'éducation dans le cadre du système éducatif russe.

«Ces ingénieurs qui travaillaient pour lui là-bas, ils étaient comme ça, parce qu'ils entraient juste par la porte, les faisaient sortir là-bas, ils disaient, soit ils travailleraient, soit ils iraient tous au sous-sol.» «C'est-à-dire qu'il n'y avait pas d'options, ils ne nous ont même pas donné l'opportunité, ceux qui voulaient partir, sont partis.»²³⁴.

Les représentants de FR encouragent les employés des infrastructures civiles, les agences gouvernementales et les organismes chargés de l'application de la loi et de la justice à coopérer.

«Et nous avons en quelque sorte observé par nous-mêmes jusqu'à ce que cette rotation se produise. Ils sont venus. À cette étape, les drapeaux ukrainiens étaient déjà accrochés sur les maisons locales, dans les mairies et dans toute la ville. Personne ne les tenait. Autrement dit, personne ne pouvait voir que quelque chose était en train de changer. Et tout le monde était confiant, et des rassemblements pro-ukrainiens ont eu lieu. Mais il y avait une rotation. Ils ont dit qu'il n'y aurait plus d'Ukraine ici. Ils nous ont également rencontrés. On a parlé dans mon bureau. Ils ont dit que tu avais passé un mauvais moment ici. Nous avons dit que nous étions très heureux ici sans toi, et que personne ne t'attendait ici. L'un est militaire, car à cette époque, il était employé du FSB, de la Garde russe, et officier militaire. Ils étaient trois. Les derniers dans la rue les gardaient. L'armée affirme que vous pourrez continuer vos activités si vous portez des brassards blancs. On a refusé. C'est-à-

dire que cette conversation a de nouveau été rapportée à la haute direction. J'ai été convoqué à l'école professionnelle à cause de mon subordonné. Nous sommes arrivés là-bas, ils nous ont mis des sacs sur la tête et ils nous ont posé des questions toute la journée. Ils ont posé des questions, des questions qui n'avaient absolument aucun sens. Eh bien, j'attends une réponse à ces questions. C'est à quel point les questions étaient folles. Eh bien, ils ont battu, battu, torturé. Alors ils devraient être fusillés. Eh bien, ils ne lui ont pas tiré dessus, ils l'ont jeté dehors. Ils ont dit que tu viendrais le lendemain²³⁵.

En même temps, le travail dans les organismes gouvernementaux, les entreprises et les institutions russes est considéré par l'Ukraine comme une infraction et est classé en vertu de l'article 1111 du Code pénal de l'Ukraine comme une activité collaborative. En outre, dans la plupart des cas, le simple fait d'être enregistré pour un tel travail est suffisant; les circonstances de l'occupation, l'intention et le préjudice aux intérêts nationaux de telles actions ne sont pas davantage pris en compte dans le cadre de l'enquête préliminaire ou du procès²³⁶. De toute évidence, FR utilise activement cette pratique pour renforcer son influence et pour rompre davantage les liens de la population locale des territoires occupés avec l'Ukraine, en la convainquant qu'il n'y a pas de retour en arrière et que le retour des autorités ukrainiennes sur ces territoires signifiera la responsabilité de tous ceux qui y sont restés.

Selon le ministère de la Justice de l'Ukraine, seulement dans le TTO de la République autonome de Crimée et de la ville Sébastopol abrite environ 4 000 entreprises, organisations et institutions appartenant à

234 Entretien avec un habitant de la région de Zaporijia.

235 Entretien avec un habitant de la région de Kherson.

236 Survie ou crime: comment l'Ukraine punit le collaborationnisme. Rapport analytique / Synyuk O., Deputat D., Vyshnevska I., Volkovynska V., Chervonna V., Yeligulashvili M.; éd. Lunyova O. Kyiv, 2024. URL: https://zmina.ua/wp-content/uploads/sites/2/2024/07/colaboratz_print_ukr.pdf

CHAPITRE 3

RAPPORT SPÉCIAL

CONCERNANT LA SITUATION DANS LES TERRITOIRES UKRAINIENS TEMPORAIREMENT OCCUPÉS PAR LA FÉDÉRATION DE RUSSIE

l'État de l'Ukraine. En conséquence, les estimations minimales des conséquences potentielles de l'application de l'article 1111 du Code pénal ukrainien dans la Crimée désoccupée indiquent la possibilité de poursuites pénales contre environ plus de 200 000 personnes, dont presque tous les enseignants et presque toutes les entités commerciales²³⁷.

La politique démographique agressive de FR vise également à rompre les liens. En plus des déportations et des déplacements forcés déjà mentionnés, ainsi que de la passeportisation forcée de la population locale, la Russie encourage activement les jeunes locaux à se rendre sur le territoire russe pour poursuivre leurs études. C'est pourquoi le programme «Changements universitaires» est offert, visant à l'orientation professionnelle et à la «formation de l'identité russe» chez les enfants âgés de 12-17 ans des territoires occupés d'Ukraine, à travers leur transfert pour des «changements» de 10 jours dans des établissements d'enseignement supérieur russes²³⁸. En 2023, environ 10 700 écoliers des écoles techniques des régions de Donetsk, Louhansk, Zaporijia et Kherson ont participé à «University Changes», soit presque le même nombre qu'en 2022, et le nombre d'établissements d'enseignement supérieur

participant au programme continue d'augmenter²³⁹. L'étape suivante consiste à offrir des conditions préférentielles d'admission dans les établissements d'enseignement supérieur russes avec la possibilité d'obtenir un emploi supplémentaire sur le territoire de FR.²⁴⁰

En plus d'encourager et de forcer les citoyens ukrainiens à quitter les territoires occupés, FR mène aussi une politique active de réinstallation de ses propres citoyens dans ces territoires depuis au moins le début de l'occupation²⁴¹. Entre 2014 et 2017 seulement, plus de 100 000 personnes se sont officiellement installées en Crimée. Citoyens russes, y compris les retraités, les fonctionnaires et les militaires avec leurs familles²⁴². Selon les organisations de défense des droits de l'homme, en décembre 2023, environ 800 000 personnes étaient déjà arrivées en Crimée les citoyens de la Fédération de Russie²⁴³. Selon les autorités d'occupation, au début de l'année 2024, plus de 500 000 personnes s'étaient installées en Crimée. Pour une région d'environ 2,5 millions d'habitants, signifiant que plus de 20 % de ses habitants ont déjà été remplacés. Dans le même temps, dans la ville de Sébastopol, la population a augmenté de 384 000 habitants.

237 Selon les informations fournies par la Représentation du Président de l'Ukraine en République autonome de Crimée à la demande du Commissaire aux droits de l'homme de la Verkhovna Rada d'Ukraine.

238 Rapport analytique «Le programme «Changements universitaires» comme outil d'endoctrinement et de destruction de l'identité ukrainienne des enfants et des jeunes des territoires temporairement occupés» / Vol. Litchko, A. Vorobyova, M. Sulyalina, O. Shapoval, O. Ohredko. Kyiv: Maison d'édition centrale «Almenda», 2024. P. 14. URL: https://almenda.org/wp-content/uploads/2024/02/Rapport-analytique-CGP-Almenda_University-changes_2023-2024.pdf

239 Là, p. 22.

240 Là, p. 5.

241 Rapport sur les résultats d'une étude de la politique de FR concernant le changement forcé de la composition démographique de la population du territoire occupé de la péninsule de Crimée. RCPL. 2021. URL: <https://krymbezpravil.org.ua/issues/otchet-o-rezultatakh-yssledovanyya-polityky-rf-po-prynudytelnomu-yzmenenyu-demohrafycheskoho-sostava-naselnyya-okkupyrovannoho-kr-mskoho-poluostrova/>; «La Crimée sans règles. «Revue thématique de la situation des droits de l'homme sous occupation.» Édition spéciale. La réinstallation de la population civile de FR sur le territoire occupé de l'Ukraine – la République autonome de Crimée et la ville de Sébastopol. Kyiv, 2015. URL: https://www.helsinki.org.ua/wp-content/uploads/2016/04/Crimea_Beyond_Rules_special-issue_ru.pdf

242 Dix ans d'occupation par FR: les droits de l'homme dans la République autonome de Crimée et la ville de Sébastopol, Ukraine. HCDH. 28.02.2024. P. 22. URL: https://ukraine.un.org/sites/default/files/2024-02/2024-02-28%20OCHR%20Dix%20ans%20d'occupation%20en%20Crimée%20UKR_0.pdf

243 Des centaines de milliers de Russes se sont installés dans les territoires occupés de l'Ukraine: des exemples illustratifs de colonisation. UHHRU. 06.12.2023. URL: <https://www.helsinki.org.ua/articles/sotni-tysiach-rosiian-pereikhaly-na-okupovani-terytorii-ukrainy-pokazovi-prykklady-kolonizatsii/>

au début de 2014 à 561 mille. début 2024, soit de 46 %²⁴⁴.

La Russie encourage activement ses propres citoyens à s'installer dans les territoires occupés, en lançant des programmes d'État tels que «Docteur Zemsky», «Professeur Zemsky», «Travailleur culturel Zemsky» (en russe: «Земской доктор», «Земской учитель», «Земской деятель культуры»). Les programmes prévoient également la fourniture de logements aux citoyens russes à partir de «fonds publics» et de 2 millions de roubles. aide financière ponctuelle. Des avantages sont aussi prévus pour les entreprises russes qui transfèrent leurs employés dans les territoires occupés²⁴⁵.

«Maintenant, j'ai un ami là-bas», dit-il, «70 % de l'entrée est un bâtiment de neuf étages. Il y a une entrée pour 4 appartements. C'est-à-dire 36 appartements, dit-il, 70% je ne sais pas. Et il s'agit généralement de personnes en âge de retraite. C'est-à-dire qu'ils ont déjà été importés et créent leur propre calque à cet endroit. Et c'est exactement là qu'ils font venir des retraités comme ça²⁴⁶.

«Puis le temps a commencé où ils ont probablement commencé à venir en famille, car il [le militaire russe] n'y allait plus seul, mais avec une fille d'une certaine sorte.» Ou alors, il y avait des rumeurs comme quoi ils cherchaient des appartements, que je déménageais ma femme, ou autre chose. C'est-à-dire qu'ils ont commencé à arriver immédiatement. Et puis, qu'en est-il de la

ville, cette même 15ème école, ma nièce y étudie, elle y a étudié. Et ils ont amené des enseignants en masse, parce que presque tous les enseignants de nos écoles sont partis. C'est la 15ème école et de nombreux enseignants y ont été amenés. Et ce qui était intéressant, c'est que la plupart d'entre eux venaient du Daghestan²⁴⁷.

Toutes les actions ci-dessus visent un but à long terme: transformer définitivement les territoires occupés de l'Ukraine en territoires «russes», en expulsant d'eux qui conque représente le moindre danger, est déloyal ou résiste aux autorités russes. Ces déplacements se produisent par le recours à la violence, à l'intimidation et, plus tard, aussi par des poursuites judiciaires, des expulsions, etc.

La population restante s'attache autant que possible à FR en rompant tout lien possible avec l'Ukraine – par l'imposition forcée de la citoyenneté russe et, par conséquent, l'imposition du service militaire et du service forcé dans les forces armées, rendant impossible de recevoir des services, de faire des affaires, d'acquiescer et de protéger des droits de propriété, de trouver un emploi ou de recevoir une éducation dans le territoire occupé sans un passeport russe ou une réinscription en vertu de la loi de FR.

Pour exercer une pression et un contrôle supplémentaires sur les territoires occupés, des citoyens russes s'y installent, véhiculant aussi des récits de propagande et la culture politique russe dans la vie quotidienne.

244 Selon les informations fournies par la Représentation du Président de l'Ukraine en République autonome de Crimée à la demande du Commissaire aux droits de l'homme de la Verkhovna Rada d'Ukraine.

245 Confiscation d'appartements et avantages pour les colons: comment la Russie modifie la composition ethnique des territoires occupés de l'Ukraine. LB.ua. 04.07.2024. URL: https://lb.ua/news/2024/06/04/616769_konfiskatsiya_kvartir_i_pilgi.html

246 Entretien avec un habitant de la région de Zaporijia.

247 Entretien avec un habitant de la région de Zaporijia.

CHAPITRE 4

**Répondre et contrer
l'agression russe
(actions et pratiques
illégalles) aux niveaux
national et international:
leçons de l'Ukraine**

Répondre et contrer l'agression russe (actions et pratiques illégales) aux niveaux national et international: leçons de l'Ukraine

Comme indiqué plus haut, la situation générale des droits de l'homme dans les territoires ukrainiens occupés par FR et les réponses aux hypothèses clés avancées à cet égard dans le cadre du rapport spécial indiquent un certain nombre de politiques systématiques et ciblées de FR visant à préparer, déployer des opérations militaires, s'emparer de territoires ukrainiens et soumettre la population civile de ces territoires. À savoir:

- FR utilise systématiquement et largement les événements d'information et culturels, ses propres médias contrôlés, la stimulation des études dans les établissements d'enseignement russes, la passeportisation avec des passeports russes et d'autres outils comme outils d'influence sur la population civile de l'Ukraine et comme base pour la possibilité d'une nouvelle expansion de l'occupation des territoires et d'établir un contrôle sur leur population, qui a été soumise auparavant à une forte influence.
- Pour s'emparer de territoires, et notamment dans des conditions où une telle influence préalable sur ceux-ci était impossible pour diverses raisons, FR instrumentalise la commission de crimes internationaux et de violations flagrantes des droits de l'homme, y compris des pratiques généralisées de violence con-

tre la population civile dans la zone de combat et dans les territoires conquis, comme l'une des tactiques de guerre et d'établissement du contrôle sur des territoires et des populations étrangères.

- Après avoir occupé les territoires ukrainiens, FR a rapidement mis en place des pratiques administratives ayant conduit à de graves violations des droits de l'homme, dont la plupart sont commises depuis des années sur son propre territoire. En même temps, les autorités d'occupation poursuivent une politique ciblée d'engagement contre les GONGO²⁴⁸, en persuadant les représentants du gouvernement local et les militants à coopérer afin de gagner la loyauté de la population civile locale, ainsi qu'en remplaçant la population locale des territoires occupés par des citoyens de FR et en l'intégrant totalement dans la réalité juridique de FR.

Ces pratiques et actions ne sont pas des excès aléatoires de la part d'auteurs individuels, mais le résultat d'une politique systématique de cet État, qui n'aurait pu être initiée et mise en œuvre sans le consentement des hauts fonctionnaires de FR. En conséquence, ils ont pour but, entre autres, de soumettre la population civile des territoires occupés à FR et de lui assurer la rupture maximale de tout lien avec son propre État ukrainien.

248 GONGO – Abréviation anglaise pour les organisations non gouvernementales gérées par l'État.

CHAPITRE 4

RAPPORTO SPECIALE SULLA SITUAZIONE NEI TERRITORI DELL'UCRAINA TEMPORANEAMENTE OCCUPATI DA FEDERAZIONE RUSSA

Cela pose de nombreux défis à l'Ukraine et aux autorités compétentes, généralement liés à la nécessité et à la capacité de maintenir des liens avec sa propre population, qui est forcée de rester dans les territoires occupés. Développer des approches qui maintiendront une balance entre les mesures de sécurité et les mesures de réintégration, de protection et de rétablissement des droits des victimes des conséquences de la guerre. Il est aussi nécessaire de contrer l'utilisation systématique par FR des violations des droits de la population civile et des règles de la guerre comme outil de conquête des territoires ukrainiens occupés.

L'analyse générale des données obtenues et analysées lors de la préparation de ce rapport indique des conclusions importantes et l'expérience acquise dans l'élaboration par l'Ukraine de politiques de réintégration et de maintien des liens avec la population des territoires occupés, de restauration et de protection des droits des victimes des conséquences d'une occupation prolongée, dont certaines sont discutées plus en détail, sont explorés dans cette section.

I. Les autorités ukrainiennes élaborent en général des politiques réactives à l'égard des territoires occupés et de leur population, et l'adoption et la mise en œuvre de politiques concernant ces territoires sont caractérisées par l'inertie importante.

Ainsi, après le début de l'agression et de l'occupation russes de la péninsule de Crimée en avril 2014, la Verkhovna Rada d'Ukraine a adopté la loi ukrainienne «sur la garantie des droits et libertés des citoyens

et du régime juridique dans le territoire temporairement occupé de l'Ukraine»²⁴⁹, dont l'effet a été étendu plus tard à tous les territoires occupés de l'Ukraine. La loi consacre notamment l'obligation de l'État d'entretenir des relations avec les citoyens vivant dans le territoire de l'Ukraine et de prendre les mesures appropriées pour protéger leurs droits. En outre, la loi a consigné la position politique concernant la responsabilité de FR pour les violations des droits et libertés de l'homme et du citoyen et pour les dommages causés par l'occupation. En 2014, la loi ukrainienne «sur la garantie des droits et des libertés des personnes déplacées à l'intérieur du pays » a également été adoptée²⁵⁰, ayant défini le concept de «personne déplacée à l'intérieur de son propre pays», consacré les garanties de leurs droits, assurant une comptabilité appropriée, etc. En 2017, le Gouvernement a approuvé la première stratégie d'intégration des personnes déplacées à l'intérieur du pays²⁵¹. La première stratégie de désoccupation et de réintégration du territoire temporairement occupé de la République autonome de Crimée et de la ville de Sébastopol a été adoptée par décision du Conseil national de sécurité et de défense de l'Ukraine et approuvée par décret du Président de l'Ukraine en mars 2021²⁵².

Parallèlement, depuis le début de la guerre en 2014, des faits de pratiques discriminatoires à l'encontre des résidents du territoire ukrainien ont été constatés en raison d'actions et de décisions des autorités ukrainiennes, telles que des limitations à l'accès aux services bancaires ou de retraite, des limitations à la circulation des biens personnels à travers les points de contrôle,

249 Sur la garantie des droits et libertés des citoyens et du régime juridique dans le territoire temporairement occupé de l'Ukraine: Loi de l'Ukraine n° 1207 du 19 mai 2024. URL: <https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/1207-18#Text>

250 Sur la garantie des droits et des libertés des personnes déplacées à l'intérieur du pays: Loi de l'Ukraine du 20 octobre 2014, N° 1706-VII. URL: <https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/1706-18#Text>

251 Sur l'approbation de la Stratégie pour l'intégration des personnes déplacées à l'intérieur du pays et la mise en œuvre de solutions à long terme au déplacement interne pour la période allant jusqu'en 2020: Arrêté du Cabinet des ministres de l'Ukraine du 15 novembre 2017, N° 909-r. URL: <https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/909-2017-%D1%80#Text>

252 Sur la décision du Conseil national de sécurité et de défense de l'Ukraine du 11 mars 2021 «Sur la stratégie de désoccupation et de réintégration du territoire temporairement occupé de la République autonome de Crimée et de la ville de Sébastopol»: Décret présidentiel à partir du 24 mars 2021 n° 117/2021. URL: <https://www.president.gov.ua/documents/1172021-37533>

etc. En outre, les actions des autorités se caractérisaient souvent par l'absence d'une politique coordonnée et systématique qui respecterait les garanties inscrites dans la législation. Chaque jour où ces questions restent non résolues a l'impact négatif significatif sur la capacité de l'Ukraine à contraindre les mesures de FR visant à soumettre la population des territoires occupés, les immergeant de fait dans la réalité juridique, informationnelle et socio-économique du pays occupant.

Ce n'est qu'en 2016 que le ministère compétent pour la réintégration des territoires temporairement occupés de l'Ukraine a été créé en tant qu'organe exécutif central assurant la formation et la mise en œuvre de la politique de l'État sur le territoire temporairement occupé et la protection des droits de la population qui y vit. La présence d'organes exécutifs centraux dans la structure gouvernementale a eu l'impact positif sur les possibilités d'influencer et de façonner les politiques de désoccupation et de maintenir les liens avec la population du territoire de l'Ukraine. Toutefois, au moment de la rédaction du présent rapport, les activités de l'organisme susmentionné ont effectivement pris fin et la répartition de ses pouvoirs reste incomplète (certains pouvoirs ont été transférés au ministère du Développement communautaire et territorial de l'Ukraine, mais pas tous). En même temps, le but annoncé du nouveau Ministère de l'Unité nationale de l'Ukraine est principalement axé sur le maintien des liens avec les Ukrainiens à l'étranger et ne prend pas en compte le travail avec les TTO et les millions de citoyens qui y restent²⁵³.

En même temps, il est important de noter l'expérience positive et l'impact de la reprise des activités en exil de certains organes gouvernementaux et des forces de

l'ordre des unités administratives et territoriales ukrainiennes ayant été entièrement occupées par l'agresseur pour maintenir le contact avec les citoyens sur le TTO ukrainien. Par exemple, les activités de la Représentation du Président de l'Ukraine dans la République autonome de Crimée ont repris sur le territoire contrôlé par le gouvernement et le travail avec les citoyens à Kyiv et dans les territoires adjacents à la Crimée occupée dans la ville de Kherson. Depuis 2021, une stratégie actualisée pour les activités de cet organisme a été approuvée, parmi les priorités de laquelle figure l'amélioration du travail avec les recours des citoyens, en particulier l'établissement d'un retour d'information systématique avec les citoyens ukrainiens vivant dans la République autonome de Crimée et la ville de Sébastopol, étrangers et apatrides légalement présents sur ce territoire, préparation de propositions pour résoudre les problèmes problématiques, etc.²⁵⁴. Ou l'œuvre restaurée en ville. Bureau du procureur de la République autonome de Crimée et de la ville de Kyiv Sébastopol, dont la stratégie d'activité a aussi été révisée en lien avec les conséquences de la guerre, en tenant compte des normes du droit international humanitaire et de la nécessité de travailler sans accès au territoire des crimes, des victimes et des suspects, l'introduction d'approches d'enquête innovantes, le travail avec des preuves numériques et la possibilité de communication avec les citoyens du TTO d'Ukraine via des services en ligne, etc.²⁵⁵.

Depuis le début de l'invasion russe à grande échelle, l'État a acquis une expérience significative et bien documentée en matière de libération de territoires, de rétablissement du travail des organes gouvernementaux et de restauration des droits des personnes concernées. Toutefois, le gouvernement n'a pas encore approuvé la

253 Réunion du comité à partir du 23.12.2024. chaîne YouTube [Comité Verkhovna Rada d'Ukraine sur les droits de l'homme](https://youtu.be/eDw5v8BR5IQ?t=2197). 23.12.2024. URL: <https://youtu.be/eDw5v8BR5IQ?t=2197>

254 Sur les domaines d'activité prioritaires de la Représentation du Président de l'Ukraine en République autonome de Crimée: Décret du Président de l'Ukraine du 13 avril 2021. N° 160/2021. URL: <https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/160/2021#Text>

255 La stratégie de développement du Parquet de la République autonome de Crimée sous occupation temporaire pour 2019-2021 a été approuvée. Site officiel du parquet de l'ARC et de la ville Sébastopol. 10.10.2018. URL: <https://surl.li/iigaks>

CHAPITRE 4

RAPPORTO SPECIALE SULLA SITUAZIONE NEI TERRITORI DELL'UCRAINA TEMPORANEAMENTE OCCUPATI DA FEDERAZIONE RUSSA

Stratégie pour la restauration du pouvoir d'État et la réintégration de la population des territoires désoccupés de l'Ukraine, ayant été élaborée avec la large participation du public, des organisations internationales et des experts indépendants et ayant pris en compte l'expérience à long terme de travail avec les territoires occupés et de restauration de la vie dans les territoires libérés. Au niveau des actes juridiques réglementaires ou des décisions des différentes branches du Gouvernement, l'expérience de l'évacuation des organes gouvernementaux (par exemple, le pouvoir judiciaire) du territoire ukrainien ou de la zone de combat, les recommandations et la sécurité juridique concernant les conséquences de la capture d'une personne ayant autorité, etc., n'ont pas encore été institutionnalisées pour la plupart.

La stratégie et des mesures visant à rétablir le travail de la justice pénale dans les territoires libérés de l'occupation de longue durée ont également été élaborées, mais n'ont pas encore été approuvées par le Bureau du Procureur Général. Quel est le sort des procédures ukrainiennes perdues et inachevées avant l'occupation qui sont restées devant la Cour constitutionnelle ukrainienne? que faire des affaires criminelles et des décisions de justice des autorités d'occupation et des milliers de personnes dans les lieux de détention au moment de la libération; comment assurer rapidement le rétablissement des ressources humaines et du soutien logistique pour le travail des agences de justice pénale dans ces territoires après la libération; que faire des dizaines de milliers de personnes potentiellement responsables de collaborationnisme, mais dont les actes n'ont manifestement pas eu de conséquences significatives pour le pays et dont les poursuites entraveraient les efforts de réintégration? Les solutions à ces problèmes ont été

élaborées et pourraient nécessiter des discussions supplémentaires, mais le report de telles décisions ne fait qu'exacerber beaucoup de craintes de la population civile dans la TTO ukrainienne et ajoute des opportunités pour les autorités d'occupation d'intimider les citoyens.

Malgré le fait que le préjudice le plus répandu et le plus dangereux en termes de conséquences soit l'impact sur les enfants et la militarisation systémique de l'éducation (en fait, près de 1,6 million d'enfants ukrainiens sont devenus otages de l'État occupant en 2024)²⁵⁶ L'Ukraine manque actuellement d'un concept éducatif d'État et d'une vision unifiée des autorités concernant la réintégration des enfants et des jeunes ayant été sous occupation et les processus de restauration du système éducatif après la désoccupation.

En outre, parmi les défis systémiques conduisant à des problèmes d'accès aux services ou à l'exercice des droits des citoyens du territoire ukrainien occupé, on trouve l'absence de reprise du travail ou l'absence de décisions sur le transfert de certains pouvoirs des organismes dont les activités n'ont pas repris après l'occupation (tant les institutions étatiques de protection des droits de l'enfant que les communautés professionnelles indépendantes, comme le barreau, etc.) à d'autres structures et organismes du territoire sous le contrôle du Gouvernement.

Ces exemples et d'autres illustrent une politique étatique plutôt réactive et inerte concernant la réintégration des TTO ukrainiens et de leur population, ainsi que les tendances récentes à l'exclusion ou à l'ignorance des questions de protection et de restauration des droits des personnes ayant des TTO dans les politiques stratégiques clés de l'État et les recommandations sur l'intégration européenne, où ce groupe réellement vulnérable n'est pas pris en compte.

256 Recommandations (feuille de route) sur la politique de réinsertion des enfants et des jeunes qui ont été sous occupation. Centre d'éducation civique d'Almenda. 03.05.2024: <https://almenda.org/rekomendacii-dorozhnya-karta-shhodo-politiki-reintegracii-ditej-ta-molodi-yaki-perebuvali-v-okupacii/>

II. L'Ukraine doit renforcer considérablement le potentiel de ses propres politiques et pratiques capables de contrer les mesures prises par FR pour soumettre la population civile des territoires occupés et rompre ses liens avec l'Ukraine.

Ce rapport examine les pratiques systématiques et à grande échelle de violations des droits de l'homme dans le territoire ukrainien., entre autres, ont pour tâche principale pour FR de soumettre la population civile de ces territoires et d'assurer la rupture maximale de tout lien avec leur État, l'Ukraine. En fait, la rupture de ces liens se produit dans plusieurs domaines principaux, dans lesquels, en particulier, il est important pour l'Ukraine de développer à la fois des mesures pour contrer les actions criminelles de la FR, ainsi que des solutions préventives et proactives pour créer les conditions permettant de maintenir les liens avec sa propre population, qui est temporairement sous occupation.

Connexions physiques. Immédiatement après l'établissement du pouvoir d'occupation sur la péninsule de Crimée et dans certains territoires des régions de Donetsk et de Louhansk en 2014, la Fédération de Russie a restreint la circulation de la population du territoire contrôlé par le Gouvernement ukrainien, en établissant ce qu'on appelle un «contrôle aux frontières». En raison de l'occupation prolongée, l'Ukraine a été contrainte d'établir des points de contrôle d'entrée et de sortie à la frontière avec les territoires occupés, dont le passage est devenu le seul moyen légal d'entrer et de sortir des territoires occupés. En même, en raison de problèmes de sécurité, l'État a restreint le trafic aérien et la circulation de tout autre moyen de transport (à l'exception des voitures privées) à travers des points de contrôle établis à la frontière avec les territoires occupés.

Depuis 2019, des centres de services administratifs ont été créés aux différents

points de contrôle, des bureaux bancaires et postaux ont été implantés, des transports gratuits ont été lancés, des citoyens ont été reçus, des réunions de représentants des organes de l'État ont eu lieu et des visites aux points de contrôle par des délégations étrangères ont été organisées, etc.

Ces actions combinées ont certainement contribué à maintenir les liens avec la population des territoires occupés. Milliers de citoyens traversent chaque jour ces points de contrôle dans les deux sens. Et selon le Service national des frontières de l'Ukraine, d'octobre 2014 jusqu'au début de l'invasion à grande échelle en février 2022, 55 885 millions de faits de franchissement de la ligne de contact par des personnes du TTO dans l'est de l'Ukraine ont été enregistrés, ainsi que 18 323 millions de faits de franchissement de la frontière administrative du TTO de la République autonome de Crimée. Dans le même temps, FR a régulièrement pratiqué des restrictions illégales ou des blocages des déplacements de la République autonome d'Ukraine vers les territoires contrôlés par le gouvernement, par exemple lors des campagnes d'admission dans les établissements d'enseignement supérieur, sous prétexte de mesures de lutte contre l'épidémie de COVID-19, ou pour empêcher la population civile d'accéder aux services administratifs, bancaires, médicaux et autres services ukrainiens.

Après le début de l'invasion à grande échelle en 2022, la ligne de démarcation a été effectivement transformée par FR en une ligne d'hostilités actives, les points de contrôle correspondants ont été détruits ou capturés et transformés en soi-disant points de contrôle des territoires capturés par FR après 2022. En outre, l'un des facteurs les plus puissants de la rupture physique des liens avec les territoires a été la politique à grande échelle de FR visant à expulser des territoires occupés, pour la plupart des citoyens ukrainiens déloyaux, à créer des flux de personnes déplacées à l'intérieur du pays et à coloniser les territoires occupés

CHAPITRE 4

RAPPORTO SPECIALE SULLA SITUAZIONE NEI TERRITORI DELL'UCRAINA TEMPORANEAMENTE OCCUPATI DA FEDERAZIONE RUSSA

avec ses propres citoyens²⁵⁷, conduisant finalement à le changement significatif dans la composition démographique de la population de ces territoires.

Actuellement, pour des raisons objectives, il n'existe pas de solutions systémiques pour la circulation directe des citoyens entre le TTO et les territoires contrôlés par le gouvernement ukrainien. La coopération inter-institutionnelle et intersectorielle en matière d'évacuation des populations occupées est à un faible niveau. Il n'existe pas de politiques d'évacuation dûment approuvées, notamment celles des groupes professionnels individuels ou des représentants des organismes gouvernementaux, qui offriraient les conditions d'une sécurité juridique des actions en cas de saisie ou de menace de saisie de territoires. L'État a été confronté au défi de développer de nouvelles solutions pour maintenir le contact physique avec la population dans des conditions d'occupation prolongée et en l'absence d'accès direct du TTO aux territoires contrôlés par le gouvernement ukrainien. Actuellement, ces contacts ne s'effectuent que par l'intermédiaire d'un seul point de contrôle opérationnel (avec la République de Biélorussie).²⁵⁸ et par l'accès des résidents du TTO d'Ukraine aux institutions diplomatiques étrangères compétentes de l'Ukraine.

En même temps, l'État devra faire face à de nombreux défis en raison de la nécessité de déminer les territoires désoccupés, comme le montrent l'expérience et les ressources limitées pour éliminer les explosifs des territoires désormais libérés de l'occupation russe.

Relations juridiques. Immédiatement après l'occupation et la tentative d'annexion des territoires ukrainiens, FR a mené une politique rapide d'intégration de ces terri-

toires dans son espace juridique, ainsi que de délivrance de passeports à la population avec ses propres documents ou des documents de formations sous son contrôle²⁵⁹. La législation pénale et autre de FR a aussi été introduite, ne laissant à la population civile aucun choix ni aucune possibilité de continuer à se conformer à la législation et aux documents ukrainiens. L'État ukrainien ne reconnaît pas l'extension de la législation russe à ces territoires et, par conséquent, ne reconnaît pas ses conséquences, notamment dans le cadre de l'acquisition de droits par la population civile, etc.

En avril 2014, la Verkhovna Rada d'Ukraine a adopté la loi ukrainienne «sur la garantie des droits et libertés des citoyens et le régime juridique du territoire temporairement occupé de l'Ukraine», définissant le statut juridique des territoires temporairement occupés d'Ukraine et le régime juridique qui leur était applicable (à cette époque, la loi s'appliquait uniquement aux territoires temporairement occupés de la République autonome de Crimée et de la ville de Sébastopol). En 2022, la loi pertinente a été étendue à tous les TTO d'Ukraine.

Malgré la non-reconnaissance législative de l'acquisition forcée de la citoyenneté russe sur le territoire ukrainien, cette norme reste souvent déclarative et est ignorée dans les pratiques réelles, notamment dans le contexte de l'imposition de sanctions aux citoyens ukrainiens individuels du territoire ukrainien en tant que citoyens de FR, en utilisant le fait d'obtenir un passeport russe pour qualifier des activités de collaboration, des pratiques discriminatoires de restriction de l'accès aux services, aux postes ou à l'exercice des droits (prévoyance retraite), etc. Malgré la disposition législative relative à la reconnaissance des documents confirmant le fait de naissance,

257 Pour plus d'informations sur les pratiques et les actions de la Fédération de Russie en matière de violations des droits de l'homme dans divers domaines afin de soumettre la population des territoires occupés, voir la section 3.

258 Jusqu'en août 2024, un point de contrôle pour le retour des citoyens ukrainiens du territoire de la Fédération de Russie, «Kolotylivka – Pokrovka», travaillait.

259 Pour plus d'informations sur les pratiques et les actions de la Fédération de Russie en matière de violations des droits de l'homme dans divers domaines afin de soumettre la population des territoires occupés, voir la section 3.

de décès, d'enregistrement (dissolution) de mariage dans le TTO d'Ukraine, seules les procédures judiciaires de reconnaissance de ces faits sont encore prévues, ce qui complique considérablement l'accès des citoyens du TTO d'Ukraine aux documents ukrainiens importants pour l'exercice des droits. Durant la longue occupation, pas plus de 10 % des naissances dans le TTO d'Ukraine étaient enregistrées selon la législation ukrainienne. Le taux d'inscription a chuté de manière critique après le début de l'invasion à grande échelle. Ainsi, selon les autorités d'occupation, sur le territoire de la République autonome de Crimée et de la ville entre 2022 et 2024, 63 833 enfants sont nés à Sébastopol. En même temps, les autorités d'état civil de l'État n'ont enregistré que 5 492 naissances²⁶⁰.

En conséquence, cela prive non seulement l'État d'informations importantes sur sa propre population dans le TTO d'Ukraine, mais laisse aussi des centaines de milliers de citoyens sans documents appropriés et contribue en réalité à renforcer leur lien juridique avec l'État occupant.

La procédure de confirmation du lieu de résidence enregistré d'une personne sur le TTO d'Ukraine reste tout aussi compliquée. Malgré les dispositions de la loi ukrainienne «sur la fourniture de services publics (publics électroniques) en ce qui concerne la déclaration et l'enregistrement du lieu de résidence en Ukraine»²⁶¹ normes, la procédure pertinente ne fonctionne pratiquement pas. Les organismes publics n'ont pas le pouvoir de tenir des registres du lieu de résidence enregistré/déclaré des personnes inscrites sur le TTO d'Ukraine; identification compliquée des personnes sans papiers (ceux qui reviennent en Ukraine via des pays tiers s'adressent aux institutions diplomatiques étrangères); rend impossible ou diffi-

cile l'obtention d'un numéro fiscal individuel sans lieu de résidence enregistré, etc.

En raison des conséquences de l'occupation, l'État a perdu l'accès aux registres et aux données de l'État, aux documents d'archives, aux décisions de justice et aux documents des procédures pénales préliminaires; il n'existe pas de grande quantité d'informations sur les objets du fonds foncier, le sous-sol et le patrimoine culturel dans le TTO de l'Ukraine. Les mécanismes permettant leur restauration n'ont généralement pas encore été développés, limitant considérablement ou rend impossible l'exercice de certains droits par les citoyens du TTO d'Ukraine, notamment les droits de propriété. En même temps, par exemple, la législation oblige le personnel de l'État et les militaires à déclarer leurs biens à l'Administration fiscale et douanière de l'Ukraine, même si ceux-ci peuvent être irrémédiablement perdus ou si le déclarant ou l'État ne disposent pas d'informations à leur sujet pour des raisons objectives.

Certains pouvoirs et/ou autorités ou organismes professionnels d'autonomie n'ont toujours pas été rétablis dans les territoires contrôlés par le Gouvernement, ce qui conduit à l'impossibilité d'exercer certains droits, et dans certains endroits les motifs de licenciement (rupture des relations de travail) des fonctionnaires qui n'ont pas quitté les territoires occupés et n'ont pas continué leur travail effectif dans les structures ukrainiennes ne sont pas définis légalement.

En même temps, une réalisation importante et une motivation pour maintenir les liens juridiques avec la population du TTO ukrainien a été l'approbation de l'accord sur le régime sans visa entre l'Ukraine et l'Union européenne, et par conséquent, la possibilité d'entrée sans entrave dans les pays con-

260 Quelles sont les approches possibles des documents délivrés pendant l'occupation? Note analytique. La coalition d'organisations soucieuses de protéger les droits des victimes de l'agression armée contre l'Ukraine. Janvier 2025. URL: https://zmina.ua/wp-content/uploads/sites/2/2025/02/document_ua_web_dokumenty-vydani-na-tot.pdf

261 Sur la fourniture de services publics (publics électroniques) concernant la déclaration et l'enregistrement du lieu de résidence en Ukraine: Loi de l'Ukraine du 15 novembre 2024. N° 1871. URL: <https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/1871-20#Text>

CHAPITRE 4

RAPPORTO SPECIALE
SULLA SITUAZIONE NEI TERRITORI DELL'UCRAINA
TEMPORANEAMENTE OCCUPATI DA FEDERAZIONE RUSSA

cernés pour les citoyens ukrainiens titulaires de passeports biométriques. Outre la mise en œuvre active d'outils de numérisation de divers services administratifs, notamment la création d'un portail unique de services publics «Diya» et son remplissage avec un nombre important de services publics.

L'un des principaux défis pour l'État dans le contexte d'une occupation prolongée sera la capacité de restaurer efficacement et sans violations ni restrictions significatives des droits des citoyens l'espace juridique ukrainien dans les territoires libérés. Cela soulève la question pour l'Ukraine de son attitude à l'égard de nombreux documents, décisions, etc. des autorités d'occupation ayant affecté les droits de propriété et les droits non patrimoniaux des citoyens. Il s'agit en fait de l'élaboration de mesures visant à contrer FR en forçant la population des territoires occupés à mettre en œuvre tous les documents et biens dans la réalité juridique russe. Malgré le projet de stratégie pour la restauration du pouvoir de l'État et la réintégration de la population des territoires désoccupés de l'Ukraine et le plan pour celle-ci, élaborés par le Gouvernement avec la participation d'experts²⁶², le document n'a pas encore été approuvé²⁶³. L'absence d'un tel document et de décisions pertinentes non seulement compliquera considérablement les processus de réintégration dans les territoires libérés, générant déjà beaucoup de peur parmi la population civile des territoires libérés d'Ukraine en raison de l'incertitude des conséquences possibles sur leurs droits en matière de conditions de vie après la libération des territoires et la restauration du champ juridique ukrainien.

Liens sociaux. Immédiatement après l'occupation des territoires ukrainiens, la Fédération de Russie a créé de telles conditions pour la population civile que le soutien social est devenu presque le seul moyen de survie, et l'accès à diverses formes d'assistance sociale et médicale n'a été rendu possible par la suite qu'à la condition d'obtenir des passeports russes et d'autres documents, c'est-à-dire, en fait, par la contrainte de prêter serment d'allégeance à l'occupant et de démontrer sa loyauté au gouvernement de l'agresseur²⁶⁴. En même temps, la possibilité de recevoir certains types de thérapie et l'accès à certains types de médicaments pour les résidents du territoire ukrainien contrôlé par le gouvernement ont été limités pendant l'occupation et, dans certains endroits, n'ont pas été maintenus qu'à la condition de partir vers le territoire ukrainien contrôlé par le gouvernement. Ainsi, après l'occupation de certains territoires en 2014, la nécessité de recevoir des services médicaux est devenue une raison importante de se rendre régulièrement dans les territoires contrôlés.

En même temps, après le début de l'occupation, l'Ukraine a introduit des restrictions sur l'accès aux services de retraite pour les résidents du TTO d'Ukraine²⁶⁵, ayant conduit à des pratiques discriminatoires, à des violations des droits de propriété et à la stimulation artificielle de l'augmentation du nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays, et a en réalité contribué à la rupture des liens entre les citoyens et l'État par l'agresseur. Actuellement, certaines questions visant à garantir que les personnes vivant dans la TTO ou ayant quitté

262 Une présentation du projet de stratégie pour la restauration du pouvoir de l'État et la réintégration des territoires désoccupés a eu lieu. Ukrinform. 04.10.2024. URL: <https://www.ukrinform.ua/rubric-politics/3850878-vidbulasa-prezentacia-proektu-strategii-vidnovlenna-derzvladi-ta-reintegracii-deokupovanih-teritorij.html>

263 La stratégie de restauration du pouvoir de l'État et de réintégration de la population des territoires désoccupés sera adoptée d'ici la fin du mois de juin, a déclaré Vereshchuk. Interfax-Ukraine. 29.05.2024. URL: <https://interfax.com.ua/news/general/989863.html>

264 Pour plus d'informations sur les pratiques et les actions de FR en matière de violations des droits de l'homme dans divers domaines afin de soumettre la population des territoires occupés, voir la section 3.

265 Ils ont gagné de l'argent pour leurs vieux jours et se sont retrouvés sans pension: pourquoi les retraités de Crimée demandent des indemnités devant les tribunaux. Sociale. Crimée. à partir du 29.10.2024. URL: <https://suspipline.media/crimea/867461-zaroblali-na-starist-i-zalisilisa-bez-pensii-comu-pensioneri-z-krimu-cerez-sud-dobivautsa-viplat/>

la TTO reçoivent des pensions nécessitent une réglementation supplémentaire (par exemple, un mécanisme approprié pour recevoir des pensions par les citoyens de la péninsule de Crimée temporairement occupée n'a pas encore été créé, nécessitant la confirmation de ne pas recevoir de pension de FR).

Après l'invasion à grande échelle de FR, le problème de l'enregistrement et de l'indemnisation des dommages sanitaires résultant des hostilités est devenu aigu. En même temps, par exemple, les procédures pertinentes pour établir le lien entre le handicap et les blessures résultant des hostilités ne sont toujours pas prises en compte et ne s'appliquent pas aux résidents du territoire ukrainien.

La réalisation importante dans les politiques de l'État concernant le soutien à sa propre population dans le TTO d'Ukraine a été la consolidation législative de²⁶⁶ fournir divers types de protection sociale et juridique aux personnes ayant été privées de leur liberté personnelle à la suite d'une agression armée contre l'Ukraine, ainsi qu'aux membres de leur famille. Et même si certaines pratiques de la Commission compétente, examinant la question de l'établissement du fait pertinent, doivent être améliorées (concernant l'évaluation et la prise en compte des documents et des preuves pour confirmer les faits, etc.), cette assistance même de l'État est un signal important et l'un des outils pour maintenir les liens avec les citoyens qui souffrent de persécutions de la part de l'occupant, souvent précisément pour leur position sur le maintien de l'intégrité territoriale de l'Ukraine et la résistance à l'occupation.

Liens éducatifs. Un autre défi pour l'Ukraine est la nécessité de contrer la politique à grande échelle et systémique de

l'occupant visant à militariser l'espace éducatif des territoires occupés et à empêcher l'accès à l'éducation ukrainienne pour les enfants et les jeunes de ces territoires²⁶⁷. Parmi les réalisations importantes de l'État dans ce sens, il faut noter: la relocalisation d'un total de plus de 23 000 personnes depuis 2014, étudiants des établissements d'enseignement supérieur et des institutions scientifiques situés dans le territoire de l'Ukraine vers des institutions situées dans les territoires contrôlés par le Gouvernement ukrainien; relocalisation d'établissements d'enseignement individuels de l'enseignement supérieur d'Ukraine; annulation des licences d'environ 30 établissements d'enseignement supérieur restants dans le TTO des régions de Crimée, de Donetsk et de Louhansk; création des centres éducatifs «Crimée – Ukraine» et «Donbass – Ukraine». Les décisions et pratiques suivantes de l'État ont eu l'impact positif sur le maintien des liens avec les enfants et les jeunes de la TTO d'Ukraine: l'introduction de la possibilité d'utiliser une forme d'éducation externe pour les enfants qui vivaient (vivent) dans la TTO d'Ukraine; reconnaissance des résultats scolaires obtenus dans les établissements d'enseignement supérieur de la péninsule de Crimée lors de l'admission en 2014; fournir des bourses sociales et un soutien public ciblé aux personnes déplacées à l'intérieur du pays pour leur permettre d'obtenir un enseignement professionnel (professionnel et technique), préuniversitaire et supérieur.

Cependant, l'occupation prolongée, les conséquences d'une invasion à grande échelle et l'influence significative du pays agresseur sur le système éducatif nécessitent de nouvelles solutions et stratégies. Oui, ils ne prennent pas en compte les conséquences d'une invasion à grande échelle de la réglementation du droit d'ad-

²⁶⁶ Sur la protection sociale et juridique des personnes à l'égard desquelles le fait de privation de liberté personnelle à la suite d'une agression armée contre l'Ukraine a été établi, et des membres de leur famille: Loi de l'Ukraine du 1er janvier 2010 n° 2010. URL: <https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/2010-20#Text>

²⁶⁷ Pour plus d'informations sur les pratiques et les actions de FR en matière de violations des droits de l'homme dans divers domaines afin de soumettre la population des territoires occupés, voir la section 3.

CHAPITRE 4

RAPPORTO SPECIALE SULLA SITUAZIONE NEI TERRITORI DELL'UCRAINA TEMPORANEAMENTE OCCUPATI DA FEDERAZIONE RUSSA

mission dans les limites des quotas pour les personnes de TTO d'Ukraine, ou le système d'accès à l'enseignement technique professionnel ne prend toujours pas en compte les spécificités de TTO d'Ukraine. Actuellement, la législation contient une norme discriminatoire concernant les enfants de l'école maternelle ukrainienne qui suivent un cours spécial sur les conséquences de l'agression de FR contre l'Ukraine et la lutte contre la propagande russe, ainsi que la formation de compétences culturelles et civiques générales²⁶⁸. Il n'existe toujours pas de procédure de reconnaissance des résultats scolaires obtenus dans les établissements d'enseignement du territoire ukrainien occupé, comme le prévoit la loi ukrainienne «sur les amendements à certaines lois ukrainiennes concernant la reconnaissance des résultats scolaires des personnes ayant vécu dans le territoire temporairement occupé de l'Ukraine», entravant considérablement le maintien des liens avec les jeunes des territoires occupés, ainsi que leur capacité à relier leur parcours professionnel indépendant sur le territoire contrôlé par le Gouvernement ukrainien²⁶⁹.

Compte tenu de l'importance des enfants et des jeunes pour le pays en général et dans les futurs processus de réintégration en particulier, compte tenu de l'ampleur des conséquences de la politique d'occupation à long terme dans le domaine de l'éducation et de leur impact négatif sur les jeunes des territoires occupés, l'État doit de toute urgence renforcer sa propre stratégie éducative, développer et mettre en œuvre des

approches pour la réintégration des enfants et des jeunes qui étaient sous occupation, et les processus de restauration du système éducatif après la libération des territoires ukrainiens.

Liens d'information. La saisie de l'espace informationnel, la destruction totale des médias indépendants ukrainiens et étrangers, la persécution des journalistes et la propagande à grande échelle sont un autre outil puissant de FR pour préparer et mener la guerre, s'emparer et maintenir le contrôle des territoires²⁷⁰. Par conséquent, pour contrer cette politique de l'occupant, il faut que l'Ukraine fournisse des ressources importantes et des efforts coordonnés des parties prenantes concernées dans l'élaboration de la politique d'information, ainsi que le travail efficace de toutes les parties prenantes dans la formulation et la mise en œuvre d'autres décisions dans le domaine de la protection des droits des résidents du territoire palestinien occupé d'Ukraine. Au cours des années d'occupation prolongée, le Gouvernement ukrainien a pris des mesures pour développer et mettre en œuvre des stratégies d'information pour les territoires occupés. Par exemple, en 2018, la Stratégie de réintégration de l'information de la République autonome de Crimée et de la ville de Sébastopol²⁷¹, et en 2021, le décret du Président de l'Ukraine a approuvé la stratégie de sécurité de l'information, dont certains éléments concernent les questions de la TTO de l'Ukraine²⁷². Cependant, la mise en œuvre de ces stratégies reste mal coordonnée, souvent sans ressources

268 Sur les amendements à certaines lois de l'Ukraine concernant la reconnaissance des résultats scolaires des personnes ayant vécu sur le territoire temporairement occupé de l'Ukraine: Loi de l'Ukraine du 21 novembre 2023. N° 3482-IX. URL: <https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/3482-20#Text>

269 Des mécanismes réels de confirmation de l'éducation des jeunes handicapés doivent être mis en place: ont déclaré des militants des droits de l'homme. ZMINA. 21.11.2024. URL: <https://zmina.ua/statements/mayut-zapraczyuvaty-realni-mehanizmy-pidtvverdzhennya-osvity-molodi-z-tot-pravozahysnyky-zrobyly-zayavu/>

270 Pour plus d'informations sur les pratiques et les actions de FR en matière de violations des droits de l'homme dans divers domaines afin de soumettre la population des territoires occupés, voir les sections 1 et 2 du présent rapport.

271 Sur l'approbation de la stratégie de réintégration de l'information de la République autonome de Crimée et de la ville de Sébastopol: Arrêté du Cabinet des Ministres de l'Ukraine du 27 décembre 2018. N° 1100-r. URL: <https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/1100-2018-%D1%80#Text>

272 Sur la décision du Conseil national de sécurité et de défense de l'Ukraine du 15 octobre 2021 «Sur la stratégie de sécurité de l'information»: Décret du Président de l'Ukraine du 28 décembre 2021. N° 685/2021. URL: <https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/685/2021#Text>

adéquates, et dépend de changements institutionnels et personnels au sein des autorités compétentes chargées de sa mise en œuvre. Souvent, des messages contradictoires sont communiqués aux citoyens ukrainiens par le TTO ukrainien, par diverses autorités et leurs représentants (par exemple, sur les questions de passeports forcés sous occupation)²⁷³). Toutefois, le principal défi dans la mise en œuvre de la stratégie d'information reste l'absence ou l'inadéquation des décisions de l'État sur la mise en œuvre pratique des droits des résidents des territoires occupés d'Ukraine sur le territoire contrôlé par le gouvernement, compromettant considérablement la capacité et l'efficacité de toute politique d'information et de communication pour maintenir le contact avec la population des territoires occupés.

Généralement, le rôle principal dans la communication du gouvernement avec les résidents des territoires temporairement occupés d'Ukraine était joué par les organes exécutifs centraux compétents (jusqu'à récemment, le Ministère de la Réintégration des territoires temporairement occupés d'Ukraine), ainsi que par certaines autorités régionales responsables, y compris celles en exil. Toutefois, au moment de la préparation du rapport, le site Internet du Ministère de la Réintégration des territoires temporairement occupés d'Ukraine n'est pas opérationnel et ne peut pas être utilisé par les utilisateurs comme source d'informations concentrées et structurées pour les résidents des territoires temporairement occupés d'Ukraine. La communication du nouveau Ministère de l'Unité nationale de l'Ukraine s'adresse, en général, aux Ukrainiens à l'étranger et aux personnes déplacées à l'intérieur du pays. Le fait même que le Gouvernement ne soit pas certain de la priorité de la réintégration et de la protection des droits des résidents des territoires ukrainiens constitue un sig-

nal négatif important pour les citoyens de ces territoires.

Les organisations publiques de défense des droits de l'homme et de services apportant un soutien aux résidents des territoires occupés apportent un soutien important à l'État dans le développement et le maintien des liens d'information avec le territoire occupé d'Ukraine. Ils deviennent souvent des communicateurs de diverses opportunités et d'informations nécessaires pour les personnes. Le travail des médias indépendants, en particulier des médias Internet, qui se développent sur le territoire contrôlé par le gouvernement ukrainien, est aussi important pour les relations d'information. La simplification de leur travail grâce à la loi ukrainienne «sur les médias» contribue uniquement à maintenir un champ d'information unifié et des relations avec les citoyens vivant dans le territoire contrôlé par le gouvernement ukrainien.

Cependant, de nombreuses plaintes émanant d'organismes publics et d'experts dans le domaine des communications d'information sont restées inaperçues, en particulier, la télévision analogique n'a pas été installée à côté du TTO. La télévision numérique ukrainienne n'est pas accessible aux habitants des territoires occupés. Le fonctionnement et l'accès à la radiodiffusion ukrainienne sont aussi compliqués. Les experts critiquent depuis longtemps les activités de la chaîne de télévision «Dim», que les autorités ont positionnée pendant un certain temps comme le diffuseur pour les territoires occupés. Tout cela ne fait qu'aggraver l'état et les possibilités de communication entre les autorités ukrainiennes et la population, excluant presque la population des territoires occupés de ces communications.

Liens religieux. Un autre défi en termes de lutte contre l'influence russe sur la population civile, y compris l'influence de la propagande, était les activités de l'UOC-

²⁷³ Vereshchuka a exhorté les habitants des territoires occupés à ne pas prendre de passeports russes. UNIEN. 01.05.2023. URL: <https://www.unian.ua/war/primusova-pasportizaciya-na-okupovanih-teritoriyah-ukrajini-vereshchuk-zrobila-zayavu-12240561.html>

RAPPORT SPÉCIAL

CONCERNANT LA SITUATION DANS LES TERRITOIRES UKRAINIENS TEMPORAIREMENT OCCUPÉS PAR LA FÉDÉRATION DE RUSSIE

MP sur le territoire de l'Ukraine.²⁷⁴. Ainsi, les représentants de cette église ont pas uniquement omis de condamner l'agression armée de FR contre l'Ukraine, mais ont aussi activement diffusé des récits russes parmi la population civile et ont contribué à la saisie des territoires ukrainiens par FR, à commencer par l'occupation de la péninsule de Crimée²⁷⁵. Après l'occupation des territoires ukrainiens, les autorités russes ont lancé une persécution systématique de certaines communautés religieuses, notamment des représentants de groupes religieux musulmans, des Témoins de Jéhovah, ainsi que de la communauté religieuse de l'Église orthodoxe d'Ukraine (UOC-KP).²⁷⁶.

L'étape importante de l'État dans le contexte de la protection de l'Église orthodoxe en Ukraine et de la réduction de l'influence russe sur elle et ses paroissiens a été la décision du patriarche œcuménique Bartholomée de remettre le tomos d'autocéphalie au primat de l'Église orthodoxe d'Ukraine, le métropolite Épiphane de Kyiv et de toute l'Ukraine (lien), ayant été précédée d'un travail à long terme de l'État et du public.²⁷⁷. Actuellement, plus de 1 800 communautés religieuses et monastères ont été transférés d'EO d'Ukraine du PM. En outre, selon le SBU, depuis le début de l'invasion russe à grande échelle, des poursuites pénales ont été ouvertes contre plus de 100 ecclésiastiques d'EO d'Ukraine du PM pour avoir ouvertement soutenu et justifié l'agression armée de la Fédération de Russie, près de 50 d'entre eux ont été sig-

nalés comme suspects et plus de 20 ont été condamnés par les tribunaux.²⁷⁸.

Une autre décision importante de l'État sur cette question a été l'adoption en 2024 de la loi «Sur la protection de l'ordre constitutionnel dans le domaine des activités des organisations religieuses» n° 3894-IX²⁷⁹, prévoyant la cessation des activités des organisations religieuses affiliées à l'Église orthodoxe russe en Ukraine. La loi prévoit l'impossibilité des activités des organisations religieuses dirigées par un État commettant l'agression contre l'Ukraine. Les organisations religieuses soupçonnées d'être impliquées dans la coopération avec l'Église orthodoxe russe doivent être contrôlées par une commission d'experts compétente et, si de tels liens sont établis, elles auront le temps de les dissoudre ou de cesser leurs activités par décision de justice. En même temps, même avant l'entrée en vigueur de la loi, selon les sondages nationaux, 82 % des Ukrainiens ne faisaient pas confiance à EO d'Ukraine du PM, et 83 % des citoyens interrogés pensaient que l'État devrait interférer dans les activités d'EO d'Ukraine du PM à un degré ou à un autre, en particulier, 63 % étaient favorables à une interdiction complète de cette église²⁸⁰.

En même temps, malgré la persécution et la pression systématiques exercées sur EO par les autorités d'occupation de Crimée, en particulier la saisie illégale des bâtiments religieux, les autorités ukrainiennes n'ont toujours pas assuré la mise en œuvre de la résolution gouvernementale

274 Combien de temps l'Église orthodoxe russe existera-t-elle en Ukraine? Ukrainien. 04.02.2022 URL: <https://www.ukrainer.net/rpc/>

275 Voir plus de détails dans la section 1. (section 1.2)

276 Voir le chapitre 3 pour plus de détails.

277 Après avoir reçu le tomos, Épiphane a déclaré la création de l'Église orthodoxe autocéphale d'Ukraine. Radio Liberté. 06.01.2019 URL: <https://www.radiosvoboda.org/a/news/29693853.html>

278 La Rada a adopté une loi interdisant d'EO d'Ukraine du PM – députés. Radio Liberté. 20.08.2024 URL: <https://www.radiosvoboda.org/a/news-moskovskyy-patriarkhat-zaborona/33085530.html>

279 Sur la protection de l'ordre constitutionnel dans le domaine des activités des organisations religieuses: Loi de l'Ukraine du 20.08.2024. URL: <https://zakon.rada.gov.ua/laws/card/3894-20>

280 Quelle devrait être la politique du gouvernement et la confiance dans l'Église orthodoxe ukrainienne (Patriarcat de Moscou). KIIS. 07.05.2024 URL: <https://kiis.com.ua/?lang=ukr&cat=reports&id=1404&page=1>

pertinente.²⁸¹ concernant l'enregistrement de la propriété de l'État sur la cathédrale de l'éparchie de Crimée d'EOU dans la ville de Simferopol. En outre, une demande adressée aux autorités concernant la mise à disposition de locaux à Kyiv pour l'organisation de l'administration du diocèse de Crimée et d'une église pour le culte reste sans réponse. En même temps, le métropolite de Simferopol et de Crimée, avec le soutien des représentants des paroissiens parmi les personnes déplacées de la péninsule, considère qu'une telle décision est importante pour la protection des droits de la communauté religieuse²⁸².

Liens économiques. L'un des outils puissants utilisés par l'occupant pour rompre les liens entre la population civile et l'Ukraine était l'influence économique dans les territoires occupés²⁸³. Le changement du régime monétaire, l'obligation de réenregistrer les entités commerciales et les droits de propriété des personnes morales et physiques ukrainiennes selon le droit russe, avec la privation de ces droits en cas de refus de réenregistrement, sont devenus des leviers de subordination de la population à la réalité juridique russe. En outre, l'occupation à long terme des territoires ukrainiens démontre la tendance de FR à créer des conditions propices à la réduction des petites et moyennes entreprises dans les territoires occupés, et dans certains endroits, faire des affaires est tout simplement impossible en raison des conséquences des hostilités, de l'expropriation et de la saisie de biens et de terres par les forces d'occupation, etc. Tout cela, à

son tour, crée des conditions pour le TTO de l'Ukraine, comme la sécurité économique de la population civile dépend de la volonté de travailler pour la puissance occupante ou pour des entreprises d'occupation de diverses formes. En même temps, travailler dans le secteur privé et développer sa propre entreprise sur le territoire ukrainien, ce qui permet soi-disant de s'abstenir de tout contact avec l'occupant, est toujours impossible sans payer d'impôts aux autorités d'occupation et sans enregistrement approprié conformément à la loi russe.

En même temps, pendant les années d'agression armée russe, l'État ukrainien n'a pas fait preuve d'une stratégie adéquate ni de politiques prévisibles pour soutenir les liens économiques avec la population des territoires occupés. Par exemple, six mois après l'occupation de la Crimée, une législation a été adoptée sur la soi-disant zone économique libre «Crimée». Malgré le prétendu désir de préserver la vie économique dans la péninsule temporairement occupée, cette intention n'a pas été réalisée. Les normes adoptées sont en fait devenues la base de la mise en œuvre ultérieure de restrictions discriminatoires à l'encontre des citoyens ukrainiens enregistrés dans le territoire ukrainien occupé dans leur accès aux services bancaires et autres services financiers ukrainiens (toutefois, cette approche ne s'est pas étendue à tous les territoires ukrainiens occupés). Cela a eu l'influence significative sur la rupture des liens économiques entre les Criméens, notamment dans le secteur bancaire, et l'État.

281 Quelques questions relatives à la prise en charge de la cathédrale des Saints Égaux des Apôtres, le prince Volodymyr et la princesse Olga, en propriété de l'État et à la protection du droit à la liberté d'opinion et de religion des croyants de l'éparchie de Crimée de l'Église orthodoxe ukrainienne (Église orthodoxe d'Ukraine): Résolution du Cabinet des ministres n° 1213 du 28 octobre 2022. URL: <https://www.kmu.gov.ua/npas/deyaki-pitannya-prijnyattya-u-derzhav-a1213>

282 Le métropolite Clément a critiqué le gouvernement pour son inaction dans les affaires religieuses des Ukrainiens de souche en Crimée occupée. ZMINA, 13.05.2024 URL: <https://zmina.info/news/mytropolyt-klyment-rozkrytykuvav-uryad-zabezdiyalnist-u-religijnyh-pytanniah-etnichnyh-ukrayincziv-v-okupovanomu-krymu/>

283 Pour les schémas et les actions de la Fédération de Russie en matière de violations des droits de l'homme dans divers domaines afin de soumettre la population des territoires occupés, voir la section 3.6.

RAPPORT SPÉCIAL
CONCERNANT LA SITUATION DANS LES TERRITOIRES UKRAINIENS
TEMPORAIREMENT OCCUPÉS PAR LA FÉDÉRATION DE RUSSIE

La législation et les restrictions en vigueur n'ont été abrogées par la Verkhovna Rada d'Ukraine qu'en 2021²⁸⁴.

Si, depuis le début de l'occupation des territoires ukrainiens en 2014, l'État a démontré son consentement tacite au fait que les citoyens mènent des activités économiques sous occupation (ou même sa loyauté, compte tenu des conditions formelles de la zone économique libre «Crimée»), alors après le début de l'invasion à grande échelle de FR en 2022, des modifications ont été apportées à la législation pénale en ce qui concerne les sanctions pour diverses formes d'activités de collaboration. Elles contiennent notamment des notions telles que «activité économique» ou le transfert de «ressources matérielles», qui sont interprétées de manière extrêmement large et indéfinie dans la pratique des enquêtes et des tribunaux. Selon les recherches menées par des organisations de défense des droits de l'homme²⁸⁵. Selon la pratique établie, cette catégorie d'infractions peut inclure les aliments, la conduite de toute activité de travail sur le territoire de l'Ukraine, même en échange d'une rémunération non financière, et le paiement d'impôts à l'État agresseur. De telles approches peuvent avoir un impact négatif sur les processus de réintégration et ont déjà un impact négatif sur l'augmen-

tation des craintes de la population de la RSS d'Ukraine et, par conséquent, sur la rupture des liens avec l'État.

La situation actuelle concernant le développement des mécanismes d'indemnisation des biens endommagés ou détruits et des autres pertes résultant de l'agression russe est aussi préoccupante. Le Registre des dommages créé sous les auspices du Conseil de l'Europe²⁸⁶ causée par l'agression de FR contre l'Ukraine, n'a pour mandat que de travailler sur les conséquences et les pertes après une invasion à grande échelle par FR en 2022. Par conséquent, le manque de communication et de mesures appropriées de la part de l'État affectera négativement le sentiment de soutien de l'État ukrainien envers les résidents des territoires occupés par FR depuis 2014. Législation pertinente²⁸⁷ relative à la comptabilisation des biens endommagés ou détruits à la suite de l'agression armée de FR, prévoit actuellement la comptabilisation des biens meubles et immeubles ayant été endommagés ou détruits depuis 2014. Cependant, en réalité, seuls les biens immobiliers endommagés ou détruits depuis le 24 février 2022 sont comptabilisés. La comptabilisation des biens meubles, des biens immobiliers non résidentiels, des biens dont l'accès a été perdu et de tout bien de ces catégories n'a été introduite qu'en 2022.

284 Sur la reconnaissance de la loi ukrainienne «Sur la création de la zone franche économique «Crimée» et sur les particularités de l'exercice d'activités économiques sur le territoire temporairement occupé de l'Ukraine» comme invalide et sur les modifications de certains actes législatifs de l'Ukraine: Loi ukrainienne du 21 novembre 2021 n° 1618-IX. URL: <https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/1618-20>

285 Il y a déjà plus de 8 000 cas de collaboration en Ukraine: qu'est-ce qui ne va pas chez eux ? Nous racontons le récit des militants des droits de l'homme. ZMINA. 02.08.2024. URL: <https://zmina.ua/media/v-ukrayini-uzhe-ponad-8-tysyach-sprav-pro-kolaboracionizm-shho-z-nymy-ne-tak-perekazuyemo-zvit-pravozahysnykiv/>

286 Sur l'établissement de l'Accord partiel élargi sur le registre des dommages causés par l'agression de FR contre l'Ukraine: Résolution CM/Res(2023)3 du 12 mai 2023. URL: <http://surl.li/fmcswl>

287 Sur l'indemnisation des dommages et de la destruction de certaines catégories d'objets immobiliers à la suite d'hostilités, d'actes terroristes, de sabotages causés par l'agression armée de la Fédération de Russie contre l'Ukraine, et le registre national des biens endommagés et détruits à la suite d'hostilités, d'actes terroristes, de sabotages causés par l'agression armée de la Fédération de Russie contre l'Ukraine: Loi de l'Ukraine du 11 décembre 2024. N° 2923-IX. URL: <https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/2923-20#Text>

Parmi les pratiques positives de l'État en la matière, il faut noter des exemples de tentatives visant à assurer un audit des dommages subis à la suite de la guerre²⁸⁸ ou l'occupation de régions spécifiques²⁸⁹, ainsi que l'élaboration de plans pour la restauration de régions individuelles actuellement occupées. Ainsi, à l'initiative des autorités, des stratégies économiques pour la récupération des différentes régions occupées ont été élaborées et présentées, comme la Stratégie pour la récupération de la Crimée après la désoccupation²⁹⁰, Concept de restauration de Melitopol²⁹¹ et le plan de renaissance de la ville de Marioupol²⁹². Et le besoin de développer des politiques de relance économique est reconnue au niveau de l'État comme l'une des tâches importantes pour surmonter les conséquences de la guerre²⁹³. Toutefois, pour l'instant, il s'agit de développements qui auront l'impact sur les processus de réintégration et de rétablissement, mais qui n'ont pas d'impact direct significatif sur le maintien des liens avec la population du territoire palestinien occupé d'Ukraine dans des conditions d'occupation prolongée.

III. La réponse de l'État à la population concernant les moyens d'obtenir justice se réduit actuellement en grande partie à la justice, qui est à la fois importante pour garantir l'inévitabilité de la punition des crimes internationaux, mais représente également une certaine limitation des instruments pour obtenir justice et un défi à la capacité du système judiciaire.

Depuis le début de l'agression russe en 2014, l'essentiel du travail de documentation des violations des droits de l'homme dans le pays a été entrepris par des organisations de défense des droits de l'homme qui, contrairement aux structures étatiques, avaient dans certains endroits non seulement accès à ces territoires, mais aussi une plus grande confiance de la part des témoins et des victimes. Depuis 2016, un développement systématique du travail et de l'architecture du système national d'application de la loi pour enquêter sur les crimes internationaux a vraiment commencé. Spécialisation et adoption d'une stratégie correspondante du Bureau du Procureur de la République autonome de Crimée et de la ville Sébastopol, le renforcement des organes d'enquête de Crimée en exil et, depuis 2019, la création dans les structures de Donetsk et de Louhansk des organes d'enquête préliminaire et des parquets d'unités structurelles spécialisées distinctes qui traitent des infractions commises lors d'agressions armées et

288 Rapport sur les dommages directs causés aux infrastructures par la destruction résultant de l'agression militaire de la Russie contre l'Ukraine au début de 2024. École d'économie de Kyiv, Avril 2024. URL: https://kse.ua/wp-content/uploads/2024/04/01.01.24_Damages_Report.pdf; Projet de plan de relance de l'Ukraine Documents du groupe de travail «Audit des dommages subis à la suite de la guerre». Site officiel du Cabinet des ministres de l'Ukraine, Juillet 2022. URL: <https://www.kmu.gov.ua/storage/app/sites/1/recoveryrada/ua/audit-of-war-damage.pdf>; Dommages environnementaux causés par la guerre. Site officiel du ministère de la Protection de l'environnement et des Ressources naturelles de l'Ukraine. URL: <https://mepr.gov.ua/topics/novyiny/zbytky-dovkillyu-vid-vijny/>

289 Évaluation des pertes économiques de l'Ukraine dues à l'occupation temporaire de la péninsule de Crimée. Centre de stratégies économiques. 16.07.2021. URL: <https://ces.org.ua/evaluation-des-pertes-economiques-de-lukraine-dues-a-la-crimee/>

290 Stratégie pour la restauration de la Crimée après la désoccupation. Site officiel de la Représentation du Président de l'Ukraine en République autonome de Crimée. 12.09.2023. URL: <https://ppu.gov.ua/documents/strategiia-vidnovlennia-krymu-pislia-deokupatsii/>

291 Concept de restauration de Melitopol. Redémarrage. URL: <https://www.restartfuture.org/projects/konceptiya-vidnovlennya-melitopolya>

292 Plan de revitalisation de la ville de Marioupol. Site Internet du projet Marioupol Reborn. URL: <https://remariupol.com/>

293 Ihor Marchuk: La restauration écologique et économique des territoires désoccupés est une tâche importante du gouvernement et du Parlement. Site officiel de la Verkhovna Rada. 05.11.2024. URL: https://www.rada.gov.ua/news/news_kom/255331.html; Reprise économique de la région de Donetsk – plans et obstacles. Centre de presse anti-crise. 12.08.2024. URL: <https://acmc.ua/ekonomichne-vidnovlennya-donechchyn-plany-ta-perepony/>

RAPPORT SPÉCIAL
CONCERNANT LA SITUATION DANS LES TERRITOIRES UKRAINIENS
TEMPORAIREMENT OCCUPÉS PAR LA FÉDÉRATION DE RUSSIE

des crimes internationaux connexes. Par la suite, un Département compétent pour la supervision des procédures pénales relatives aux crimes commis dans le cadre des conflits armés a été créé au sein de la structure de CPI, ayant permis au système d'application de la loi de se préparer correctement aux conséquences à grande échelle de l'invasion russe en 2022.

Au cours des dix dernières années, l'État a construit une expérience unique de coopération entre les organisations de défense des droits de l'homme et le bureau du procureur et les forces de l'ordre dans la documentation des crimes, la collecte de preuves et le travail avec des preuves numériques, et en l'absence d'accès à la commission d'une violation, la promotion de l'amélioration des qualifications des spécialistes et la préparation (y compris des demandes conjointes avec des organisations non gouvernementales) des recours auprès du Bureau du Procureur de CPI²⁹⁴ et les interactions avec lui²⁹⁵, renforcer la confiance des victimes dans le système d'enquête, etc. Après le début de l'invasion à grande échelle de FR et les changements correspondants dans la législation de procédure pénale concernant l'examen et l'enquête des affaires par contumace (en l'absence du suspect ou de l'accusé), de plus en plus d'affaires se terminent par des verdicts de justice. En même temps, malgré la reconnaissance de la compétence de CPI sur les

crimes de guerre commis sur le territoire de l'Ukraine²⁹⁶. Ce n'est qu'en 2024 que l'État a ratifié le Statut de Rome de CPI et ses amendements, et travaille actuellement à la mise en œuvre d'une législation dans le domaine de la justice pénale.

Au moment de la rédaction du rapport, selon les données publiques sur le site Internet de l'UCP, plus de 150 000 personnes ont été tuées. crimes internationaux et plus de 20 000 autres. crimes contre les fondements de la sécurité nationale lors de l'invasion à grande échelle de la Fédération de Russie contre l'Ukraine. Dans le même temps, l'UCP ne publie pas d'informations similaires concernant les nombreux crimes commis par l'occupant depuis le début de l'agression en 2014. Par conséquent, le volume et l'éventail des crimes sont en réalité bien plus importants, et leur enquête à une telle échelle constitue un défi pour tout système judiciaire et d'application de la législation. Par conséquent, le développement et la mise en place d'enquêtes efficaces sur les crimes internationaux, en particulier ceux commis sous occupation, ont besoin d'encore un renforcement significatif et continu du potentiel du système des organes d'enquête préliminaire et de la justice, des changements dans la législation pénale et de procédure pénale, le renforcement des capacités de la profession juridique et le développement d'un système de protection et de soutien aux victimes et aux témoins²⁹⁷.

294 «Le rapport d'information à la CPI a été établi sur la base des éléments de la procédure pénale du parquet de l'autonomie concernant la persécution illégale des journalistes en Crimée» – Ihor Ponochovny. Site officiel du parquet de l'ARC et de la ville Sébastopol. 25.02.2021. URL: https://ark.gp.gov.ua/ua/news.html?_m=publications&_t=rec&id=290053&fp=150

295 Coopération internationale du Bureau du Procureur général. Principales orientations et résultats. Coopération systématique avec la Cour pénale internationale. Site officiel de l'UGP. 12.02.2024. URL: <https://gp.gov.ua/ua/posts/miznarodne-spivrobotnictvo-ofisu-generalnogo-prokurora-klyucovi-napryami-ta-rezultati>

296 Déclaration de la Verkhovna Rada d'Ukraine à la Cour pénale internationale sur la reconnaissance par l'Ukraine de la compétence de la Cour pénale internationale sur les crimes contre l'humanité commis par de hauts fonctionnaires de l'État, ayant conduit à des conséquences particulièrement graves et au massacre de citoyens ukrainiens lors de manifestations pacifiques dans la période du 21 novembre 2013 au 22 février 2014. N° 790-VII. URL: <https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/790-18#Text>; Français Sur la déclaration de la Verkhovna Rada d'Ukraine « Sur la reconnaissance par l'Ukraine de la compétence de la Cour pénale internationale pour les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre commis par de hauts fonctionnaires de la Fédération de Russie et des dirigeants des organisations terroristes «RPD» et «RPL», ayant conduit à des conséquences particulièrement graves et au massacre de citoyens ukrainiens»: Résolution de la Verkhovna Rada d'Ukraine du 4 février 2015. N° 145-VIII URL: <https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/145-19#Text>

297 Évaluation des besoins du système judiciaire ukrainien: rendre une justice significative aux victimes et aux survivants du conflit armé. Site Internet du groupe consultatif juridique ukrainien. 2024. URL: <https://ulag.org.ua/reports-and-materials/needs-assessment-ukraines-justice-system/>

En parallèle, beaucoup d'études, notamment celles du Groupe sociologique «Rating»²⁹⁸, ont démontré au cours des dernières années une tendance constante vers la justice, en général, en garantissant la justice pour les crimes les plus graves. De même, l'État continue de communiquer le thème de la justice en grande partie en garantissant que justice soit rendue pour les crimes commis à la suite de la guerre.

En conséquence, le système d'application de la loi est devenu de facto un point d'entrée essentiel pour toutes les attentes des victimes de la guerre et de l'occupation en matière de réalisation de la justice au lendemain de la guerre. En même temps, les résultats de l'étude²⁹⁹. Les études sur l'attitude du public à l'égard des crimes de guerre internationaux en Ukraine affichent que, même si la justice pour les victimes des crimes les plus graves est importante (plus de 90 % des répondants), 83 % ne souhaitent participer à cette justice. Plus de la moitié des personnes interrogées ont indiqué que la bureaucratie excessive, le manque d'information et la longueur des procédures constituent des obstacles pour les victimes sur leur chemin vers la justice. Plus de 60 % des personnes interrogées considèrent que les procédures par contumace, ayant actuellement lieu dans la plupart des procès de guerre, sont inefficaces. Et parmi les demandes d'assistance de l'État, indiquant en général le besoin d'assistance sociale (42%) et psychologique (38%), ainsi que de protection physique (26%).

A la fois la demande de la société et les approches internationales³⁰⁰ pour surmonter les conséquences de la guerre, il faut confirmer que la justice pour les crimes internationaux n'est qu'un élément parmi d'autres pour garantir la justice. Ignorer ses autres composantes peut non seulement

réduire la capacité de l'État à construire une reprise économique sûre et à surmonter les conséquences de la guerre, mais aussi devenir un obstacle important au maintien des liens avec la population des territoires actuellement occupés. Par exemple, après le début de l'invasion à grande échelle, des modifications ont été apportées à la législation pénale nationale concernant la responsabilité des activités de collaboration. La disposition de l'article 1111 du Code pénal ukrainien nécessite une révision en raison de son incohérence avec les exigences de sécurité juridique et de mesures de réintégration pour les personnes qui n'ont pas commis d'actes socialement dangereux. Actuellement, le système d'application de la loi génère des milliers de poursuites contre des citoyens ukrainiens qui coopèrent avec l'occupant ou restent sous occupation et continuent leur travail sur place. Cette mesure a été perçue comme une certaine prévention d'une telle coopération au début d'une invasion russe à grande échelle. Cependant, le pays n'a toujours pas d'autre réponse à la coopération des citoyens avec l'occupant que la sanction pénale. Cela crée non seulement une charge supplémentaire excessive pour le système d'application de la loi. C'est aussi une source d'inquiétude pour la majorité des citoyens des territoires occupés qui n'ont pas commis d'actions socialement dangereuses et, par conséquent, un objet important de la rupture des liens avec la population des territoires occupés d'Ukraine.

Les sondages d'opinion publique à long terme démontrent la tendance constante des Ukrainiens à réduire le niveau de condamnation des actions de la population civile sous occupation, ainsi que la possibilité d'utiliser des mécanismes extrajudiciaires supplémentaires pour une telle responsa-

298 Recherche «La justice dans le contexte de l'agression armée russe». Site du groupe sociologique «Rating». 13.08.2024. URL: <https://ratinggroup.ua/research/ukraine/justice-context-russian-armed-aggression.html>

299 Résultats de l'étude de l'Institut de recherche sociale de Kharkiv «Attitude de la population face aux crimes de guerre internationaux en Ukraine». Site Internet du groupe consultatif juridique ukrainien. 2024. URL: <http://surl.li/jhbylr>

300 Transitional Justice. Site officiel du PNUD. URL: <https://www.undp.org/rolhr/justice/transitional-justice>

bilité, notamment par l'exclusion/l'éloignement du pouvoir de ceux ayant collaboré avec l'occupant³⁰¹. Ces tendances, parmi d'autres, démontrent une fois de plus que garantir le sentiment de justice au lendemain d'une guerre ne peut et ne doit pas se limiter aux seuls instruments de justice.

Par conséquent, l'approche de l'État concernant la communication et, en général, de réponse à la demande de justice de la société a besoin de révision conceptuelle. Une attention supplémentaire de la part des autorités est requise sur des sujets tels que la cohésion sociale et la lutte contre la stigmatisation subie par les résidents des territoires occupés d'Ukraine et les personnes déplacées à l'intérieur du pays. La question de la mémoire et de la politique de commémoration requiert une attention particulière tant au niveau de l'État que de la région, et elle contribuera aussi à réduire les tensions sociales et les conflits dans le contexte de la reconstruction future des territoires libérés. Un autre outil pour parvenir à la justice et à la sécurité, et restaurer la confiance dans les communautés, y compris dans les territoires libérés, peut être les inspections (ou la lustration). Cet instrument permettra pas uniquement d'éliminer le niveau excessif de criminalisation des diverses formes de coopération avec l'occupant, mais contribuera également à apaiser les craintes de la population du TTO, constituant ainsi des outils importants de la politique envisagée de restauration de la vie après la désoccupation.

IV. Les mesures politiques et juridiques prises par les autorités ukrainiennes pour contrer l'agression de FR et les violations des droits de l'homme dans les territoires ukrainiens créent des précédents importants pour l'enregistrement et l'évaluation des conséquences de l'occupation. En même temps, FR ignore largement les mesures prises par les mécanismes internationaux de politique et de défense des droits de l'homme pour répondre aux violations des droits de l'homme dans le territoire ukrainien. Ces mesures sont pour la plupart de nature déclarative plutôt que de contre-mesures pratiques et de protection contre les violations.

Depuis le début de l'occupation des territoires ukrainiens en 2014, l'Ukraine a adopté une position active sur les mesures politiques et juridiques visant à contrer l'agression russe et les violations des droits de l'homme dans les territoires occupés au niveau international.

Ainsi, le 27 mars 2014, la première résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies A/RES/68/262 a été adoptée³⁰², ayant exprimé son assistance à l'intégrité territoriale et à l'unité de l'Ukraine, a souligné l'illégitimité de tout changement territorial, en particulier à travers le soi-disant «référendum» ayant été organisé et tenu sous le contrôle des troupes russes en Crimée occupée. 100 pays à travers le monde ont soutenu la Résolution. Et le 7 avril 2022, en réponse à l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par FR, ayant conduit à

301 Près de 90 % des personnes interrogées estiment qu'il faudrait, en parallèle aux procédures judiciaires, appliquer des mécanismes supplémentaires pour garantir la justice (commissions de lustration, établissement de la vérité sur les événements de la guerre, indemnisation des dommages causés aux victimes). Recherche «La justice dans le contexte de l'agression armée russe». Site du groupe sociologique «Rating». 2024. URL: <https://ratinggroup.ua/research/ukraine/justice-context-russian-armed-aggression.html>

302 Intégrité territoriale de l'Ukraine: Résolution adoptée par l'Assemblée générale n° 68/262. Site officiel de l'ONU. 27.03.2014. URL: <https://undocs.org/Home/Mobile?FinalSymbol=A%2FRes%2F68%2F262&Language=E&DeviceType=Desktop&LangRequested=False>

QUELS OUTILS FR UTILISE POUR OCCUPER ET SOUMETTRE LA POPULATION DES TERRITOIRES TEMPORAIREMENT OCCUPÉS DE L'UKRAINE?

de graves violations des droits de l'homme, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la résolution ES-11/3³⁰³ concernant la suspension de l'adhésion de FR au Conseil des droits de l'homme de l'ONU.

Au cours de l'agression armée, des dizaines de résolutions ont été adoptées par des organisations internationales et interparlementaires en faveur de l'intégrité territoriale de l'Ukraine et condamnant les violations des droits de l'homme dans le territoire palestinien occupé³⁰⁴.

Depuis 2016, l'Ukraine soumet chaque année des résolutions à l'Assemblée générale des Nations Unies concernant la situation des droits de l'homme dans les territoires ukrainiens temporairement occupés par FR. En 2023, le champ d'application de la résolution a été étendu à tous les territoires de l'Ukraine temporairement occupés par FR, ce qui s'est reflété dans le titre du document: «Situation des droits de l'homme dans les territoires temporairement occupés de l'Ukraine, y compris la République autonome de Crimée et la ville de Sébastopol». Le but de la résolution est de protéger les droits des citoyens ukrainiens, de maintenir l'attention internationale sur le problème de la garantie des droits de l'homme dans les territoires ukrainiens temporairement occupés par FR et d'assurer un suivi attentif de la part de l'ONU. En particulier, pour la mettre en œuvre, le Secrétaire général de l'ONU prépare des rapports pertinents (11 rapports ont déjà été publiés), etc.

Depuis 2014, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a adopté près de 40 résolutions condamnant les actions de FR visant

à violer la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine, ainsi que les violations flagrantes des droits de l'homme, les persécutions et les violations des droits des peuples autochtones dans les territoires ukrainiens occupés, et d'autres liées à la lutte contre les conséquences de l'agression.

À l'été 2014, le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies a adopté la résolution 26/30 «Coopération et assistance à l'Ukraine dans le domaine des droits de l'homme»³⁰⁵, ayant introduit la pratique de tenir régulièrement des dialogues interactifs sur l'Ukraine, notamment pour discuter des rapports du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme sur la situation en Ukraine, préparés sur la base des résultats des travaux de la Mission de surveillance des droits de l'homme des Nations Unies en Ukraine. Quatre autres résolutions ont également été adoptées, dont l'une, en particulier, a créé la Commission d'enquête internationale indépendante des Nations Unies en Ukraine, dont le but est d'enquêter sur les violations des droits de l'homme, du droit international humanitaire et d'autres crimes liés à l'agression russe, de les documenter et d'identifier les responsables afin de garantir davantage la responsabilisation. Et plus de 20 résolutions du Parlement européen sur les conséquences d'une guerre à grande échelle, y compris les violations des droits de l'homme résultant de l'occupation d'une partie de l'Ukraine par FR.

En outre, pendant la guerre, la Verkhovna Rada d'Ukraine a adopté à plusieurs reprises des déclarations pertinentes³⁰⁶, a lancé l'appel aux organisations internationales et

303 Suspension of the rights of membership of the Russian Federation in the Human Rights Council: Resolution adopted by the General Assembly N° ES-11/3. Site officiel de l'ONU. 08.04.2022. URL: <https://undocs.org/Home/Mobile?FinalSymbol=A%2FRES%2FES-11%2F3&Language=E&DeviceType=Desktop&LangRequested=False>

304 Pour une liste de résolutions et d'autres documents internationaux importants dans le contexte de la condamnation de l'agression russe et des violations des droits de l'homme dans TTO, préparée par le ministère des Affaires étrangères de l'Ukraine à la demande du Commissaire aux droits de l'homme de la Verkhovna Rada d'Ukraine, voir en annexe 1.

305 Coopération et assistance à l'Ukraine dans le domaine des droits de l'homme: résolution du Conseil des droits de l'homme de l'ONU 15 juillet 2014 N° 26/30. URL: <https://digitallibrary.un.org/record/775246?ln=ru&v=pdf>

306 Déclaration de la Verkhovna Rada d'Ukraine «Sur la manière de repousser l'agression armée de FR et de surmonter ses conséquences» Résolution de la Verkhovna Rada d'Ukraine du 21 avril 2015 N° 337-VIII. URL: <https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/337-19#Text>

aux parlements du monde³⁰⁷ sur la condamnation de l'agression de FR, des violations flagrantes des droits de l'homme résultant de l'occupation des territoires ukrainiens et de la tenue illégale d' «élections» dans les territoires occupés³⁰⁸ ou l'importance de développer des politiques de réintégration TTO³⁰⁹. Cela est important pas uniquement pour attirer l'attention sur la question des violations des droits de l'homme résultant de l'agression russe à l'extérieur du pays, mais aussi pour façonner l'agenda interne spécifique au sein du pays et pour envoyer des signaux de soutien à ses propres citoyens pendant l'occupation.

Selon le Ministère des Affaires étrangères de l'Ukraine, les parlements d'au moins 40 pays étrangers ont adopté plus de 240 résolutions soutenant l'intégrité territoriale de l'Ukraine, condamnant l'agression, les violations des droits de l'homme ou des droits des peuples autochtones à la suite de l'occupation temporaire de certaines parties du territoire de l'Ukraine par FR depuis 2014, etc. En même temps, par exemple, les parlements d'aucun pays africain n'ont adopté de décision en faveur de l'Ukraine. En même temps, de nombreux pays de ce continent souffraient aussi de guerres et étaient confrontés au défi de surmonter les conséquences des crimes les plus graves commis contre leurs populations civiles.

Parmi les initiatives importantes de l'Ukraine, notamment pour promouvoir

les questions de violations des droits de l'homme résultant de l'occupation, figure la création de la Plateforme internationale de Crimée en 2021³¹⁰, ainsi que le Sommet mondial pour la paix³¹¹ et le soutien à leur travail.

Ces mesures et décisions, ainsi que d'autres, prises au niveau international sont importantes non seulement pour continuer à consolider la politique de «non-reconnaissance», renforcer les sanctions contre FR et diffuser des informations sur les violations flagrantes des droits de l'homme sous occupation, mais aussi pour de nouveaux processus de restauration et de désoccupation, lorsque l'Ukraine et le monde seront confrontés à la question des moyens et du soutien à apporter pour restaurer le contrôle de l'État sur les territoires précédemment occupés. En même temps, les résolutions adoptées au fil des ans par l'Assemblée générale des Nations Unies, le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, l'APCE et d'autres organisations ne sont pas des documents juridiquement contraignants, sont de nature consultative et FR les a largement ignorées.

Les décisions des tribunaux internationaux compétents, dont la compétence a été accordée par FR ou l'Ukraine (comme dans le cas de la CPI), pourraient être contraignantes pour FR. L'État, souvent en étroite coopération avec les organisations ukrainiennes de défense des droits de l'homme,

307 Sur la déclaration de la Verkhovna Rada d'Ukraine «Sur l'agression de la Fédération de Russie dans les zones des mers Noire et d'Azov et du détroit de Kertch»: Résolution de la Verkhovna Rada d'Ukraine du 20 septembre 2022. N° 2595-IX. URL: <https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/2595-IX#Text>; Sur l'appel de la Verkhovna Rada d'Ukraine aux Nations Unies, au Parlement européen, à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, à l'Assemblée parlementaire de l'OTAN, à l'Assemblée parlementaire de l'OSCE, à l'Assemblée parlementaire du GUAM et aux parlements nationaux du monde sur la reconnaissance de la Fédération de Russie comme État agresseur: Résolution de la Verkhovna Rada d'Ukraine du 27 janvier 2015. N° 129-VIII. URL: <https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/129-19#Text>

308 Sur l'appel de la Verkhovna Rada d'Ukraine aux gouvernements et aux parlements des pays étrangers, aux organisations internationales et aux assemblées parlementaires dans le cadre de la tenue d'« élections présidentielles» par la Fédération de Russie sur le territoire temporairement occupé de l'Ukraine: Résolution de la Verkhovna Rada d'Ukraine du 14 mars 2024. N° 3609-IX. URL: <https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/3609-IX#Text>

309 Sur la déclaration de la Verkhovna Rada d'Ukraine sur l'inflexibilité de la politique d'État de l'Ukraine concernant la désoccupation et la réintégration de la République autonome de Crimée et de la ville de Sébastopol: Résolution de la Verkhovna Rada d'Ukraine du 4 septembre 2024. N° 3949-IX. URL: <https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/3949-IX#Text>

310 Site officiel de la Plateforme internationale de Crimée. URL: <https://crimea-platform.org/>

311 Aujourd'hui est le jour où le monde commence à se rapprocher d'une paix juste.— Discours du Président de l'Ukraine lors de la première séance plénière du Sommet mondial pour la paix. Site officiel du Président de l'Ukraine. 15.06.2024. URL: <https://www.president.gov.ua/news/sogodni-den-koli-svit-pochinaye-nablizhat-spravedlivij-mir-91561>

a lancé des appels à presque tous les principaux mécanismes internationaux de protection des droits de l'homme. Ainsi, en 2017, l'Ukraine a déposé une demande auprès de la Cour internationale de justice concernant la violation par la Russie de ses obligations au titre de la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme et de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. La même année, la Cour a adopté une décision sur l'application de mesures provisoires à l'encontre de FR, selon laquelle cette dernière, sur le territoire de la Crimée occupée, doit: 1) s'abstenir de maintenir ou d'imposer de nouvelles restrictions aux droits de la communauté tatar de Crimée à maintenir ses institutions représentatives, y compris le Mejlis du peuple tatar de Crimée; 2) garantir l'accès à l'éducation en langue ukrainienne. Le 31 janvier 2024, la Cour a annoncé sa décision finale dans l'affaire et a jugé que FR avait violé la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale en mettant en œuvre son système éducatif sur le territoire de la Crimée temporairement occupée depuis 2014 de telle manière que la langue ukrainienne souffrait d'une oppression extraordinaire dans son utilisation.

En répondant au déploiement par FR de nombreuses pratiques administratives dans les territoires occupés, conduisant à des violations des droits de l'homme, l'Ukraine a lancé plusieurs recours devant la CEDH.

Par la suite, dans un laps de temps relativement court pour sa pratique, la CEDH, avec ses décisions dans l'affaire «Ukraine c. Russie (concernant la Crimée)» (n° 20958/14 et n° 38334/18)³¹². Il a été établi que

le territoire de la péninsule de Crimée était sous le contrôle de FR depuis au moins le 27 février 2014 (c'est-à-dire avant le soi-disant «référendum»). Elle a aussi reconnu l'existence de pratiques administratives de FR conduisant à des violations des droits de l'homme dans la zone de conflit de la péninsule de Crimée, telles que les disparitions forcées, et l'absence d'enquête efficace à leur sujet; abus; privation illégale de liberté; imposition automatique illégale de la citoyenneté russe; persécution des organisations religieuses n'appartenant pas à l'Église orthodoxe russe; cessation des activités des médias ukrainiens; interdiction des rassemblements publics et détention de leurs organisateurs; expropriation des biens des personnes civiles et des entreprises privées sans indemnisation; limitations à la liberté de circulation entre la péninsule et le territoire de l'Ukraine contrôlé par le Gouvernement, etc.

Nouvelle décision dans l'affaire Ukraine et Pays-Bas c. Russie (n° 8019/16, n° 43800/14 et n° 28525/20)³¹³. Les territoires concernés dans l'est de l'Ukraine sont sous le contrôle de FR depuis le 11 mai 2014. La Cour a aussi confirmé l'existence d'un schéma systématique des principales violations alléguées par l'Ukraine dans sa plainte, notamment les meurtres, la capture de personnes, la torture, etc.

Ces décisions déterminent non seulement le moment du début de l'occupation des territoires ukrainiens par FR, réfutant au niveau juridique les thèses de la propagande russe sur «l'expression de la volonté du peuple» et «l'adhésion volontaire» des territoires. Il définit aussi d'importants précédents juridiques pour les violations résultant de l'occupation, les principes de la responsabilité ultérieure de FR pour de

312 Affaire Ukraine c. Russie (Re Crimée) (Requêtes nos.20958/14et38334/18). Base de données HUDOC de la jurisprudence de la CEDH. 25.06.2024. URL: <https://hudoc.echr.coe.int/fra?i=001-235139>
Affaire «Ukraine c. Russie (concernant la Crimée)» n° 20958/14 et n° 38334/18. Site Internet du Musée virtuel de l'agression russe. URL: <https://rusaggression.gov.ua/ua/sprava-ukraina-proty-rosii-shchodo-krymu-za--2095814-ta--3833418-0cff9808a21c12019f8f5c3357383f40.html>

313 Affaire Ukraine et Pays-Bas c. Russie (requêtes no 8019/16,43800/14et28525/20). Base de données HUDOC de la jurisprudence de la CEDH.30.11.2022. URL: <https://hudoc.echr.coe.int/fre?i=001-222889>

RAPPORT SPÉCIAL
CONCERNANT LA SITUATION DANS LES TERRITOIRES UKRAINIENS
TEMPORAIREMENT OCCUPÉS PAR LA FÉDÉRATION DE RUSSIE

telles violations, y compris le désir de FR de revenir au Conseil de l'Europe à l'avenir³¹⁴.

De nos jours, la CEDH examine trois autres requêtes «Ukraine c. Russie» concernant les meurtres d'opposants russes (n° 10691/21), concernant la saisie de marins et de navires ukrainiens dans le détroit de Kertch en 2018 (n° 55855/18) et concernant les crimes commis par l'armée russe lors de l'invasion à grande échelle du territoire de l'Ukraine (n° 11055/22).

En outre, après que la Verkhovna Rada d'Ukraine a adopté les déclarations pertinentes sur la reconnaissance de la compétence de la CPI en novembre 2013, le développement et le renforcement du système national d'application de la loi, l'État a intensifié son travail sur les conséquences des crimes internationaux. En particulier, la législation relative à la procédure pénale a été complétée par des dispositions relatives à la coopération avec la CPI. Pour le moment, la CPI travaille activement sur les conséquences de la guerre en Ukraine (depuis 2014 dans le cadre d'une étude préliminaire de la situation, et depuis mars 2022 dans le cadre d'une enquête suite à une demande de 42 États). Depuis l'année 2025, l'Ukraine est membre à part entière de l'ISS. Le bureau du procureur de la CPI a déjà émis quatre mandats d'arrêt, notamment contre le président russe V. Poutine³¹⁵ et des commandants militaires de haut rang³¹⁶. Cela est déjà devenu un obstacle important pour les dirigeants russes qui souhaitent participer aux événements internationaux.³¹⁷, cependant, il y a un cas d'ignorance des mandats

émis par la CPI par des États individuels – membres de la Cour³¹⁸.

Bien que la mise en œuvre des décisions susmentionnées des tribunaux internationaux a été largement retardée en raison de la position de FR et de son mépris de ses obligations internationales depuis le début de l'agression, elles sont clairement déjà devenues des précédents importants dans la pratique juridique internationale. Et aussi, dans le cadre de la prévention des tentatives potentielles d'empiètement sur l'intégrité territoriale des pays du monde entier, en identifiant une large gamme de violations des droits de l'homme et la responsabilité de ces violations résultant de l'agression et de l'occupation des territoires. La mise en œuvre de ces décisions devrait en outre devenir l'une des exigences pour FR à l'avenir quand ce pays reviendra dans le monde civilisé, les conditions de levée du régime de sanctions, etc.

Au cours de l'évaluation des réalisations et des résultats de l'État en matière de défense et de protection des droits de l'homme au niveau international dans le cadre des plateformes juridiques internationales, il faut noter l'expérience unique de coopération entre l'État et les organisations non gouvernementales dans la documentation des crimes de FR pendant l'occupation, l'élaboration de stratégies de protection juridique, la préparation des recours devant les tribunaux internationaux, ainsi que la promotion de la question des violations des droits de l'homme au cours de l'occupation à l'ordre du jour international. Souvent, ce

314 Le 16 septembre 2022, la Russie a cessé d'être partie à la Convention européenne des droits de l'homme, conformément à la Résolution du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe CM/Res(2022) sur la cessation de l'adhésion de FR au Conseil de l'Europe. Site officiel du Conseil de l'Europe. 16.03.2022. URL: <https://rm.coe.int/0900001680a5da51>

315 Situation en Ukraine: les juges de la CPI émettent des mandats d'arrêt contre Vladimir Vladimirovitch Poutine et Maria Alekseyevna Lvova-Belova. Site officiel de l'ISS. 17.03.2023. URL: <https://www.icc-cpi.int/news/situation-ukraine-les-juges-de-la-cpi-emirent-des-mandats-d-arret-contre-vladimir-vladimirovitch-poutine-et>

316 Situation in Ukraine: ICC judges issue arrest warrants against Sergei Ivanovich Kobylash and Viktor Nikolayevich Sokolov. Site officiel de l'ISS. 05.03.2024. URL: <https://www.icc-cpi.int/news/situation-ukraine-les-juges-de-la-cpi-emirent-des-mandats-d-arret-contre-serguei-ivanovitch-kobylash-et>

317 Poutine n'ira pas au G20 au Brésil, où il serait arrêté en vertu d'un mandat d'arrêt de la CPI. Actualités sociales. 18.10.2024. URL: <https://suspiine.media/861163-putin-ne-poide-na-g20-u-breziliu-de-jogo-mali-b-arestuvati-za-orderom-mks/>

318 Poutine est venu au Kazakhstan pour le sommet de l'OCS, et ils ont le droit de l'arrêter là-bas. ZMINA. 03.07.2024. URL: <https://zmina.info/news/putin-pryihav-do-kazahstanu-na-samit-shos-tam-mayut-pravo-jogo-areshtuvaty/>

sont les organisations non gouvernementales qui ont été les premières à documenter certains crimes commis par FR en raison de l'occupation et qui ont également cherché à lancer les mécanismes internationaux pertinents en matière de droits de l'homme³¹⁹ etc. Cette expérience constitue une réalisation importante et renforce le potentiel de l'État pas uniquement à rendre justice à toutes les victimes des conséquences de la guerre, mais aussi à renforcer la confiance dans les autorités et à maintenir des liens avec la population du TTO d'Ukraine.

V. Les pratiques et les schémas de violations des droits de l'homme perpétrés par la Russie dans le cadre du TTO sont en général examinés et évalués au niveau international dans un contexte humanitaire plutôt que sécuritaire. Cela limite la possibilité de répondre et de contrer l'agression russe.

Comme indiqué ci-dessus, au cours de l'agression de FR en cours, le gouvernement ukrainien et beaucoup d'organisations non gouvernementales ont déployé des efforts considérables pour consolider la politique de non-reconnaissance des faits de violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire par FR sur le territoire de l'Ukraine dans les résolutions de diverses structures internationales et intergouvernementales, et dans les décisions des gouvernements et des parlements des pays partenaires. En outre, selon la décision de la CEDH dans l'affaire «Ukraine c. Russie (concernant la Crimée)», l'existence de nombreuses pratiques administratives conduisant à des violations des droits de l'homme en raison de l'occupation russe de la péninsule a été reconnue.

Les résultats de l'analyse de nombreuses sources dans le cadre de ce rapport indiquent que FR a instrumentalisé les violations des droits de l'homme pour s'emparer des territoires ukrainiens et soumettre leur population. La question de l'utilisation et de l'instrumentalisation des violations des droits de l'homme pour s'emparer de territoires, soumettre des populations et mener des guerres d'agression nécessite des recherches approfondies, prenant en compte l'expérience d'autres pays européens. Ainsi, l'adoption après la fin de la Seconde Guerre mondiale d'une certaine quantité de documents internationaux sur la protection des droits de l'homme et la protection de la population civile en temps de guerre, en particulier la Convention européenne des droits de l'homme³²⁰ et la Convention de Genève pertinente³²¹, ont bien consolidé le consensus mondial sur ces questions. Par conséquent, des pratiques criminelles similaires dans l'histoire moderne posent de nombreux défis, précisément pour repenser les mesures de sécurité et protéger les pays démocratiques.

Les conséquences de l'agression russe en Ukraine ont été documentées en détail par les organisations étatiques, nationales et internationales. Les plateformes où ces questions importantes sont soulevées se concentrent en général sur les questions humanitaires et de droits de l'homme, plutôt que sur les questions de sécurité. En même temps, l'ensemble des données collectées et l'activité des autorités ukrainiennes en faveur de l'intégration européenne et de la coopération avec l'OTAN créent un champ d'étude de ces meilleures pratiques sur l'exemple de l'agression russe contre l'Ukraine, utilisant les pratiques massives de violations des droits de la population civile comme un outil pour s'emparer de territoires et sou-

319 L'OSCE a soutenu l'appel du MIPL à lancer le Mécanisme de Moscou concernant les otages civils ukrainiens. MIPL. 29.02.2024. URL: <https://mipl.org.ua/obsye-pidtrymala-zaklyk-mipl-zapustyty-moskovskij-mehanizm-shhodo-ukrayinskyh-cyvilnyh-zaruchnykiv/>

320 Convention européenne des droits de l'homme du 4 novembre 1950 URL: https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/995_004#Text

321 Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre du 12 août 1949. URL: https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/995_154

mettre la population. Il convient de reconsidérer l'approche consistant à évaluer des violations de cette ampleur en tant que méthode délibérée de fait de guerre et en tant que menace pour la sécurité des États.

L'évaluation des risques possibles et des menaces hybrides, en particulier pour les pays européens limitrophes de FR, fait depuis longtemps l'objet d'études et d'évaluations non seulement sur les plateformes intergouvernementales des droits de l'homme, mais aussi sur celles de la sécurité³²². En réponse à l'agression de FR contre l'Ukraine, les pays membres de l'OTAN prennent des mesures pour renforcer leur résilience aux menaces hybrides, que la Russie utilise notamment contre eux (cyberattaques, désinformation, chantage énergétique et migratoire)³²³.

L'État et les organisations publiques tentent déjà séparément d'inclure les questions des conséquences et des défis des violations des droits de l'homme résultant de l'occupation des territoires ukrainiens à l'ordre du jour des questions de sécurité. Par exemple, dans le cadre de la Conférence sur la sécurité de la mer Noire, qui se déroule dans le cadre des activités de la Plateforme internationale de Crimée (un mécanisme visant à la désoccupation de la Crimée, à la restauration de la sécurité de la mer Noire, européenne et mondiale).

La pratique de FR qui consiste à instrumentaliser les violations des droits de l'homme pour faire la guerre, analysée dans le présent rapport, pourrait être encore plus universalisée et amplifiée par elle

pour préparer et déployer davantage d'hostilités ou pour occuper les territoires d'autres États. C'est précisément démontrant l'expérience de l'occupation des territoires ukrainiens par FR de 2014-2024.

Il existe déjà beaucoup d'exemples de l'influence hybride de FR sur la population civile des pays membres de l'OTAN, comme l'influence sur les élections démocratiques par le biais des technologies de l'information et des réseaux sociaux en Roumanie³²⁴, ou l'influence sur les pays de la région baltique par la passeportisation massive et la colonisation par leurs citoyens³²⁵ **ou l'influence sur les associations religieuses par des personnes à l'étranger soutenant l'agression ou appellent à la guerre**³²⁶, ou l'influence systémique de l'information à travers leurs propres médias de propagande³²⁷ etc. En même temps, le développement significatif des capacités de l'intelligence artificielle au cours des dernières années pourrait optimiser et améliorer l'efficacité de la collecte et de l'analyse d'un grand nombre de données sur certains modèles de préparation à la saisie de territoires et l'impact sur la population civile, qui peuvent être utilisées par FR sur les territoires de pays tiers, en tenant compte de l'expérience de l'Ukraine.

Donc, la question de l'étude de l'expérience de l'Ukraine dans la lutte contre les pratiques russes à grande échelle d'instrumentalisation des violations des droits de l'homme pour soumettre les territoires et les populations ukrainiennes peut devenir importante à la fois pour renforcer la protection et la restauration des droits des

322 L'OTAN salue l'ouverture du Centre européen de lutte contre les menaces hybrides. Site officiel de l'OTAN. 11.04.2017. URL: https://www.nato.int/cps/uk/natohq/news_143143.htm

323 Un symposium en Finlande a réuni des experts et des représentants de l'industrie pour renforcer la réponse de l'OTAN aux menaces hybrides. Site officiel de l'OTAN. 18.12.2023. URL: https://www.nato.int/cps/uk/natohq/news_221179.htm?selectedLocale=uk

324 Les États-Unis demandent une enquête sur l'ingérence russe dans les élections roumaines. Radio Liberté. 05.12.2024. URL: <https://www.radiosvoboda.org/a/news-dzhordzhesku-rumuniya-vybory-rosiya-vtruchannya-ssha/33227697.html>

325 La Lettonie entame le processus d'expulsion des citoyens russes. Postimes. 18.01.2024. URL: <https://maailm.postimees.ee/7940928/lati-alustab-vene-foderatsiooni-kodanike-valjasaatmise-protsessi>

326 Le gouvernement estonien a approuvé un projet de loi visant à rompre les liens avec l'Église orthodoxe russe. Postimes. 23.01.2025. URL: <https://rus.postimees.ee/8178172/pravitelstvo-estonii-utverdilo-zakonoproekt-o-razryve-svyazey-s-rpc>

327 En Allemagne, la diffusion des chaînes de propagande russes a été bloquée. La Deutsche Welle. 28.09.2024. URL: <https://www.dw.com/uk/u-nimeccini-zablokuvali-pokaz-rosijskih-propagandistskih-kanaliv/a-70351961>

QUELS OUTILS FR UTILISE POUR OCCUPER ET SOUMETTRE LA POPULATION DES TERRITOIRES TEMPORAIREMENT OCCUPÉS DE L'UKRAINE?

victimes de guerre, et pour construire la sécurité dans la région, transformant et renforçant les capacités de l'OTAN. Par exemple, en Ukraine, à ces fins, avec la participation des pays intéressés, un centre d'étude des meilleures pratiques peut être créé et développé, à l'instar du réseau des Centres d'excellence³²⁸, agissant comme catalyseur de la transformation et du renforcement des capacités de l'OTAN. Les activités d'un tel centre pourraient être axées sur la collecte de données (en particulier auprès de pays

tiers), leur analyse et l'élaboration de solutions tenant compte des normes de l'OTAN pour contrer l'utilisation des violations des droits de la population civile et des instruments démocratiques pour préparer et mener la guerre, et conquérir des territoires. De telles activités peuvent devenir un ajout important et un domaine de connaissances distinct pour élargir les domaines d'étude des méthodes de guerre hybride³²⁹, qui est déjà au centre de l'attention de l'OTAN, entre autres.

328 Centres d'excellence. Site officiel de l'OTAN. URL: https://www.nato.int/cps/en/natohq/topics_68372.htm

329 Voir en savoir plus sur le travail du bureau du Hybrid CoE à Helsinki, en Finlande. Site officiel du Hybrid CoE. URL: <https://www.hybridcoe.fi/>

Recommandations

En se basant sur les résultats du rapport spécial, des recommandations clés ont été formulées à l'intention des organismes gouvernementaux ukrainiens et des partenaires internationaux, visant à améliorer la lutte et la réponse systémiques à l'utilisation par FR de divers instruments d'occupation, notamment par l'instrumentalisation des violations des droits de l'homme.

A l'Ukraine:

- introduire dans tous les ministères du gouvernement les postes de députés chargés des questions relatives aux TTO, la protection des droits des personnes déplacées à l'intérieur du pays et la population vivant dans TTO d'Ukraine, et l'élaboration de la politique en ce qui concerne les personnes touchées par les conséquences de l'agression armée de FR;
- procéder à la collecte systématique d'informations et à l'analyse des politiques et des pratiques appliquées par FR à TTO de l'Ukraine, ainsi que de garantir l'utilisation de ces analyses dans la formation et les **ajustements** politiques de l'État en matière de TTO de l'Ukraine, notamment par la création d'un centre d'analyse relevant de l'organe exécutif central compétent au sein de la structure du gouvernement;
- élaborer et mettre en œuvre toutes les mesures visant à contrer les politiques de FR en matière d'intégration juridique, économique, culturelle et informationnelle de la population civile des territoires non autonomes d'Ukraine, ainsi que des pratiques et des décisions qui vont contribuer à maintenir les liens juridiques avec la population des territoires non autonomes d'Ukraine (comme la reconnaissance des faits d'importance juridique, la facilitation de procédure d'obtenir les passeports, l'élimination des pratiques discriminatoires existantes dans l'accès aux droits et aux services, etc.), par voie de l'approbation d'une stratégie et d'un plan pour la restauration du pouvoir de l'État et la réintégration des territoires désoccupés de l'Ukraine;
- établir et assurer les activités du Centre d'excellence pour la recherche et le développement de solutions visant à contrer l'utilisation des violations des droits de la population civile et des règles de la guerre comme instrument de préparation et de conduite de la guerre, de conquête de territoires (collecte de données, notamment auprès de pays tiers, leur analyse, élaboration de solutions de sécurité compte tenu des normes de l'OTAN, leur diffusion et préparation de programmes de formation, renforcement des spécialistes dans ce domaine, etc.), avec la participation des pays membres de l'OTAN intéressés à la création et au développement du Centre;
- assurer la mise en œuvre intégrale de la stratégie politique de l'État sur les déplacements internes pour la période allant jusqu'en 2025 et du plan opérationnel des mesures y afférentes, ainsi que garantir l'élaboration d'une stratégie et d'un plan correspondant pour la période suivante, pour soutenir les personnes déplacées à l'intérieur du pays qui sont obligées de retourner dans les territoires occupés d'Ukraine en raison de difficultés d'emploi, de l'indisponibilité de logements, etc.
- élaborer et approuver la stratégie d'État sur l'accès à l'éducation pour les enfants et les jeunes du territoire ukrainien contrôlé par le gouvernement, notamment pour promouvoir la motivation et garantir leur accès aux services d'éducation sur le territoire ukrainien contrôlé par le gouvernement;

QUELS OUTILS FR UTILISE POUR OCCUPER ET SOUMETTRE LA POPULATION DES TERRITOIRES TEMPORAIREMENT OCCUPÉS DE L'UKRAINE?

- établir l'accès à la télévision analogique et à la radiodiffusion ukrainienne **dans les territoires proches de TTO de l'Ukraine**, pour assurer la recherche et le développement de moyens et de canaux de communication modernes alternatifs avec les résidents de TTO d'Ukraine;
 - renforcer le potentiel du système de justice pénale pour garantir la justice pour les crimes les plus graves commis dans le contexte de l'agression armée contre l'Ukraine, améliorant la législation et les compétences de l'Ukraine;
 - élaborer et mettre en œuvre un modèle de rétablissement de la justice pénale dans les territoires désoccupés de l'Ukraine, en s'appuyant sur l'expérience des parquets et des organes d'enquête préliminaire dans les régions d'Ukraine occupées depuis 2014;
 - assurer l'enquête sur les pratiques administratives conduisant à des violations des droits de l'homme et à des crimes internationaux dans le territoire de l'Ukraine, en particulier l'identification et la mise en cause de la responsabilité des personnes impliquées dans leur initiation et leur mise en œuvre;
 - identifier et mettre en œuvre d'autres instruments pour parvenir à la justice, en plus de la justice elle-même, tels que les politiques de mémoire et de commémoration, le soutien aux victimes, la restauration de la confiance dans les autorités de l'État, etc.
 - faciliter la recherche scientifique **et académique** sur les politiques et les actions de FR qui ont précédé l'occupation temporaire de certaines régions de l'Ukraine.
- conséquences de leur inclusion illégale dans FR comme nulles et non avenues (non-reconnaissance de la citoyenneté russe imposée, subjectivité de toute «autorité», élue ou nommée, dans ces territoires, etc.);
- renforcer le soutien militaire du gouvernement pour protéger les territoires contrôlés par l'Ukraine et contrer la possible saisie d'autres territoires et les violations massives des droits de leur population civile sous occupation;
 - soutenir la création en Ukraine d'un Centre d'étude des meilleures pratiques (similaire au réseau des Centres d'excellence soutenant la transformation de l'OTAN) pour chercher et développer des solutions visant à contrer l'utilisation des violations des droits de la population civile et des règles de la guerre comme outil de préparation à l'occupation et à la conquête de nouveaux territoires;
 - surveiller et contrer tous les abus de FR à l'égard des instruments démocratiques (fonctionnement des centres culturels, tenue d'élections et de référendums, délivrance de passeports aux citoyens russes), ainsi que les discours russes dans la culture, les médias et l'éducation à l'étranger;
 - promouvoir la recherche sur les pratiques et les schémas de violations systématiques des droits de l'homme, de violence contre les civils et d'utilisation de la force par FR des **institutions démocratiques** comme des instruments pour mener la guerre contre des pays tiers (Géorgie, Moldavie, République d'Itchkérie etc.);
 - soutenir la création et le développement des études et de la recherche universitaire de l'Ukraine, l'échange d'expériences et des meilleures solutions pour surmonter les conséquences de la guerre, le soutien et la réintégration des victimes **à cause de** guerres;

Aux partenaires internationaux:

- continuer à soutenir l'intégrité territoriale de l'Ukraine par voie de reconnaissance de tous les territoires occupés par FR comme ukrainiens, et les

**RAPPORT SPÉCIAL
CONCERNANT LA SITUATION DANS LES TERRITOIRES UKRAINIENS
TEMPORAIREMENT OCCUPÉS PAR LA FÉDÉRATION DE RUSSIE**

- contribuer au renforcement de l'efficacité des instruments internationaux interparlementaires, politiques et juridiques pour lutter efficacement contre l'utilisation des violations massives des droits de l'homme comme instrument de saisie de territoires, notamment en garantissant l'inévitabilité des sanctions pour de telles violations et crimes.



**QUELS OUTILS FR UTILISE POUR OCCUPER ET SOUMETTRE
LA POPULATION DES TERRITOIRES TEMPORAIREMENT OCCUPÉS DE L'UKRAINE?**



Омбудсман України
Ombudsman of Ukraine